HAL
open science

A la rencontre des vendeurs ambulants et autres informels. Mobilités et réseaux dans la fabrication de la ville

Catherine Reginensi

To cite this version:

Catherine Reginensi. A la rencontre des vendeurs ambulants et autres informels. Mobilités et réseaux dans la fabrication de la ville. Anthropologie sociale et ethnologie. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 2012. tel-00692557v2

HAL Id: tel-00692557

https://theses.hal.science/tel-00692557v2

Submitted on 9 May 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DE TOULOUSE LE MIRAIL

Ecole Nationale Supérieure d´Architecture de Toulouse

Laboratoire de Recherche en Architecture

A la rencontre des vendeurs ambulants et autres informels. Mobilités et réseaux dans la fabrication de la ville.

TOME 1

Parcours de Recherche

HABILITATION A DIRIGER DES RECHERCHES

Présentée par

Caterine **REGINENSI**

Maitre Assistante des Ecoles Nationales Supérieures d´Architecture

Jury

Michel GROSSETTI, Directeur de Recherches au CNRS, Université de Toulouse le Mirail. Référent

Michel AGIER, anthropologue, Centre Etudes Africaines, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, Rapporteur

Jérôme MONNET, géographe, Professeur des Universités, Université Paris-Est, Lab´Urba Institut Français d´Urbanisme. Rapporteur

Hélène HATZFELD, Docteur d´Etat en sciences politiques, LAVUE, UMR CNRS 7218. Rapporteur

Pierre FERNANDEZ, architecte, Habilité à diriger des recherches. LRA ENSAT.

Marco Antonio da Silva MELLO, anthropologue, Laboratoire d´Ethnographie Métropolitaine LeMetro -Université Fédérale de Rio de Janeiro, - IFCS/UFRJ.

Mars 2012

A la rencontre des vendeurs ambulants et autres informels.

Mobilités et réseaux dans la fabrication de la ville.

TOME 1

PARCOURS DE RECHERCHE

CATERINE **REGINENSI**

TABLE DES MATIERES

I. DETOURS ET CROISEMENTS D´UN PARCOURS 5

1.1. Une formation initiale en lettres modernes et en sociologie-anthropologie 6
1.2. Une formation à l'aménagement et à l'urbanisme et la finalisation d'une thèse en sociologie 8
1.3. Un repositionnement professionnel et des recherches urbaines dans des villes amazoniennes 10
1.4. L´installation en Guyane Française et l´animation de la recherche urbaine 15

II. DES THEMATIQUES DE RECHERCHE QUI S´ENTRECROISENT : UNE APPROCHE DE LA VILLE PAR LES RESEAUX SOCIAUX ET LES MOBILITES : DE LA GUYANE FRANÇAISE A RIO DE JANEIRO 23

2.1. Le business, les réseaux de dialogue en Guyane 23
2.2. Commerce ambulant à Belém et Recife (Brésil): Mobilités, échanges dans les espaces de l´habitat et de la ville 27
2.3. Pratiques citadines à Rio de Janeiro : entre îlots et réseaux 31
2.4. La configuration socio spatiale des réseaux relationnels au cours l´enquête auprès des vendeurs ambulants à Rio de Janeiro 34
2.5. Les mobilités et stratégies habitantes dans les villes guyanaises et brésiliennes 40

2.5.1. Sur le Plateau des Guyanes : des lieux et des liens 40

2.5.2. A Rio de Janeiro : Se déplacer dans la ville avec les camelots 43

2.5.3. Voyager, se déplacer dans la métropole carioca avec des entrepreneurs de la mobilité, les taxis et mototaxis 45

2.5.4. Au cœur des mobilités : les fournisseurs des camelots 51

III. ENTRE TOULOUSE ET RIO DE JANEIRO : DEPUIS 2003 UNE APPROCHE DU DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE. LA DIMENSION SOCIALE EN QUESTION 58

3.1. L´intervention dans les favelas et les espaces publics de la métropole 59
3.2. La métropole de Rio revisitée : une ethnographie des pratiques de commerces et services. Diverses expressions du formel et informel 68

LISTE DES TRAVAUX PRESENTES

CURRICULUM DETAILLE

REMERCIEMENTS

En France

Je tiens à remercier en premier lieu Michel Grossetti qui m´a soutenue durant la préparation de cette habilitation. De nombreuses recherches évoquées ont pu voir le jour grâce au soutien de Pierre Fernandez, ex directeur de l´Ecole Nationale Supérieure d´Architecture de Toulouse et d´Alain Chatelet directeur actuel du Laboratoire de Recherche en Architecture (LRA).

D´autre part, Jérôme Monnet en m´ouvrant les portes de deux réseaux de chercheurs en Amérique Latine et en France a largement contribué à la finalisation de ce travail.

Michel Agier, également par la lecture de ses ouvrages sur la ville et lors de nos échanges au cours de séminaires de recherche, m´a montré un chemin à parcourir avec les habitants pour comprendre comment la vie urbaine se fabrique au quotidien.

Plus récemment, Hélène Hatzfeld, m´accompagnant sur mes sites d´enquêtes à Rio et participant à des séminaires que j´ai organisés, m´a aussi encouragée à poursuivre ce travail et indiqué bien des manières sensibles d´approcher la vie en ville.

A Eric Gallibour, ami et collègue qui, depuis la Guyane et jusqu´à Rio de Janeiro s´est montré disponible et a partagé quelques aventures de recherches.

A Nicolas Bautés, ami et collègue qui, entre Rio, la France et l´Inde m´a rendu plus facile la lecture de territoires métropolitains.

Françoise Navez-Bouchanine (in memoriam) que je remercie pour son intérêt manifesté pour mon travail.

Au professeur Ignacy Sachs qui, lors d´une rencontre à l´Ecole des Hautes Etudes, m´a vivement encouragée à poursuivre mes enquêtes auprès des acteurs de l´économie de la plage

Enfin, il me faut remercier mes collègues du LRA, du LISST CIEU qui autour de la machine à café ou dans des lieux plus formels (colloques, séminaires, cours) m´ont apporté leur soutien et encouragé mes travaux.

Au Brésil

A Macapá, Belém et Recife ils sont nombreux, les collègues, collectifs d´habitants ou vendeurs qui ont facilité mes recherches et premiers pas dans l´apprentissage du portugais du Brésil, qu´ils en soient tous remerciés.

A Rio de Janeiro

Merci, obrigada, à mon amie et collègue, Fatima (Maria de Fatima Cabral Marques Gomes) pour son invitation en 2002 qui a modifié ma vie professionnelle mais aussi ma vie de femme. Une personne qui m´a toujours accueillie dans son groupe, dans sa famille et facilité la réalisation de projets à venir.

A tous les chercheurs et étudiants du FACI (Favela e Cidadania) pour l´attention, la gentillesse et tous les moments passés ensemble.

A Sarah Wickenburg comme jeune architecte pendant un séjour à Rio de Janeiro pour sa contribution à mes interrogations sur l´espace et les emboîtements d´échelles.

Aux nombreux enseignants et chercheurs de la faculté d´Architecture et d´Urbanisme de l´Université Fédérale de Rio qui m´ont invitée de si nombreuses fois à venir partager mes travaux et m´ont donné envie de poursuivre les échanges Architecture/Anthropologie, merci tout particulièrement à Emika pour une belle collaboration avec les habitants du Vale Encantado.

A tous les membres du laboratoire d´Ethnographie métropolitaine -Le Metro et en particulier au professeur Marco Antonio Da Silva Mello pour les discussions fécondes autour de l´espace public et de ses appropriations.

Aux nombreuses rencontres en Argentine et au Portugal qui, par leurs remarques, ont enrichi mes travaux, en particulier mes remerciements vont à Monica Lacarrieu, Miguel Vitale et Marluci Menezes.

En Guyane et au Brésil, je dis merci à tous les vendeurs et informels qui m´ont reçue, accueillie et rendu ces travaux non seulement possibles mais humains. Samy, Tobians, Dona Vera, Maria, Zeca, Zélia, Danilo, Nailton. Marcelo, Miguel, Pedro....et bien d´autres A tous les habitants, de la Charbonnière, de Doye (village éradiqué mais toujours vivant), du BP 134 en Guyane, de Rocinha, et du Vale Encantado à Rio de Janeiro.

A ma tribu ou collectif familier et rapproché : Aïlis, Encis et Obert pour leur patience, leur soutien, leurs sourires.

I. DETOURS ET CROISEMENTS D´UN PARCOURS

Afin de rendre plus lisible ce parcours au lecteur, je vais avant toute chose développer le point de vue que j´ai adopté dans les années 1990, en décidant de mener des recherches en Guyane Française et que je nommerai la construction de mon regard d´anthropologue. En 1994, mon premier voyage en terres guyanaises, est lié à une amitié, je partis ainsi rendre visite à une amie de jeunesse mais en même temps je me trouvai professionnellement dans une période de questionnement et, sans tout à fait me dire que j´allai mener des recherches, je me rendis disponible à l´observation et aux rencontres dans cette région du Bas Maroni, frontalière avec le Surinam, autrement dit l´ouest guyanais. C´est en effet en affirmant que tout est question de point de vue où l´on se place que j´ai approché la ville guyanaise dans un pays recouvert à 90% par la forêt amazonienne : un certain goût du paradoxe mais pas tant que cela. Je remarquai la présence de la forêt, elle s´impose mais j´ai aussi prêté attention aux habitats précaires, aux pratiques au bord du fleuve (se laver, faire la vaisselle, transporter des marchandises), aux panneaux indiquant : « Développement social urbain ». Cet ensemble de situations, de lieux et de signes m´ont donné le goût d´entreprendre une recherche en Guyane Française, en milieu urbain. Mon parcours va construire en quelque sorte mon objet de recherche qui porte sur une approche de la ville à travers ses acteurs, leurs pratiques de mobilité et leurs réseaux relationnels. En suivant le cheminement de questions empiriques et théoriques amorcées en Guyane, j´ai poursuivi un objectif celui d´aller à la rencontre des vendeurs de rue dans les villes d´Amazonie brésiliennes et, plus récemment à Rio de Janeiro. Ma problématique aujourd´hui vient interroger les frontières ténues entre formel et informel dans les activités de commerce et de services.

Des interrogations, des doutes sont en permanence venus traverser mon parcours. Ainsi, en 2002, lorsque mon laboratoire toulousain m´a proposé de me rattacher à une équipe brésilienne et de travailler dans une grande métropole comme Rio de Janeiro, je ne savais pas trop quoi en penser mais intuitivement je ressentais que je devais y aller. Je ne l´ai pas regretté, j´y ai rencontré une femme, une chercheure, une amie et le goût de poursuivre des recherches et de partager collectivement des points de vue. A l´instar de Howard S. Becker (2002, p.66-67), je pourrais dire que les rencontres et les choses ne surgissent pas juste comme ça et que les évènements qui sont arrivés dans mon parcours ne sont ni aléatoires ni déterminés mais sont bien une succession d´étapes que les sociologues appellent « processus » mais que l´on pourrait aussi bien appeler « histoire ».

Dans cette histoire de chercheure, j´ai aussi fait l´hypothèse que ces « ailleurs » où je situais mon regard m´obligeaient non seulement à dépasser des idées reçues mais plus encore me donnaient à réfléchir et à repenser la ville, la métropole. La petite production urbaine est selon mon point de vue, porteuse de contournements tant des cadres de la société mondialisée que des hiérarchies sociales. Elle fait preuve d´initiatives, empreintes certes de vulnérabilité voire de mise à l´écart ou même d´exclusion mais elle mérite que l´on y prête attention, elle m´apprend beaucoup sur la ville mais aussi sur moi-même.

Le mémoire est organisé en trois tomes :

►Le premier vise à mettre en cohérence un parcours aux contours sinueux pour le besoin de cet exercice réflexif que représente l´habilitation. J´ai essayé de retracer différents moments de recherche en précisant le contexte dans lequel s´inscrit mon cheminement personnel à partir des années 1970. Parfois, je laisserai, de côté, la chronologie proprement dite, pour aborder cet itinéraire fait de rencontres décisives mais aussi de bifurcations sous l´angle plus thématique de manière à montrer comment chaque nouveau questionnement de recherche est venu enrichir le précédent et a fait naître de nouvelles interrogations et perspectives.

►Le deuxième tome présente deux recherches inédites en France. Afin de suivre la logique de mon cheminement, je dois préciser qu´un certain nombre de notions comme celles d´interstices, ou de dispositifs de médiation, construites à partir de données empiriques, viendront compléter des travaux plus anciens et seront explicitées dans ce deuxième tome

►Enfin un troisième tome réunit l´ensemble des publications sélectionnées et commentées dans le tome 1 et parfois le 2.

1.1. Une formation initiale en lettres modernes et en sociologie-anthropologie

Dès ma première année universitaire (DEUG), à Montpellier, je m'inscris dans un double cursus : Lettres Modernes et sociologie. Je termine le DEUG en Lettres et l'année de la licence je pars travailler, un an, à Barcelone comme professeur de français. Je continue de suivre, à distance, les enseignements en sociologie mais aussi en anthropologie. Durant ces années, deux auteurs vont marquer mes réflexions : Colette Pétonnet et Roger Bastide. La première, auteur de *Ces gens là,* me fait découvrir, dans une écriture époustouflante, que les bidonvilles que l'on a essayé de cacher mais surtout d'éradiquer sont des lieux de vie organisés et dignes. Et cela, malgré la précarité qu'ils offrent aux premiers regards ; leurs

habitants ressentent pour cet habitat un attachement profond et sa destruction pourrait entrainer un sentiment de dépossession (Raulin, 2001, p.77). Plus encore, les cités d'urgence ou de transit censées être des lieux d'accueil et d'urbanité étaient observées par Colette Pétonnet comme des espaces de contraintes, imposés aux habitants. La manière dont cet auteur décrit le quotidien de ces lieux me fascine. J'apprends, à travers cet ouvrage, sans en imaginer encore toute l'importance, ce que le mot terrain signifie. Finalement le terrain est loin d'être un sol stable, que sur le terrain le doute surgit et donc que les certitudes s'estompent, en somme, que l'humilité est de rigueur. Un anthropologue est un « être dans le brouillard », comme le dira plus tard Colette Pétonnet (1984) ; personnellement je saisis qu'il est important de creuser les choses, de s'intéresser à ce qui apparait anodin, insignifiant, sans juger à la hâte et ce n'est certainement pas tout à fait un hasard si je fais mon premier stage en tant que sociologue dans une cité de la banlieue grenobloise.

L'anthropologie appliquée de Roger Bastide m'a permis de saisir que la séparation entre le chercheur et le praticien est relative et là aussi ce n´est pas tout à fait par hasard que je ferai le choix, vingt ans plus tard, de devenir enseignant chercheur en Sciences Humaines et Sociales dans les Ecoles d´Architecture, en engageant un dialogue constant avec des praticiens et des chercheurs. Mais, au début de mes années universitaires, la lecture de Bastide me donnera surtout envie de découvrir et de me passionner pour le Brésil.

Je vais dans les années précédant ma thèse lire les auteurs de la littérature brésilienne comme Jorge Amado, ou Clarice Lispector mais aussi du sociologue et écrivain, Gilberto Freyre. Je vais m'inscrire en option cinéma et assister à de nombreuses projections des films brésiliens de l´époque (Glauber Rocha notamment), enfin, je commence à apprendre le portugais à travers l'écoute des chansons de Chico Buarque, Caetano Veloso ou Maria Bethânia ou avec mes amis brésiliens réfugiés en France et en Belgique. Ainsi, face aux « années de plomb » comme on va nommer la dictature militaire au Brésil, je décide de ne pas faire porter mon objet de recherche sur le contexte brésilien et pendant plus de cinq ans, dans les années qui ont précédé mon travail de thèse[1], je vais m'orienter vers la sociologie du travail féminin et m'intéresser plus particulièrement aux représentations du travail domestique chez les femmes salariées de Catalogne-nord, avec pour illustration, entre autres, le cas des ouvrières de l'usine de poupées Bella à Perpignan.

[1] Thèse de 3ème cycle sous la direction de Paul De Gaudemar, Université de Paris VIII, sur le sujet *: La « mémoire » des femmes en Catalogne-Nord : aspects passés et présents du travail féminin*, soutenue le 15/12/1986. Pour préparer cette thèse je vais bénéficier en 1976 d'une bourse de recherche de la Fondation Bofill de Barcelone encourageant les travaux de jeunes chercheurs sur la Catalogne.

Dès ma deuxième année d´inscription en thèse, des raisons personnelles vont m´éloigner de mon terrain de recherche et de ce fait, j'ai évolué vers le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement[2]. Par la suite, une installation à Grenoble puis un retour à Perpignan vont à la fois retarder la soutenance de ma thèse et construire un itinéraire particulier entre enseignement, recherche-action et travail en bureau d'études.

1.2. Une formation à l'aménagement et à l'urbanisme et la finalisation d'une thèse en sociologie

Je ne vais pas m´étendre sur cette période de mon parcours en décrivant les continuités, les ruptures ou encore les rencontres décisives mais plutôt essayer de traduire cet itinéraire qui s´est construit dans un va et vient entre le monde de l´université et celui des bureaux d´études en urbanisme. Je dois ici préciser que, suite à l´obtention du DESS en urbanisme Aménagement, mon installation dans le contexte grenoblois va m´amener à occuper un poste de chargée d´opération, dans une société d´Economie mixte. Avec le recul et l´opportunité que m´offre cet exercice de retracer un itinéraire personnel de recherche, je dirai que ma formation en sociologie - anthropologie va être beaucoup plus valorisée que mon diplôme en urbanisme. C´est ainsi que je serais engagée comme sociologue afin d´effectuer des bilans des équipements pour la petite enfance, pour mener des études sur l´usage des espaces publics de proximité ou sur la vie associative dans les quartiers d´habitat social (Villeneuve d´Echirolles) ou encore pour étudier les parcours résidentiels des habitants, nouveaux arrivants dans la Villeneuve.

Par ailleurs, je décide de terminer ma thèse. Je retourne régulièrement à Perpignan et sa région. Comment traduire alors cet itinéraire en contraste ? Je le caractériserai comme un passage parfois difficile d'une préoccupation de recherche - comme celle relative à effectuer une interprétation théorique, biographique en comparant le travail ménagé des femmes à leur travail salarié - à une autre plus liée aux espaces urbains et aux différents acteurs qui les fabriquent et les font évoluer physiquement et socialement. Je dirai ensuite que ce passage m'a permis de me poser avec plus d'acuité un certain nombre de questions sous jacentes au démarrage de mon travail de thèse : Quel est l'apport des sciences sociales à l'explication des phénomènes humains ? Comment se situer dans les différents champs disciplinaires ?

[2] Formation en DESS suivie à l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement de Grenoble (1978-1979)

Détour et finalisation d´une thèse

Ce détour par le travail en bureau d´études va me permettre de continuer mon travail de thèse en choisissant d´adopter une démarche multidimensionnelle. Ainsi tout au long de ma thèse, que je termine et soutiens, six ans plus tard, je vais pouvoir montrer :

►Que la mémoire des femmes en Catalogne nord n'est pas homogène et compacte mais faite de mémoires multiples (individuelles ou familiales, collectives du groupe ou de la communauté, mémoire officielle, mémoire de militantes) qui s'entrecroisent et traversées de contradictions. La référence à l'histoire a été une aide précieuse pour mettre en évidence que les différentes mémoires jouent de manières diverses inclinant les femmes tantôt à accepter leur « minorisation », tantôt à lutter contre elle par diverses formes de résistances.

►Que même dans leur travail professionnel les femmes ne sont jamais hors du travail domestique et, qu'on ne peut rien comprendre aux divers aspects du premier si on néglige la place qu'elles ont dans la famille,

►Que la culture locale, au sens anthropologique du terme, marque dans tous ses caractères le travail féminin. Mode d'éducation, pratique de la langue à des degrés très divers et modalités de sa transmission, sociabilité et modes de vie spécifiques en éclairent bien des aspects.

Cependant cette approche pluridisciplinaire du phénomène observé ne m'a pas empêchée de tomber dans le piège de la dispersion notamment en traitant de la division sexuelle du travail je me suis plus appuyée sur les entretiens que sur des bases théoriques. J'avais connaissance de recherches sur le travail domestique dans d'autres lieux et je ne me suis pas assez interrogée sur les similitudes entre les pratiques que j'ai décrites et celles analysées ailleurs. Ainsi, ayant interviewé des femmes de milieu rural et urbain j'ai particulièrement fouillé l'articulation entre le travail « au pays » et travail « au féminin » sans être parvenue à dégager véritablement cette articulation ; en revanche, j'ai pu montrer que les pratiques rurales et urbaines des femmes de catalogne nord ne sont pas en rupture mais en continuité.

1.3. Un repositionnement professionnel et des recherches urbaines dans des villes amazoniennes

Les années qui ont suivi mon travail de thèse vont stabiliser un parcours lié à l'enseignement, à la recherche-action dans différents bureaux d'études. Les questions précédentes vont rejoindre, dans une pratique de l'urbain, des interrogations propres à la sociologie, à l'anthropologie et aussi à la géographie urbaine : que sont la ville et l'urbain aujourd'hui ? Quels sont les rapports des habitants à l'espace ? Quelles en sont les représentations ? Quels sont les effets de l'urbanisme et de l'aménagement ? Comment s'organise l'action individuelle et collective ?

Entre 1991 et 1995, je travaille en bureau d'études et occupe un poste de vacataire à l'Ecole d'Architecture de Montpellier. En 1995, la possibilité de me présenter au concours de Maitre Assistante des Ecole d'architecture en Sciences Humaines et sociales m'a conduite à réfléchir sur les thèmes majeurs apparus dans mon travail de recherche, depuis les années de thèse, et qui sont aussi souvent revenus dans mon travail en bureau d'études. J'en retiendrai deux :

►Une approche de la complexité du phénomène social, c'était déjà le cas dans mon travail de thèse, d'où le recours à l'histoire, à l'économie, à l'ethnologie, à l'urbanisme pour étayer l'approche purement sociologique ;

►Une lecture des espaces urbains à travers les pratiques des habitants : cela supposant de séjourner, d'observer, d'écouter pour saisir les relations qui sont en jeu d'introduire sinon la comparaison du moins la confrontation, les mises en perspective de similarités et de différences.

J´élabore une proposition de recherche qui se veut être une lecture des dynamiques interactives dans les villes étudiées. L´ensemble de mes travaux depuis 1998 vont s´intéresser aux espaces tout autant qu´aux parcours de mobilité qui inscrivent les habitants dans des contextes locaux et globaux. Peu à peu, surgit l´importance de ressources mobilisées et l´appartenance des citadins à des réseaux relationnels pour inventer la ville au quotidien. Les questions suivantes vont parcourir différents travaux de recherche ayant pour contexte les villes amazoniennes et, plus récemment la métropole de Rio de Janeiro :

►En quoi une approche des espaces, des interstices urbains et des pratiques qui s´y déroulent questionne-t-elle la ville ?

►Comment les habitants s´emparent de ces espaces pour interroger leur place dans les territoires urbains et les espaces publics ?

►Quels types de relations s´établissent et quelles formes d´arrangement, de négociation et de conflits s´opèrent pour bricoler autant de trajectoires de vie que de bouts de villes ?

Je reviendrai plus en détail, sur la notion d´interstices urbains dans le tome 2 de ce mémoire, j´indiquerai sur cette question que je suis d´abord partie de la définition du terme (Robert ,1995 : n.m. interstice =petit espace vide entre deux corps, entre deux parties d´un tout), pour ensuite me diriger vers la notion d´espaces intermédiaires proposée par Jean Rémy (1986) et montrer comment, dans le contexte des villes guyanaises étudiés des « entre deux »offraient des ressources aux habitants ; ainsi des espaces entre la maison (habitat spontané ou planifié) et la rue ou des espaces résiduels (apparaissant après urbanisation d´un quartier) ou encore des espaces entre deux stands sur le marché officiel de St Laurent, permettaient le développement d´activités commerciales plus ou moins informelles. Ces interstices rendaient possible un rapprochement entre les organisations spatiales et sociales, rendaient visibles des formes de travailler et d´habiter, non pensées par l´urbanisme. Les interstices pouvaient aussi avoir une définition plus large et évoquer des portions de territoires, selon Rémy (op. cit. p. 223). Pour ma part, je vais reprendre la notion d´espaces intermédiaires ou intervalles au sens d´une « petite production urbaine ». Pour des populations précaires s´appropriant des espaces vides ou inoccupés cela va faire apparaître de nouvelles formes d´emploi et développer des compétences de commerçants (Roulleau-Berger, 1999, Hatztfeld (et alii), 1998)

Je me suis aussi rendue à l'évidence que je ne pouvais dissocier démarche personnelle et cadre théorique. D'un côté je devais assumer la diversité des centres d'intérêt qui me motivaient, d'un autre, j'avais à construire une démarche de recherche qui se situe non pas sur l'urbain mais sur le travail même de l'anthropologue en milieu urbain (Agier, 1996 p.35). Je me suis alors dirigée vers une approche microsociale de la réalité urbaine associée à un dialogue interdisciplinaire, et vers l'enquête de terrain constituée d'informations recueillies dans le cadre de relations de face à face dans un milieu d'interconnaissance.

Le choix d'observer et de pratiquer la recherche anthropologique en Guyane française, à partir de 1993, n'est pas le fait du hasard mais relève bien d'une posture de chercheur refusant les limites d'un objet particulier et assumant son histoire personnelle et professionnelle. Ce qui me lie à la Guyane, je l´ai indiqué en introduction, c'est tout d'abord une amitié de plus de vingt ans ; ensuite, l'adoption d'un enfant m'a permis d'effectuer de nombreux séjours et d'observer en particulier une région : celle du bas Maroni, frontalière avec le Surinam (ancienne Guyane hollandaise). La Guyane devient ainsi, mon principal terrain de recherche (entre 1995 et 2001).

En 1995, je profite des grandes vacances pour observer les habitats spontanés et planifiés sur les berges du Maroni, dans la ville de St Laurent. Je réalise des entretiens avec des techniciens de la politique de la ville, du service Habitat de la Direction Départementale de l'Equipement, avec des responsables d'association œuvrant pour le développement local du nord ouest de la Guyane et enfin, j'obtiens grâce aux membres de la famille de mon fils adoptif, la possibilité de pénétrer dans les habitats spontanés et d'y réaliser des entretiens. En septembre, de la même année, je présente une communication intitulée : « Trajectoires familiales d'accès au logement social : pratiques de l'espace par les Noirs Marrons à St Laurent du Maroni, Guyane Française », dans le cadre d'un colloque *Les pratiques de la Ville ; Transformations sociales et évolutions spatiales*, organisé par le Centre de Recherche sur l'Habitat de Paris Nanterre, 21-22 septembre 1995. A la fin de la même année, j'intègre le Réseau Socio-économie de l'habitat[3] et je fais la connaissance d'un socio-anthropologue : Eric Gallibour qui a commencé un travail de recherche en Guyane Française, avec de populations originaires de Haïti.

Le point de départ de mon travail de recherche est trouvé et va porter sur l'analyse des stratégies résidentielles des populations dans la région de l'ouest guyanais. Peu à peu, les stratégies de déplacement vont m'apparaître comme des ressources : des villages du fleuve Maroni, à l'habitat spontané à St Laurent du Maroni jusqu'au relogement dans un habitat planifié sur St Laurent ou jusqu'à Kourou. Je vais observer les populations s'organisant à travers leurs réseaux relationnels et développant une micro activité économique. Des espaces urbains bien localisés mais souvent mal articulés à la ville ou des espaces dans la ville coloniale sont les espaces «visibles» de ces échanges informels. Ma démarche va associer la notion chère à Alain Tarrius (1993) de «territoires circulatoires» à celle de réseaux sociaux. Le réseau relationnel participe en ce sens à un processus de socialisation urbaine. Dans la publication d'un ouvrage en 1996 qui a obtenu pour sa publication le soutien financier du Conseil Régional de Guyane, j'ai pu dire que les populations mettent en place des stratégies pour accéder à l'urbanité : elles veulent la ville (Reginensi : 1996, doc.1). Dans cet ouvrage, je vais partir des habitats spontanés en bord du fleuve Maroni mais je vais rapidement préférer m´intéresser aux économies d´échanges qui peuvent trouver place et sens dans des espaces de *l´habiter* qui « s'exprime objectivement

[3] Le groupement de recherche «Socio-économie de l'habitat» (GDR Cnrs n° 1100), soutenu financièrement par le Plan Construction et Habitat pour une période de quatre ans, a été créé le 1er mars 1994. Dirigé par Henri Coing, Catherine Bonvallet et Jean-Claude Driant, il s'est articulé autour de deux axes de recherches : «Ségrégation, division sociale de l'espace» et «Les agents du marché du logement». Sa principale mission était de mettre en réseau des équipes d'enseignants-chercheurs pour capitaliser les connaissances acquises, susciter des actions de recherches coordonnées, développer des coopérations internationales et valoriser la recherche en sciences sociales auprès des professionnels.

dans un ensemble d'œuvres, de produits, de choses qui constituent un système partiel : la maison, la ville ou l'agglomération " (Lefebvre, 1999, p.126). Je vais porter aussi une attention à la notion d´ethnicité (Poutignat, Streiff Fenart, 1995), pour dépasser les références à la nationalité ou autres références culturelles et observer les groupes en présence sur le territoire de la Guyane comme relevant de situations complexes que ce soit au regard de l´habitat, de l´emploi, de la scolarité ou de la santé. J´ai dû alors préciser que la société guyanaise hésite entre deux schémas : le multiculturalisme dont l´objectif est de mettre sur un même pied d´égalité les cultures, et l´inter culturalisme qui à partir d´un patrimoine commun va centrer une pédagogie de l´intégration sur l´échange et l´interaction entre les autres. Et c´est dans l´opposition entre ces deux tendances que va surgir un problème de fond de la société guyanaise : celui de la fracture entre le social et le culturel. De cette fracture découle une grande difficulté de communication voire de relations d´un groupe à l´autre dans un même espace. Tout l´enjeu, dans mon enquête urbaine a été de mieux cerner la nature des rapports sociaux qui s´établissent entre les groupes ethniques d´origine diverses et les acteurs institutionnels en charge de mettre en place des politiques dites adaptées aux populations de Guyane. Je constatais, en Guyane Française, de manière amplifiée et avec ses petits arrangements, l´étendue du décalage entre le modèle « d´intégration » républicaine fondé sur l´égalité des citoyens par-delà leurs caractéristiques particulières et la réalité de la société faite de diversités et d´inégalités. Ainsi j´ai fait le choix de considérer les habitants et commerçants comme acteurs de leur quotidien, faisant des choix, dans un contexte plus ou moins contraignant. Cela m´a conduite à essayer de comprendre qui étaient ces individus qui, dans des espaces d´habitat spontané ou planifié, activent leurs réseaux d´échanges informels constitutifs, de nouvelles formes d´activités économiques.

J´ai identifié quatre types d´échanges : les coups de main pour construire la maison, les activités de commerces et services qui se mettent en place dans les habitats, puis l´activité de transport fluvial et enfin, la fabrication et la vente d´objets tirés de savoir-faire traditionnel. A l´issue d´un travail de recherche empirique, trois éléments vont apparaître comme déterminants dans le réseau d´un individu :

►**Le lieu d´habitat**, ceux qui habitaient dans les villages sur le fleuve Maroni avant l´installation en milieu urbain ont un grand réseau de relations. Ce qui m´a permis de vérifier que la mobilité est constitutive de ressources pour les individus facilitant l´accès à l´activité économique.

►**La nationalité**, même si je cherchais à la relativiser elle est devenue importante, il convient d´avoir les « bons papiers », d´avoir une situation régulière au vu de

l´administration permettant ainsi de développer son réseau de contacts et d´avoir accès aux revenus tirés des prestations (allocations familiales, par exemple),

►**La force des réseaux secondaires**, ainsi tous les individus interrogés ont affirmé avoir au moins une personne de leur réseau qui connait un membre du système politico administratif. Cela pouvait être un agent administratif à la mairie ou à la Préfecture à St Laurent du Maroni ou encore à la Société Immobilière de la ville de Kourou.

Ces formes d´activités économiques se caractérisent par de la souplesse, par une énorme capacité d´adaptation des petites entreprises familiales. Un businessman : c´est celui qui travaille dans l´informel, il peut être d´abord occuper un emploi formel et devenir employeur dans l´informel. Le piroguier devient entrepreneur. Par contre, si le travail est fondé sur des opportunités qui vont créer le marché économique pour des jeunes hommes, il ne s´agit plus de businessmen mais de wakaman[4]. Ces opportunités ne concernent pas qu´une seule catégorie ethnique mais un ensemble de jeunes y compris de jeunes métropolitains dont les parents peuvent être installés en Guyane de longue date. La solidité des liens dans la construction des réseaux professionnels est aussi à remarquer. Tout contrat de travail est basé sur la confiance et la parole donnée. La famille continue à jouer un rôle d´ancrage, de repères pour les businessmen rencontrés, alors que paradoxalement, dans les sociétés traditionnelles en Guyane, la famille explose complètement et l´autorité de l´oncle, notamment, est en perte de vitesse. Enfin, ce que ce travail a aussi mis en évidence c´est le sens même que les individus donnent à l´accomplissement de leur activité commerciale. Les phrases qui reviennent dans leur discours sont : *le business* ? *C´est gagner son autonomie, c´est réussir un projet, c´est devenir citoyen, c´est transformer son avenir*. En définitive les centres urbains de Cayenne, Kourou et St Laurent sont de plus en plus les lieux privilégiés où les acteurs passent de la coutume aux relations de travail contemporain, de la tradition aux emprunts culturels mondiaux et où les locuteurs bilingues changent fréquemment de langues. « Les relations interculturelles en ville ne sont pas fondées sur des relations entre communautés à culture unique mais ce sont des constructions identitaires hétérogènes. » (Mam Lam Fouck, et alii, 1997, p.112).

[4] Au sens littéral l´homme qui marche et qui fait référence à des jeunes, travaillant sur la frontière Guyane- Surinam autour d´opportunités de vente et d´échanges divers. Par ailleurs, sur l´ensemble des terrains étudiés je vais conserver l´appellation que les propres vendeurs ou que les habitants utilisent. Ainsi pour Rio de Janeiro, je parlerai de camelots, de vendeurs ambulants ou de barraqueiros (ceux qui tiennent un stand…)

1.4. L´installation en Guyane Française et l´animation de la recherche urbaine

En 1996, j'obtiens, par concours, un poste de Maitre Assistante des Ecoles d'Architecture en Sciences Humaines et Sociales mais dès l'année suivante, pour des raisons familiales, je m'installe en Guyane Française où je demeure plus de deux ans.

C'est sans nul doute l'expérience menée en Guyane qui va être déterminante pour poursuivre un parcours dans la recherche portant à la fois sur les réseaux relationnels et les trajectoires de mobilité comme une lecture de processus de socialisation urbaine. Ce parcours dans la recherche je vais, durant ces années passées en Guyane, l'articuler avec celui de consultante en anthropologie du développement.

Dans les années 1998 et 1999, chercheure sans statut, enseignant des Ecoles d'Architecture en disponibilité, j'obtiens dans la foulée un contrat de vacations à l'Université Antilles Guyane à Cayenne où j'enseigne la sociologie et un contrat de consultante auprès de la Direction de la Jeunesse et des Sports. Je reprends contact avec Eric Gallibour et en juin 1998 et en mars 1999, j'organise, avec lui, deux séminaires de réflexion portant sur la politique de la ville et de l'habitat dans les D.O.M., intitulés : *Revoir la ville. Aménagement, développement économique et implication des populations*. Ces séminaires avaient comme principal objectif de porter une attention particulière aux politiques urbaines en mettant au centre des débats, l'enjeu de l'implication et de la participation des populations. Le thème central, «habitat et implication des populations», s'est élargi au cours de la deuxième session en mars 1999, à d'autres secteurs d'activités : le développement économique, la santé et les jeunes. Ces journées, organisées à l'initiative de deux chercheurs en sciences sociales, se voulaient également une rencontre transdisciplinaire réunissant des élus, des professionnels, des responsables associatifs et des chercheurs de Guyane, du Brésil, du Surinam et des autres D.O.M. Il s'agissait plus particulièrement, de comparer des expériences et des pratiques de la ville, souvent présentées par les acteurs eux-mêmes, comme spécifiques, cloisonnées ou hétérogènes.

Si l'on se réfère au contexte sociopolitique et géographique des villes, on peut se demander quelles étaient les comparaisons possibles entre la Guyane, le Brésil, le Surinam ou La Réunion ? Si l'on invoque les logiques et les positions des différents intervenants : que pouvaient avoir en commun un représentant associatif, un chercheur, un professionnel et un élu ? Enfin, si l'on s'attache aux finalités de leurs actions : quels pouvaient être les liens entre des associatifs, des professionnels ou des élus davantage préoccupés par le caractère opérationnel de leurs activités et des chercheurs en sciences sociales privilégiant souvent

une théorisation de la pratique ? Beaucoup d'interrogations, pour montrer que malgré la variété des contextes sociaux, politiques, culturels ou géographiques, et la diversité des expériences et des pratiques, ce ne sont pas les solutions qui doivent être comparées, mais bien les approches des problèmes à résoudre.

Il convient d'indiquer que ces deux séminaires avaient pour ambition de créer une occasion de rencontres, susceptible de favoriser les échanges entre des élus, des acteurs de terrain et des chercheurs en sciences sociales de différentes nationalités. La venue d'un nombre restreint de participants correspondait à la volonté de s'intéresser à un contexte urbain particulier, celui de la Guyane, en se positionnant davantage dans l'espace de l'Amérique du Sud que celui de la Caraïbe. La présence d'intervenants venus du Surinam, du Brésil et d'autres départements d'outre-mer, a permis de comparer des expériences souvent confrontées à des problèmes similaires et de mettre en perspective les pratiques de citadins en quête d'une citoyenneté qui leur était parfois niée.

Je vais essayer de traduire «l'esprit» qui, avec Eric Gallibour, nous a conduits à restituer les résultats de nos travaux en Guyane et décrire mon rôle dans l'organisation de ces deux séminaires. Ce travail d'agencement en Guyane a sans nul doute nourri et construit mon parcours dans la recherche, les années suivantes dans le contexte de Rio de Janeiro. Tout a commencé, l'hiver 1997, lors de la présentation de mon travail sur les mobilités, trajectoires résidentielles et réseaux, au Ministère de l'Equipement Cette initiative fut l'occasion d'échanger avec différents acteurs institutionnels et professionnels sensibilisés à la question de la ville et de l'habitat, ce qui me donnera envie de restituer avec Eric Gallibour les résultats de nos recherches en Guyane.

C'est au cours d'une réunion à la D.D.E. de Cayenne qu'est née l'idée d'organiser un séminaire de rencontre entre chercheurs, élus, associations et professionnels autour du thème de la ville. Il faut préciser que les personnes présentes avaient apprécié notre démarche y voyant une réponse à leurs demandes d'informations sur les recherches en sciences sociales effectuées en Guyane. Des travaux qui restaient selon eux : «*souvent dans les tiroirs des universitaires*». Certains nous ont également déclaré être particulièrement déçus par l'insuffisance de recherches à caractère opérationnel et de l'absence chronique de débats sur les questions de la politique de la ville et de l'habitat en Guyane. D'autres souhaitaient que les représentants des populations locales et les associations soient mieux informés sur des questions qui les concernaient directement. Des idées à la réalisation d'un séminaire répondant aux attentes des uns et des autres plusieurs étapes ont dû être franchies. Il était avant tout indispensable de nous répartir les tâches : en restant sur place, je serais chargée de lancer les bases d'un échange avec le Brésil, en effectuant des missions en Amapá ; à charge d'Eric, de convaincre les chercheurs et les

représentants des ministères de tutelles en Métropole, du bien-fondé de cette initiative, en soulignant notamment l'intérêt d'une démarche comparative et d'une dynamique de réflexion visant à développer les échanges entre chercheurs, professionnels, élus et représentants associatifs. Ce travail a rapidement nécessité de mettre en œuvre une véritable logistique de communication qui a parfois relevé de la médiation diplomatique. A Paris, dans les bureaux des ministères, la plupart des représentants de l'État étaient en décalage avec nos préoccupations. Si certains ont jugé que notre initiative était intéressante, ils ont considéré que notre démarche n'avait pas «*un caractère prioritaire*». Au-delà des problèmes classiques de communication avec les gestionnaires des politiques publiques, nous avons pu remarquer que les regards portés depuis la Métropole sur la Guyane étaient souvent empreints de stéréotypes. Plus concrètement, il se dégageait des entretiens avec ces financeurs potentiels, trois types de représentations dont il m´a fallu prêter attention pour m'inscrire dans la recherche sur du long terme en Guyane Française. Par ailleurs, ces représentations jouent aussi sur les populations avec lesquelles j'essayais de partager du temps sur des espaces à différentes échelles : le quartier, la ville, les frontières.

La première représentation décrit la Guyane comme un département incontrôlable pour lequel il est nécessaire d'agir dans l'urgence face aux problèmes démographiques et migratoires. La présence d'une immigration clandestine majeure ayant pour principale conséquence le développement d'une économie parallèle dans ce département où le chômage dépasse le seuil des 20%, et où la violence urbaine envahit des quartiers désormais hors du contrôle des représentants de la force publique. Le trafic de drogue, la prostitution et le sida étaient considérés comme des facteurs concomitants. Pour certains des interlocuteurs rencontrés, l'aide accordée par l'État aux plus démunis marginalise les populations autochtones, et les prestations sociales (allocations familiales, RMI, etc.) sont considérées trop attractives pour les populations immigrées des pays limitrophes. Ainsi, les «abus» du système de protection sociale français seraient responsables de l'augmentation du taux de natalité et de l'inactivité des populations locales. Pour d'autres interlocuteurs, l'aide accordée par l'État serait nécessaire et urgente pour éviter une catastrophe sociale et favoriser quelque peu l'intégration des nouveaux arrivants dans une société de plus en plus inégalitaire. Les suites logiques de ces représentations se concrétisaient par un appel aux services de l'État pour rétablir l'ordre et la sécurité, accroître les dispositifs répressifs notamment, en renforçant les effectifs de police et de gendarmerie afin d'éviter que «*des pans entiers de la société et du territoire guyanais ne sombrent dans l'anomie*», (Entretien avec Myriam Toulemonde, St Laurent du Maroni responsable de l´Association Maroni développement, en mars 1998).

La deuxième représentation - non moins classique - considère que «le sous-développement» de la Guyane est lié aux poids des archaïsmes culturels des populations locales. Conséquence de la mosaïque ethnique qui la compose, la société guyanaise serait confrontée à des traditions culturelles qui empêcheraient tout développement. La résistance culturelle des populations locales s'illustrerait notamment par la fronde caractéristique des élus et des représentants des administrations locales. Cette résistance serait également la cause de la faible productivité des salariés Guyanais, de leur manque d'esprit d'entreprise, et des déficiences d'un secteur public recherché pour la sécurité de l'emploi. Ainsi, l'incapacité des enseignants à contribuer à l'élévation du niveau scolaire, mais également l'échec des dispositifs publics urbains à pouvoir améliorer l'insertion sociale et économique des jeunes en serait un autre exemple. Pour nos interlocuteurs, face aux difficultés d'intégration des populations locales et à l'absence de cohésion sociale, l'État devrait renforcer un système scolaire permettant aux jeunes d'avoir une meilleure instruction. Il devrait également mettre en œuvre des politiques d'insertion sociale et de formations plus adaptées afin que les jeunes accèdent à un emploi plus rapidement.

La troisième représentation fait de cette ancienne colonie française un département privilégié qui continue à vivre «sous perfusion» grâce à la manne de la Métropole. L'atonie de la Guyane serait alors une conséquence directe des politiques d'assistance, qui supprimerait toute volonté d'entreprendre dans un pays marqué par la persistance du lien *quasi* organique maintenue artificiellement avec la Métropole la protégeant de la concurrence des pays voisins. Pour d'autres, le maintien du statut de département d'outre-mer serait un obstacle à tout développement économique. L'État centralisateur privilégierait la base spatiale de Kourou et son importance géostratégique au détriment d'autres secteurs d'activités (exploitation des gisements aurifères, exploitations de la forêt amazonienne, etc.). L'application des normes sociales et fiscales de la Métropole sur le continent sud-américain serait ainsi une entrave à toute initiative économique, compensée par les aides massives accordées par l'État et la Communauté Européenne. Dans ce cas, la solution consisterait à favoriser l'autonomisation administrative et financière de la Guyane ce qui permettrait la création d'une économie locale à partir des ressources existantes (coopératives artisanales et agricoles, entreprises aurifères, organismes touristiques, etc.). Si ces différentes représentations reflétaient la complexité de la réalité guyanaise, Eric et moi avions l'impression que certains avaient déjà pour la Guyane «la solution», et que d'autres conservaient l'image d'un département d'outre-mer, qui «*n'a rien à voir avec les questions que pose en France la politique de la ville* (sic)».

Eric Gallibour se mit en quête de trouver des enseignants chercheurs spécialistes des sciences sociales pour leurs compétences dans les domaines abordés. Ces

universitaires étaient susceptibles d'apporter des éléments de réflexion aux cours des débats que nous souhaitions impulser. La plupart des personnes sollicitées ont décidé de se lancer dans l'aventure bien que l'absence d'intérêt de certains pour la Guyane fût révélatrice des difficultés qu'implique généralement pour ce département le transfert des savoirs universitaires *du centre vers la périphérie*. Solliciter des chercheurs en sciences sociales dans une démarche visant à les confronter à des publics et à des professionnels a pu également constituer un frein au regard du risque que ce type de rencontre suppose. Les chercheurs sont davantage habitués à occuper des positions plus confortables qui les conduisent notamment à jouer le rôle d'experts auprès des décideurs en ayant une posture extérieure ou de retrait vis-à-vis des acteurs de terrain.

Alors que les réponses à nos sollicitations en Métropole tardaient à venir nous n'avons pas voulu différer la mise en route des séminaires en Guyane. Il faut dire que le processus était déjà engagé au Brésil, et que nous étions régulièrement contactés par les élus et les professionnels Guyanais. Avec le soutien des municipalités de Cayenne, de Kourou et de Saint-Laurent, nous avons alors pris la décision d'organiser une première rencontre en juin 1998.

De septembre 1997 à mars 1998, au rythme d'une réunion tous les deux mois, la préparation de cette première session s'est déroulée entre Cayenne, Kourou et Saint-Laurent-du-Maroni, ces trois villes étant impliquées dans le dispositif de la politique de la ville. Ces réunions considérées au départ comme des lieux d'échanges entre professionnels et chercheurs avaient pour objectif d'ouvrir un espace de réflexion et de débat sur les politiques urbaines avec l'ensemble des acteurs locaux. Très vite, les préoccupations des responsables d'associations et des différents représentants des services de l'État, du Conseil Général et du Conseil Régional se sont centrées autour de deux thématiques : «*Habiter la ville*» et «*Expériences et activités citoyennes*». Les participants se sont accordés sur une définition extensive des politiques urbaines envisagées comme : «*des politiques publiques qui ne sont pas uniquement déterminées géographiquement ou administrativement*». Ils ont également désiré aborder la question de la participation des populations comme : «*un ensemble de pratiques économiques, sociales et culturelles qui implique les habitants et s'attache à mieux comprendre leurs représentations, leurs modes de vie et leurs compétences citadines*». Ce positionnement les a conduits à se demander : quelles étaient les similitudes et les dissemblances entre les modes d'implication des populations et les politiques urbaines menées au Brésil, au Surinam et en Guyane. Si en Métropole, la politique de la ville était devenue paraît-il un modèle d'action publique qu'en était-il de son application dans les D.O.M. ? Existait-il d'autres modèles au Brésil ou au Surinam ?

Mon activité a ensuite consisté à effectuer plusieurs séjours à Paramaribo (Surinam) et Macapá (État d'Amapá). Une mission d'étude, sur les pratiques de loisirs des jeunes hors temps scolaire, effectuée pour la Direction de la Jeunesse et des Sports de Guyane m'a ainsi permis de rencontrer différents interlocuteurs politiques et institutionnels dont l'Agence de Développement de l'État d'Amapá. Deux mois plus tard, j'étais invitée à Macapá pour une réunion de travail avec une dizaine de professionnels et chercheurs dont la moitié souhaitait déjà présenter une communication au cours de ces journées. En définitive, une délégation officielle de l'État d'Amapá composée du Maire de Santana et de plusieurs professionnels intervenant dans les domaines de l'architecture, de l'urbanisme, de la santé et du travail social participera à la première session de juin 1998 qui a largement contribué à mettre en place une deuxième session de séminaire en mars 1999.

Bien que nous ayons pu bénéficier de financements notamment du Conseil Régional au titre de la coopération transfrontalière, la préparation de cette deuxième session a toutefois posé d'autres types de problèmes. Tout d'abord, il a été nécessaire de créer en Guyane une structure susceptible de gérer les financements octroyés par les pouvoirs publics : l'Association pour l'Action et la Recherche en Sciences Sociales (APARESS) a ainsi vu le jour. Cette initiative qui donnait aux acteurs locaux la maîtrise de l'organisation du dispositif et de la gestion des fonds publics ne sera toutefois pas suffisante pour obtenir l'adhésion aux thématiques du séminaire des enseignants-chercheurs de l'Université de Cayenne. En Amapá, le Gouverneur venait d'être réélu après les élections d'octobre 1998, mais paradoxalement l'attitude générale concernant les actions en matière de coopération avec la Guyane était plutôt portée sur la prudence et l'expectative. En janvier 1999, le climat politique changea et des réunions eurent lieu régulièrement entre les représentants de la Préfecture de Guyane, le Conseil Régional et les représentants du gouvernement de l'Amapá. Des enseignants de Macapá suivirent également à cette période un stage de français sous l'égide du Rectorat tandis que des écoliers Guyanais se rendirent à Macapá pendant les vacances scolaires. Mais comme le souligne un de mes interlocuteurs, «*ces expériences et d'autres toutes aussi enrichissantes relèvent pour la plupart d'initiatives isolées, sans véritable coordination pour une coopération suivie et durable entre les deux pays*». Il y avait certes de nombreux programmes en cours, mais la coopération en était à ses débuts et notre projet ne constituait pas, semble-t-il, une priorité pour l'Amapá. «*La ville, l'urbain, la santé, les jeunes, certes, mais les suites concrètes des actions dans ces domaines restent encore limitées et cette situation peut entraîner bien des découragements*» me disait-on !

De nouveaux enjeux apparaissaient et je dois dire que je découvris ainsi le véritable fonctionnement de l'organisation administrative et politique brésilienne avec laquelle je

n'étais pas encore très familiarisée. Laissons ici de côté les difficultés rencontrées auprès des fonctionnaires zélés ou encore les problèmes engendrés par le cloisonnement entre les différentes administrations locales, cela est international et universel. Mais les petits malentendus prennent parfois des aspects très particuliers, avec des codes de communication qui vous laissent souvent dans un «entre deux», et une incertitude quant aux positions des acteurs (Laplantine, 2001).

Cette période m'a permis de poursuivre aussi une enquête auprès des jeunes de Guyane faisant apparaitre la figure du wakaman et l´importance des réseaux relationnels. Je saisis l´opportunité de la mise en place d´un concours international urbano-architectural sur le thème de « Construire la ville d´Outre-mer » pour intervenir en tant qu´expert invitée à Cayenne en novembre 1998 et présenter un point de vue sur la ville qui se construit par les échanges économiques informels. La rédaction des actes des Séminaires Revoir la ville me fournirent la possibilité de rédiger un article et plus tard de rédiger un chapitre d´ouvrage, portant sur les relations interethniques (**Doc 2 et 3**). Et dernièrement, avec mon collègue Eric Gallibour nous avons revisité et commenté ces travaux dans un ouvrage à paraître en 2011. Par ailleurs, les contacts noués me firent envisager un terrain dans des villes brésiliennes de Macapá et de Belém do Pará dès 1999.

Après l'expérience des séminaires «Revoir la ville», je réintègre mon poste d'enseignante à l'École d'Architecture de Montpellier et je suis invitée, quelque temps plus tard, à participer à un colloque sur l'espace urbain en Amapá. J'ai ensuite effectué une mission visant à mettre en place «*un centre de ressources pour le développement urbain transfrontalier*». Et il est important de souligner que l'idée a fait son chemin et que de plus en plus de chercheurs et de professionnels ont continué à tisser des liens entre la Guyane et les États du Para et de l'Amapá. Par ailleurs, les contacts en Amapá permirent la mise en place d´une exposition réalisée par le Centre de documentation de la Maison des Tiers –Monde et présentée à l'Ecole d'Architecture de Montpellier du 3 au 7 avril 2000. Ce fut aussi une opportunité de faire connaître mes travaux de recherches dans le cadre des Ecoles d'Architecture et de l'Université de Montpellier ou encore de présenter une communication à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Marseille, dans le cadre de la formation doctorale organisée par Michel Agier sous le thème de : «La ville : appropriations, détournements, définitions » (16 mars 2001).

Enfin, je retiens de cette expérience guyanaise la possibilité qui m´est offerte de tisser des liens solides avec le Brésil, ainsi dès 2001 j'intègre un laboratoire de recherche à Toulouse, le GRAL (Groupe de Recherche sur l'Amérique Latine, UMR-CNRS).

En avril 2000, je participe à une recherche-action commanditée par le Conseil Général de Guyane sur le thème des jeunes de Guyane et leur rapport à la citoyenneté. Enfin, en mars 2002, une mission de recherche auprès des Brésiliens de Guyane et à Belém me permirent de finaliser mes travaux sur la question des mobilités et de participer la dernière année à un réseau de recherche intitulé PRISMA : «Programme de Recherche International et interdisciplinaire sur les processus d´identification socio-spatiale dans les métropoles des Amériques». Travaux et implication dans ce réseau sur lesquels je reviendrai dans un point de ce parcours.

Afin de rendre plus lisible mon itinéraire dans la recherche, je vais maintenant souligner mon approche de la ville à travers tout d'abord l'analyse des réseaux et ensuite celle des mobilités. Les deux vont construire ma démarche en Amazonie mais aussi, en partie, sur une période plus récente, sur des terrains à Rio de Janeiro.

II. DES THEMATIQUES DE RECHERCHE QUI S´ENTRECROISENT : UNE APPROCHE DE LA VILLE PAR LES RESEAUX SOCIAUX ET LES MOBILITES : DE LA GUYANE FRANÇAISE A RIO DE JANEIRO

2.1. Le business, les réseaux de dialogue en Guyane

Ce terme de *business* englobe tout un système économique et social et recouvre l´ensemble des activités économiques parallèles. Il désigne les contacts, les échanges, les tractations, les réseaux d´approvisionnement et les modes de financement. Le *business* touche plusieurs secteurs de l´économie : de la production, pêche, chasse, produits cultivés sur les *abattis* (cultures sur brûlis), en passant par l´échange de produits manufacturés et la commercialisation et se confronte souvent au système politico-administratif, rappelons ici que nous sommes dans un contexte d´un département et d´une région française.

Avant de m´intéresser aux réseaux, j´ai d´abord repris la notion de bricolage (Bastide, 1970) pour analyser comment différentes populations de Guyane mais aussi au Brésil, dans des contextes d´urbanisation accéléré, tissent des liens et maintiennent une cohésion en tant que groupe social. De quels scenarii étais- je le témoin sur les bords du Maroni ou plus tard à Macapá ou à Belém ? Comment les interpréter à partir des récits, des intrigues (Ricœur, 1991) qui m´étaient racontées et que je reconstruisais ? Peu à peu j´observais, je percevais que ce bricolage peut, suivant la trajectoire de vie des individus ou du groupe auquel ils appartiennent, être plus ou moins performant pour assurer une position dans la société et dans les espaces urbains. Dit autrement si certains font preuve de capacité d´adaptation et jonglent avec les ressources dont ils disposent, d´autres mettent en œuvre des bricolages, parfois pour compenser le manque ou le peu de ressources qui sont à leur portée. En prenant toujours comme observation de départ les habitats spontanés en Guyane et appelés « baixadas »ou favelas dans les villes brésiliennes, pour arriver souvent dans des espaces plus collectifs des villes (places, rues,), je me suis intéressée, au fil des enquêtes, au rapport que ces habitants, ces vendeurs ambulants, ces colporteurs, ces mototaxis entretiennent avec le pouvoir local. Mon intérêt pour ce type d'activité commerciale ou de prestataires de services va à la fois porter sur les dimensions économiques des échanges mais également sur leur signification sociale inscrite dans des règles institutionnelles, règles souvent contournées ou détournées.

La notion de transaction sociale (Rémy, et al. 1991, Blanc, 1992) va particulièrement m´intéresser au regard de ce que j´observais, en Guyane Française dans les processus d´éradication et de relogement, au Brésil dans le processus d´urbanisation et dans celui de l´activité de commerce ambulant. En effet, ce concept, s´inscrivant à la fois dans la tradition

de la sociologie du conflit (Simmel,1917, réed.1999) et dans l´écologie sociale de l´École de Chicago (Grafmeyer et Joseph,1984), selon laquelle la distribution des populations dans l´espace urbain se reconfigure et induit du conflit, m´a permis de mieux comprendre comment se régulaient les conflits notamment entre les multiples acteurs qui intériorisent diverses conceptions de ce qu´est l´urbain (conflit de valeur plus que d´intérêt); mais aussi de saisir le rôle des négociations complexes, plus ou moins formelles, qui sont au cœur des scènes urbaines que j´observais. Enfin, le concept m´a tout de suite séduite car il vise à dépasser la théorie de la reproduction sociale (Bourdieu, 1971) et celle de la production de l´acteur social (Touraine, 1973) tout en montrant comment ces théories ne s´opposent pas toujours voire même se complètent. Par ailleurs, la transaction sociale est à la fois un processus et un produit, elle se construit par le jeu d´acteurs en présence pour traiter d´une question et la faire avancer et elle aboutit à un compromis sans qu´aucun acteur renonce à ce qu´il pense et le résultat est un produit provisoire, renégociable qui peut tôt ou tard être remis en cause.

La transaction sociale m´a donc servi à mieux comprendre les échanges, les conflits et négociations subtiles qui sont au cœur des processus d´urbanisation, notamment, en terme d´accès au logement ou à une activité économique. Souvent négligées ou opposées, ces mises en contact, au quotidien, entre habitants dans un même quartier ou entre habitants et pouvoirs publics m´ont révélé de nombreuses manière de fabriquer la ville dans des espaces en recomposition, sorte de combinatoire née du processus d´urbanisation produisant des effets d´adaptation à l´habitat et/ou au travail précaire (Remy et al.1992).

Pour comprendre le monde du *business*, en Guyane française j´ai fait ensuite le choix d´utiliser l´analyse de réseaux. Je me suis d´abord intéressée aux travaux de Barnes (1954) qui, dans le cadre d´un village de pêcheurs norvégiens, essaie de comprendre les liens d´amitié et de connaissance que les habitants construisent. Il insiste notamment sur les liens interpersonnels qui se nouent plutôt que sur les rôles et statuts de membres d´un groupe. Les travaux d´Elisabeth Bott (1971) vont aussi m´interpeller car elle applique ce concept de réseau en milieu urbain et montre que les relations entre amis, parents et voisins sont des structures intermédiaires entre l´individu et les institutions.

Mais ce sont surtout les recherches de Clyde Mitchell (1969) qui mettent en évidence comment de nouvelles normes émergent en milieu urbain, et comment elles se diffusent à partir des réseaux, qui vont me déterminer à m´intéresser aux réseaux sociaux. J´ai trouvé là un cadre théorico - méthodologique pour explorer des pratiques conduisant à l´accès au logement et/ou aux activités de business. En effet, l´apport des travaux de l´Ecole de Manchester permet de dégager une approche du social qui relie la « relation et la situation ». Mitchell établit une distinction entre trois niveaux du social : l´objet d´étude (relations,

comportements étudiés), l´interprétation qu´en font les différents acteurs impliqués et le contexte dans lequel s´insère l´objet d´étude et tel que le chercheur le construit. (Mitchell, 1975 p.1-50). Cette perspective s´inscrit alors dans un contexte macro et micro : les relations sociales sont le produit d´interactions entre individus mais qui s´articulent dans des contextes (politiques, économiques et sociaux) plus larges (Hannerz, 1983, Rodgers et Vertovec, 1995, p.20). Ce que je vais observer en Guyane mais aussi au Brésil, relève surtout d´une scène où sont en jeu des idées, des préférences, des parcours et des positions. Comprendre qui étaient ces hommes et ces femmes qui, traversent les fleuves et échangent autant de marchandises que d´idées et de manières de faire la ville par le biais de la sociologie des réseaux m´a semblé intéressant car, l´analyse de réseaux est aussi une méthode sociologique qui permet d´obtenir des résultats empiriques originaux à partir de problématiques très diverses (Degenne et Forsé, 2004).

Dans le cadre de la Guyane, et plus tard à Rio (2005), je vais mobiliser la notion de capital social [5] et de ressources sociales (Bourdieu, 1980 ; Lin, 1995), pour appréhender le réseau de l´individu, ses relations directes et indirectes. Considérant que tout individu, par le fait d´avoir un réseau, dispose de ressources qu´il lui faut transformer en capital mobilisable pour toute forme d´action, je me suis alors intéressée à l´analyse des réseaux individuels et aux relations indirectes. A ce propos Granovetter (1973) montre que la diffusion de l´information et la crédibilité que les individus y apportent dépendent très fortement des relations personnelles que ces individus ont avec des intermédiaires qui manifestent une capacité de validation. A partir de là, je vais relier le concept de réseau individuel à celui de réseau de norme et d´influence. Les individus que j´ai rencontrés occupent une position sans cesse mise en jeu dans le système de normes et dans le réseau de dialogue (Darré, 1991).

Je vais utiliser l´analyse de réseaux comme un outil de connaissance communicationnelle des rapports sociaux. Autrement dit c´est dans son réseau de relations que l´individu agit sur l´opinion des autres et réciproquement et, que se fabrique son système de normes. Le moyen utilisé est l´activité de parole qui est une pratique parmi d´autres, mais n´est pas une pratique comme les autres. Ainsi, j´ai posé comme principe que les individus, au sein de leur réseau, échangent leurs points de vue sur l´activité économique appelée *business* en Guyane ou *camelotagem* à Rio et, ils se constituent une manière de voir, de faire et d´agir. Et leur premier échange est verbal, ce qui m´a amenée à construire une enquête portant sur les réseaux de dialogue en tenant compte des contextes en présence :

[5] J´ai été amenée à revisiter cette notion de capital social avec mes collègues brésiliens pour montrer que les relations ne sont pas les seules ressources mobilisées et, parfois même elles ne sont pas toujours facteur de promotion ou d´amélioration des conditions de vie et de travail, la compétence acquise par certains individus peut créer aussi des situations d´inégalités.

►Dans le cadre de l´ouest guyanais et, au moment de la guerre civile qui se déroula au Surinam, sera mis en place un système verbal de lettre de change où l´on accordait crédit à un individu en fonction de ce que l´on connaissait de la valeur de ses biens et de ses capacités de travail. Ce système a fonctionné pendant plus de deux ans (Reginensi, op.cit., p. 83, in **doc1**).

►Au Brésil, où marché du travail formel et informel sont imbriqués (Lautier & Pereira, 1995), une vision « positive » de certains migrants originaires des régions du Nordeste se construit, dans les métropoles telles que São Paulo, Rio de Janeiro ou Brasilia à travers les réseaux des individus. Ces réseaux rendent possible l´insertion urbaine d´individus, de faible niveau scolaire, leur permettant d´occuper certains emplois (dans la construction civile, comme employés domestiques et dans la vente ambulante) et de s´y maintenir (Lima, 2006).

►En Guyane ou à Rio de Janeiro l´ensemble des relations entre acteurs forme un système qui définit les pratiques sociales : circulation de l´information, contrôle social, différenciation de pouvoirs, mobilisation collective. C´est dans l´échange verbal entre businessmen, entre camelots et avec l´ensemble des individus avec qui ils parlent de leur activité que vient s´établir la représentation collective sur le *business,* ou le *camelotagem* (activités développées par les camelots). Le réseau personnel des vendeurs autorise le passage d´une pratique d´échange ou de survie à une pratique sociale. L´analyse de réseau par la distribution des relations selon des positions dans la structure sociale donne un aperçu de la société en présence et de son organisation.

►Après les terrains guyanais en m'installant quelques mois à Macapa et ensuite à Belém, je perçois plus encore combien le Brésil est une société basée sur les relations personnelles (Da Matta, 1989) et où l'appartenance à un réseau de relations (voisins, parents, amis) constitue une ressource et parfois même une richesse plus significative que le revenu que possède l'individu. Ainsi dire que les habitants ou encore vendeurs ambulants ont des relations semble aller de soi. Je reviens sur la question : qu'est-ce qu'une relation ? Sinon du temps passé ensemble (des interactions répétées) qui produit de la confiance, des émotions (plus ou moins intenses) et des échanges de services (Grossetti : 2002). Je vais souhaiter travailler la question des réseaux de relations sur des terrains brésiliens : à Macapa et à Belém en Amazonie et dans les années 2000-2002 à Recife, dans le Nordeste mais je n'ai jamais pu mener une enquête approfondie. J'ai dû me contenter, au cours de séjours de recherche portant sur les territoires de la mobilité, d'introduire des questions sur les relations entre voisins, amis, membres de la famille de l'enquêté dans la

construction d'un parcours de vendeur ambulant dans les rues de Belém ou de Recife. Je devrai attendre début 2005 et être à Rio, pour y retravailler au cours d'une recherche collective avec les vendeurs de rue et à la plage.

2.2. Commerce ambulant à Belém et Recife (Brésil): Mobilités, échanges dans les espaces de l´habitat et de la ville

Ces voyages à Belém ou à Recife[6] vont cependant consolider une démarche, initiée en Guyane Française, pour aborder le commerce ambulant ou informel, dans des lieux d´habitat mais aussi dans les espaces publics des villes tels que les places, coin de rues ou encore dans le cas plus spécifique de Recife de la plage urbaine, proche d´habitats de favelas. Je vais observer les pratiques commerciales qui se déroulent dans les habitats de favelas, là où certains habitants utilisent un seuil comme lieu de vente, ou encore transforment une pièce en boutique ; mais les enquêtes urbaines menées précédemment à Belém m´avaient suggérée l´intérêt d´étudier le quotidien de nombreux vendeurs ambulants qui circulent ou s´installent autour d´une place structurante dans la métropole ou à proximité de shoppings centers ; je choisis, à Recife, d´étudier une place, celle du Derby[7] et les espaces autour du Shopping Recife dans le quartier de Boa Viagem, quartier de la plage urbaine. Ce temps de recherche et de pédagogie *in situ*, dans le cadre de Recife, me permet aussi de rencontrer différents acteurs de la revitalisation ou encore des chercheurs s´intéressant au changement dans les espaces urbains[8] Je vais ainsi pouvoir animer à chacun de mes séjours à Recife, un séminaire de troisième cycle dans le département de géographie portant sur les espaces publics urbains et les pratiques commerciales informelles. Par ailleurs, dans le cadre de l´accord de coopération, je serai en charge du

---

[6] Responsable d'un projet de coopération entre l'Ecole d'Architecture Languedoc Roussillon et l'Université Fédérale du Pernambuco (UFPE, Recife –Brésil) sur le thème de l'habitat populaire et le développement durable, j'ai été amenée à me rendre à Recife un mois par an ; les années 2000 à 2002.

[7] Cette place joue un rôle de carrefour dans la ville et de liaison entre les différents quartiers. En effet, l'avenue Agamenon Magalhães, voie de desserte la délimite à l'est et, tout autour, de nombreux arrêts de bus permettent de se déplacer vers les différents quartiers de Recife et, au-delà, dans les quartiers de la Région Métropolitaine. Dans les environs immédiats de la place on trouve : des agences bancaires, des restaurants, une caserne de pompiers, un édifice de la police militaire, des laboratoires d'analyses médicales et des hôpitaux et cliniques. C'est ainsi que souvent les usagers de la place sont des habitants de quartiers périphériques ou d'autres villes de l'Etat qui viennent en bus pour une consultation et attendent l'heure de leur rendez-vous en flânant sur la place, en pique niquant, en achetant boissons ou glaces aux marchands ambulants.

[8] Je me dois de citer parmi les personnes rencontrées : à la ville de Recife, Norma Lacerda, architecte urbaniste directrice du SEPLAM (Secrétariat pour l'Aménagement, l'Urbanisme et l'Environnement), ainsi que le responsable du CECI le professeur, architecte Tomas Lapa, (Centre de Conservation du patrimoine) et enfin les professeurs : Ana Rita Sá Carneiro, architecte, coordonnatrice du laboratoire Paysage de l'Université fédérale et la géographe Edvânia Torres du Département de géographie de l'UFPE

suivi de plusieurs mémoires de séminaire de Master. Je profite de ces voyages de recherche à Recife pour terminer d´élaborer ce qui relève d´une démarche et d´une méthode avec, au final, la construction d´une grille d´analyse multicritères des espaces des favelas et des activités dans l´informel. En effet, lors de mes enquêtes urbaines à Macapá et Belém, j´avais été amenée à réfléchir, avec des chercheurs mais aussi avec des professionnels de l´urbanisme et du service social, à comment définir la *baixada* ou la favela ou encore l´habitat précaire, en recentrant cet objet d´étude sur une approche des processus à l´œuvre dans l´informel (phénomène de sous location de maisons construite sur des terrains squattés ou mise en place de commerces et services dans ces habitats). Il s´agissait de penser une démarche interdisciplinaire qui prenne en compte à la fois l´environnement matériel au sens large (habitat, logement, commerces, espaces collectifs) et les populations investies dans des réseaux familiaux, relationnels et dont les trajectoires de vie se construisent en mettant en œuvre des stratégies ; sans pour autant négliger les facteurs qui conduisent à vulnérabiliser les habitants des habitats précaires. Nous avions tous observé et particulièrement dans les processus d´urbanisation combien les temps des négociations (notamment dans le cadre des procédures de régularisation foncière) peuvent jouer en faveur des habitants ou au contraire les précariser[9]. C´est au cours de ces échanges – chercheurs/professionnels - que j´ai commencé un travail collaboratif avec des architectes, urbanistes, travailleurs sociaux dont le but «n´était pas de définir un objet commun de recherche ou d´études mais de parvenir à définir ensemble un objet qui puisse être compris et partagé par ceux qui pratiquent la discipline avec laquelle ils ont l´intention de collaborer » (sur des intentions pédagogique ou de recherche) (Caniglia, Signorelli, 2007, p.141).

En résumé, nous avons tout d´abord admis qu´une méthode unique pour appréhender un site, un territoire, un paysage n'existait pas. Il s'agit davantage de mettre en œuvre une démarche et des attitudes qui permettent que se construise un projet adapté à chaque contexte. Nous avions tous également observé l´hétérogénéité des typologies d´habitat sur un même site ou encore les compétences mises en œuvre pour accéder à des activités de commerce dans un marché informel dans et hors du cadre des habitats, allant même jusqu´à conduire certains de ces commerçants à entreprendre de longs voyages pour s´approvisionner.

Nous avons mobilisé trois niveaux d'analyse :

1. Une approche des points critiques du milieu (physique, environnement économique et social),

[9] A ce propos voir le numéro d´avril- juin 2011 de la revue Tiers monde sur le thème des dynamiques foncières dans les villes du Sud et en particulier les cas de Mumbai en Inde et de l´Egypte pp. 55-94 qui sont révélateurs de ces processus de négociations contradictoires qui s´opèrent au-delà de l´échelle locale, le quartier, pour s´inscrire dans une dynamique territoriale à l´échelle métropolitaine.

2. Une approche des potentialités du site (espace physique et social)

3. Une approche du rôle des acteurs, au sens large, des pratiques habitantes et de celles d´un ensemble de praticiens et chercheurs (architectes, urbanistes, techniciens, politiques, chercheurs de différentes disciplines, travailleurs sociaux) doivent d´être identifiées pour saisir les dynamiques du processus d´urbanisation en cours.

Nous avons ensuite réfléchi à des critères et indicateurs associés (**Fig. 1**) qu´il convient de discuter et retravailler selon les contextes urbains appréhendés. Nous en avons retenu quatre principaux auxquels des indicateurs ont été associés.

Fig. 1.Tableau des critères et indicateurs pour une lecture des habitats précaires

Critère architectural	***Indicateurs associés*** : * typologie de l'habitat * nature des matériaux utilisés * architecture/identité, habitat et coût de la construction, notion de limites et de seuils
Critère urbanistique	* infrastructures de base, réseaux et flux * cheminements, passerelles, usages et appropriation des lieux * formalité ou informalité de l'habitat et des services ou commerces, équipements d'ordre communautaire.
Critère socio-anthropologique	* origine (ethnique) des populations * histoire personnelle de l'habitant, de son installation pour saisir le : -rôle des migrations et/ou de la frontière -rôle des mobilités résidentielles et quotidiennes * réseaux de solidarité existants ou ayant existés * nature des relations sociales entre habitants * statuts, occupation et appropriation de l'espace * activités économiques développées et revenus * revendications et participation à la vie associative et culturelle.
Critère socio politique	* présence de services publics sur le site : écoles, centre de santé, équipements de proximité
Critère transversal : l'environnement	
Indicateurs associés : qualité de l'eau, sols, transports, bruits et sons, densité, insalubrité, déchets, ordures ménagères, bords de fleuve, plage, pistes, zones inondables dans la ville.	

Cette méthode permet de comprendre et d'aborder le fonctionnement de l'habitat informel dans sa globalité, dans sa diversité et dans ses changements.

Un questionnement sur le changement et les processus d´urbanisation

Au bout du compte, d´un point de vue de la recherche urbaine, il s´agissait aussi de réfléchir à la relation qui relie l´environnement physique, matériel de ces habitats précaires et les populations aux appartenances culturelles multiples. Ces regards croisés nous sont apparus indispensables en revisitant les travaux conceptuels de Marc Augé (1994) pour qui nous sommes toujours l´autre de quelqu´un mais aussi les recherches de Michel Agier (1999), sur les villes au Brésil ou en Afrique. En effet, cet auteur montre combien les milieux urbains peuvent renforcer des processus identitaires. La multiplicité des contacts des individus favorise les mises en relation de l´identité ; ces dernières, « travaillent » les référents des appartenances (ethniques, régionales, religieuses…), ainsi « l´identité, en tant qu´elle émane du rapport aux autres, est ce qui problématise et transforme la culture » (Agier, 2000, p.226). Et Michel Agier, en étudiant le cas de Salvador de Bahia, ajoute qu´il en va de même du rapport au changement dans un même contexte de ville. Cet ensemble de réflexions m´ont permis, en travaillant sur Belém ou sur Recife, de revenir sur la perspective situationnelle de Mitchell (1987) pour prêter plus d´attention aux interactions dans lesquelles les acteurs (chercheurs ou professionnels compris) s´engagent en observant les quartiers de favelas et les économies urbaines comme la vente ambulante. Mais plus encore je me suis intéressée aux cadres (*settings*) dans lesquels prennent place les interactions. Ces derniers faisant référence à des contextes plus larges : régionaux, nationaux voire mondiaux. Mais ce sont surtout les interactions entre acteurs dans le rapport au changement, dans les contextes accélérés d´urbanisation des habitats précaires que j´ai fait le choix d´étudier, en proposant un référentiel théorico méthodologique et une méthode pour partager des réflexions qui prennent en compte aussi la place politique du chercheur et la portée des savoirs qu´il produit (Agier, 1997).

Je reviendrai sur cette réflexion avec mes collègues cariocas et nous réadapterons la grille d´analyse collaborative lors d´un programme de recherche financé par le Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA), intitulé : *Habiter quelle ville ?situations d´homogénéisation résidentielle et (re)définition de l´urbain et de l´urbanité dans les Amériques.*, nous y ajouterons une préoccupation pour les mobilités ainsi qu´un regard sur les dynamiques participatives, dans un regard croisé France /Brésil. Je consacrerai un chapitre d´un ouvrage à cette approche en 2004 (**Doc.4).** Enfin, l´ensemble de ces réflexions ont pu, en grande partie être débattues, échangées au sein du réseau PRISMA, « Processus

d´identification socio-spatiale dans les Amériques » coordonné par le professeur, géographe, Jérôme Monnet et au programme PUCA ci-dessus mentionné.

2.3. Pratiques citadines à Rio de Janeiro : entre îlots et réseaux

Ma participation au Réseau PRISMA

Ce réseau s´est centré sur des rencontres formelles au cours d´un séminaire annuel à Toulouse et des rencontres plus ou moins fréquentes : à Paris, Toulouse, Mexico, Rio de Janeiro, Buenos Aires ou Los Angeles. Comme le dira Jérôme Monnet[10] *c´est la volonté partagée de nous organiser pour nous acculturer mutuellement à nos divers champs scientifiques* qui a construit ce réseau et ajouta-t-il s´il y a eu un programme *c´était parce que les membres ont manifesté une disposition à relativiser positions disciplinaires, catégories d´analyse, champs de référence géographique ou culturels.* Personnellement, j´y ai trouvé mon compte en pouvant dialoguer avec la géographie ou avec des collègues latino-américains sociologues ou anthropologues autour de préoccupations communes : la ville, les espaces publics, les mobilités, les catégories sociales, les interactions et j´y ajouterais la question des réseaux de relations. La perspective internationale et plus généralement comparative du réseau PRISMA m´a permis de mettre en perspective mes terrains guyanais ou amazoniens autour d´une question : quelle ville habiter en Amérique Latine ? Et au-delà de cette interrogation de travailler sur un objet *flou et fluide* comme l´indique Jérôme Monnet (2001, 2006) qui est la métropole et ses acteurs. La métropole de Rio devenant un objet difficile à cerner il a fallu que je m´interroge avec mes collègues brésiliens, lors de la mise en œuvre du programme de recherche PUCA, sur comment les habitants des favelas ou des résidences sécurisées produisent la ville, sur comment vivent-ils « entre eux » ? Comment ressentent-ils la proximité des plus défavorisés et réciproquement ?ou encore que signifie vivre dans la favela ou dans une résidence sécurisée (*condomínio fechado*) à Rio de Janeiro, à l´heure où l´insécurité contribue à la fermeture des quartiers ? C´est au final cette tension permanente entre quartiers des plus riches et des plus pauvres que nous allons questionner. Et nous l´avons fait à partir des pratiques de déplacement au quotidien : pour faire des courses, pour aller à son travail, pour étudier, rendre visite à ses amis ou sa famille, les citadins des quartiers sécurisés et des favelas font l´expérience de la mobilité ou de son contraire. Nous verrons ainsi que les pratiques des habitants dans la métropole sont très variées et que la mobilité n´est pas l´apanage des plus riches. Travailler et faire ses courses

[10] Séminaire des 10 -11 mai 2001 auquel j´ai participé présentant une communication sur le thème de Qu´est –ce que la ville pour les habitants des villes amazoniennes ? **Doc 5**

dans son quartier peut être valorisé pour les uns et vécu comme une frustration pour d´autres. Pour les habitants des favelas l´accessibilité à la ville passe par la mobilité et représente un enjeu d´intégration, voire de reconnaissance de leur citoyenneté qui leur ait souvent niée. Pour les habitants des résidences fermées, l´accès à la ville ne se pose pas dans les mêmes termes : les moyens d´accéder aux équipements et commerces semblent aller de soi et le choix de s´enfermer est souvent mû par une quête d´un mode de vie différent. Cependant, les rêves font souvent place à une réalité plus tendue entrainant des déménagements successifs d´une résidence vers une autre. Par ailleurs, il serait excessif de penser que tous les habitants de ces résidences s´enferment au quotidien, certains ont encore une partie de leur vie qui se déroule dans d´autres quartiers. L´âge, le sexe, la trajectoire résidentielle, les réseaux familiaux et relationnels dessinent des espaces de vie aux contours différenciés dans les quartiers des favelas et des résidences fermées. Les pratiques de vie urbaines se jouent dans une tension entre la proximité et la distance spatiale, entre le proche et le réseau, entre l´isolement et l´accessibilité.

A la suite de ma participation au programme PUCA en 2002, je vais avoir la responsabilité de coordonner le rapport de recherche portant sur Rio de Janeiro (**doc6**). Je participe, dans un premier temps, en 2003 à un colloque international de géographes à Barcelone (V colloque de Geocrítica) qui me permit de publier un article reprenant les principaux résultats de la recherche (**doc 7**) ; plus tard, avec Fatima Gomes, partenaire brésilienne, coordinatrice du groupe de recherche *Favela e Cidadania* de l´Ecole de service social (Université Fédérale de Rio de Janeiro) je participe à l´élaboration de deux chapitres (chapitres 5 et 6, **doc 8 et 9**) d´un ouvrage coordonné par Guénola Capron (2006).

Depuis 2002, je suis associée au groupe de Recherche Favela e Cidadania. L´année 2003 et une partie de 2004 vont être investies pour revisiter nos expériences de recherches. C´est dans le cadre d´un appel à projet à publication[11] que trois de mes collègues et moi-même publierons un ouvrage portant sur les inégalités dans les villes brésiliennes en prenant le cas des favelas de Rio comme angle d´approche **(doc 10)**. Avec mes collègues nous avons privilégié de débattre de la question de l'exclusion dans les villes brésiliennes et plus particulièrement à Rio de Janeiro en revisitant un certain nombre de textes fondateurs (français et brésiliens) sur le thème. Par ailleurs, nous avons puisé dans nos propres recherches de terrain, des éléments pour montrer les formes particulières que prend ce processus d'exclusion dans les favelas de Rio. Nous réexaminerons tout particulièrement les données recueillies lors de la recherche internationale, comparative réalisées à Rio en 2002 associant le groupe de Recherche FACI et le Centre Interdisciplinaire d' Etudes Urbaines de

[11] Appel lancé par le Bureau International du Travail- BIT Genève, Programme STEP (Stratégies et Techniques contre l'exclusion et la pauvreté). Nous publierons, en premier un *working paper* qui sera ensuite édité dans la totalité de son contenu sous la forme d´un ouvrage.

l'Université de Toulouse Le Mirail (programme de recherche PUCA). Les résultats de cette recherche mettent en évidence les nouvelles configurations des inégalités socio spatiales et l'accroissement du processus d'exclusion dans les espaces résidentiels de la métropole carioca. Enfin, elles suggèrent quelques stratégies pour affronter ces différentes expressions de l'exclusion en reprenant les principes d'intégralité, de participation, de partenariat, et de territorialité indiqués par le BIT/STEP en discutant de leur applicabilité dans le contexte brésilien. Dans le deuxième chapitre de cet ouvrage, les réseaux de relations seront abordés comme ressources et comme stratégies pour les individus et les familles afin de s´ancrer dans l´univers de la favela.

Suite à cette publication, une enquête auprès des vendeurs ambulants dans les rues du centre de Rio, sur la plage de Copacabana et dans la favela de Rocinha va questionner à nouveau la place des réseaux relationnels pour l´accès à une activité économique. Cette nouvelle enquête urbaine me permet de proposer et de mettre en œuvre une thématique de recherche autour du commerce de rue et de l´économie de la plage : ses acteurs et les conflits pour l´usage de l´espace urbain, à Rio au sein du FACI et à Toulouse, dans mon laboratoire de rattachement : le Groupe de recherche pour la conception et l´environnement architectural et urbain –GRECAU- désormais LRA (Laboratoire de Recherche en architecture)

En effet, en 2005, l´opportunité de répondre à un appel de recherche et de solliciter la participation de collègues brésiliens va dessiner les prémisses d´une longue collaboration de recherche à Rio et ma participation à un nouveau réseau de recherche, une fois de plus coordonné par Jérôme Monnet « Ambulantage entre local et global »[12]. Le projet de recherche intitulée : *Commerçants ambulants dans les espaces publics à Marseille (France) et Rio de Janeiro (Brésil) : expériences et ambiances urbaines confrontées au développement urbain durable* a été présenté, en juin 2004, dans le cadre d'une Action Concertée Incitative (ACI - Sociétés et cultures dans le développement durable) du Ministère délégué à la Recherche. Bien que ce projet n´ait pas bénéficié de financements du Ministère français, la plupart des personnes sollicitées au Brésil ont décidé de se lancer dans l'aventure et de commencer un travail de terrain, à Rio. Je repars donc au Brésil, en avril 2005 sur la base d´un accord de coopération entre le LRA, et deux laboratoires de Rio : le FACI et le laboratoire *Loisirs et espaces de tourisme*, Faculté d´Architecture et Urbanisme

[12] Jérôme Monnet a été directeur du Centre d'Etudes Mexicaines (CEMCA-México) du Ministère des Affaires Etrangères de 2002 à 2005 et a animé dans le cadre de ses fonctions un atelier sur la question du commerce ambulant, appelé « ambulantage »au Mexique. En juillet 2005, Fatima Gomes et moi-même avons participé au séminaire, co organisé par le CEMCA : « Commerce et mobilités urbaines à l'heure de la métropolisation »11-13 juillet et avons intégré le réseau de chercheurs mobilisés sur ce thème du commerce ambulant.

Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ/FAU /Proarq/LABLET) coordonné par l´architecte, Angela Martins.

2.4. La configuration socio spatiale des réseaux relationnels au cours l´enquête auprès des vendeurs ambulants à Rio de Janeiro

La problématique de la recherche était de comprendre et d'appréhender les modalités d'insertion urbaine des vendeurs ambulants, et les différentes ambiances dans lesquelles évoluent ces commerçants dans les espaces urbains. Les stratégies économiques développées par les commerçants, dans de nombreux et divers espaces publics, devaient être étudiées en relation avec les politiques de développement urbain mises en œuvre dans chaque contexte. Il s'agissait de saisir l'impact de ces pratiques et de ces politiques dans une perspective de développement durable et d'accès à la citoyenneté.

Le temps de recherche sur le terrain a été réduit à un mois d'enquête et n'a pas permis de développer la question des ambiances urbaines. Par contre, nous avons travaillé autour de deux hypothèses principales :

►Bien que le commerce ambulant puisse être considéré comme faisant partie du marché informel du travail, le développement de cette activité est en étroite relation avec le marché formel et, souvent devient la principale source de revenus pour de nombreuses familles. L'insertion urbaine de ces commerçants dépend de l'ampleur des recours aux réseaux sociaux mobilisés.

►Les pouvoirs publics, sous influence néolibérale, ont tendance à répondre aux pressions et aux demandes des vendeurs ambulants plus par une répression violente que par l´élaboration de politiques publiques. Les vendeurs ambulants, acteurs de l'économie urbaine souterraine, affrontent le défi de l'institutionnalisation de leur pratique professionnelle et y répondent de façon contrastée. On peut se demander, par exemple, si l'application de normes n'affaiblit pas l'« esprit inventif et entreprenant » des vendeurs ambulants?

Le point de départ de **l'enquête sur les réseaux** s'est focalisé sur la question suivante :

C´est au cours de leurs nombreux déplacements que les vendeurs mobilisent leurs relations familiales ou autres pour construire leur parcours « d´entrepreneur sans entreprise », au sens que Mark Granovetter (1985) donne à l'action des individus qui puisent des ressources disponibles dans les réseaux sociaux où ils s´inscrivent.

Deux études conduites en Amérique du Nord dans les années soixante-dix (Fisher 1982, Wellman, 1979) et leur transposition dans une étude réalisée à Toulouse et son

agglomération (Grossetti, 2001) vont attirer mon attention pour essayer de caractériser les réseaux personnels des vendeurs dans différents quartiers de la métropole de Rio de Janeiro (nous avons travaillé sur trois sites dans la métropole : le *camelódromo*-Uruguaiana, Copacabana et le *camelódromo* dans la favela de Rocinha).

En effet, dans ces recherches mentionnées, le processus de création et de maintien des relations est largement dépendant des activités routinières des individus. La dimension spatiale des réseaux sociaux est abordée à travers une question : «où vivent nos proches ? » autrement dit existe- t- il un lien entre proximité géographique et proximité relationnelle? Au-delà du débat sur la proximité spatiale qui ne crée pas directement des relations (Chamboredon et Lemaire, 1970), l´analyse de réseaux fait émerger une notion de proximité sociale et spatiale en faisant intervenir la force des liens qui se tissent au quotidien et n´apparaissent pas toujours au premier abord. Ainsi le fait d´avoir vécu successivement dans des villes différentes ou encore dans plusieurs quartiers d´une même ville engendre des parties de réseaux qui se distribuent dans plusieurs lieux, à plusieurs échelles et qui sont autant de traces de la trajectoire d´un individu[13].

Pour les vendeurs ambulants, ces diverses temporalités se conjuguent, trajectoire professionnelle et personnelle se mêlent, produisant des phases de stabilité et/ou de recomposition de l´activité. Ainsi les moments de recomposition peuvent être liés à des changements de cycle de vie, à des ruptures professionnelles (changement d´emploi et notamment passage d´un emploi déclaré à un emploi dans l´informel), familiales (mariage, divorce, séparation, décès) ou bien encore à des événements tels que les intempéries (inondations entraînant des glissements de terrain et l´effondrement de la maison et/ou de la boutique) ou la violence exercée sur les vendeurs : dans les rues, par le policier municipal-*guarda municipal* mais aussi sur le lieu de résidence, par les nombreux actes de violence commis par le trafic de drogue ou la police ou les deux simultanément. Ces situations très diverses laissent percevoir une permanence à la fois du provisoire et du bricolage. Et c´est la mobilité géographique qui intervient avec plus d´impact sur la composition spatiale des réseaux. L´étude menée à Rio reprend des questions posées sur le terrain guyanais telles que : comment devient –on vendeur ambulant ? Avec qui dialogue le vendeur? Par qui est –il aidé et qui aide-t-il en retour ? Mais cette nouvelle recherche a pu montrer que dans la création de l´activité de vendeur se trouve une part de local (le quartier, la favela et les effets de l´urbanisation). Les échanges marchands et la circulation des marchandises fournissent des éléments de compréhension du comment les vendeurs construisent à la fois un rapport au quartier et un rapport à la ville car la nature des liens dans un site précis varie suivant les

[13] Notre enquête lors de la recherche PUCA avait pu mettre l´accent sur l´importance des parcours antérieurs des habitants pour comprendre la façon dont ils gèrent leur cadre de vie ce qui a aussi été démontré dans le cas de villes françaises par les travaux de Authier et Grafmeyer (1997).

mobilités et les différentes caractéristiques du vendeur. Enfin, il convient de relativiser la part de local ou encore de nuancer l'aspect « communautaire », comme dans le cas de la favela de Rocinha. Même s'il est vrai que les réseaux primaires à base familiale (Lomnitz : 1975, p.27) y jouent un rôle dans l'accès au logement ou aux services urbains et traduisent concrètement ce que l'on nomme communément le lien social, Rocinha représente, par le fait de sa localisation, en pleine Zone sud de Rio, un lieu potentiellement intéressant pour le commerce ; des populations originaires de Rio ou de l'Etat de Rio et en situation précaire, viennent vendre au marché le dimanche et ont une autre activité de vendeur ambulant dans d'autres lieux de la ville. Par ailleurs, les clients viennent autant du quartier des résidences sécurisés à proximité de la favela comme d'autres quartiers de la ville ou même d'autres régions du Brésil ou du monde par le phénomène du tourisme qui prend place dans la favela qui se visite. Autrement dit, *le marché fait réseau* comme le soulignent Véronique Manry et Michel Peraldi, en étudiant le cas du marché aux Puces à Marseille (2004 : p. 51). Finalement, j'ai pu à travers cette enquête dans une métropole percevoir des modalités de fabrication de la ville qui correspondent à des logiques d'articulation du global et du local en tant que catégories subjectives. (Appadurai : 2001). Cet auteur souligne que le local est proche voire intime, que finalement local et global ne sont pas figés et pas toujours ancrés dans un espace géographique mais sont plutôt une question de relations et de contextes et peuvent être liés aussi à un sentiment de proximité, d´identification à quelque chose. Chaque processus global fait référence à un certain nombre de contextes locaux et loin d´opposer local à global ; il conviendrait de concevoir le local comme un lieu d'actions et de résistances dont les enjeux se veulent être globaux. Il devient important; de porter une attention: sur les flux (Monnet et al.2005), ensuite, sur les transactions commerciales, les processus identitaires, sur les réseaux et la « mondialisation par le bas » (Tarrius, 2002) qui invitent à dépasser un regard dichotomique sur l´espace urbain (opposition centre périphérie, par exemple, mais aussi public/privé : Mello, Vogel, 2002a). Enfin, de remarquer le rythme et la vitesse avec lesquels les pratiques locales et globales se trouvent en contact et en échange permanents. Il semble alors possible de penser la mondialisation et j´ajouterai la place du commerce ambulant, dans différents contextes de la métropole, comme un compromis (Mirza, 2002) qui prend en compte les mouvements globaux tout autant que les processus qui agissent sur différentes localités.

La réalisation de cette recherche collective nous a amenés à nous situer dans un débat franco brésilien portant sur l´informalité. Comment penser les nouvelles configurations de cette économie, toujours inscrite dans des frontières poreuses : formel/informel, licite/illicite ? Comment travailler sur les nouvelles circulations d´hommes (les migrants *d´ici et de là-bas* comme dit Tarrius, op.cit.) et de marchandises dans les métropoles latino-

américaines mais aussi européennes? Comment mettre en évidence les liens entre commerce formel et informel ? Comment repenser nos objets d´étude en prenant soin de décrire en profondeur les multiples expériences urbaines afin de rendre visibles les nouvelles configurations des relations de travail, de ces activités commerciales, de ce bazar urbain au sens que l´anthropologue Clifford Geertz (2003) donne à cette notion en étudiant le souk de Sefrou au Maroc, en nous intéressant aux vendeurs mais aussi à leurs clients ? Telles étaient les questions que nous avions envie d´explorer et que nous avons débattues collectivement dans le réseau *ambulantage.* Fin 2005, avec mes collègues brésiliens, nous organisons, à Rio, un colloque international portant sur la question du commerce dans la ville et des commerçants de rue en particulier, dans le contexte de la globalisation. Un ouvrage reprenant les contenus scientifiques de divers travaux présentés, lors du colloque, a vu le jour l´année suivante et m´a permis dans un chapitre (**doc 11**) de proposer la construction d´un cadre de recherche comparative autour de l´expérience urbaine des vendeurs ambulants. Je tente alors de mettre en perspective le terrain carioca avec un terrain réalisé à Marseille, mettant en perspective mes réflexions avec celles d´une de mes étudiantes de 5éme année d´Architecture qui avait choisi comme sujet de mémoire : « le paysage sonore des vendeurs ambulants à Marseille ».

Enfin, toujours dans le cadre du Réseau *Ambulantage,* en 2007 et 2008, je publie en collaboration avec Fatima Gomes un article dans la revue *Cybergéo* (**doc.12**) et un autre article dans la revue *Espaces et Sociétés* avec Fatima Gomes et Nicolas Bautes, géographe (**doc13**). Dans le premier article, nous nous sommes proposées de décrire comment, dans le contexte de la métropole, les activités de commerce ambulant se mettent en place en mobilisant les réseaux relationnels mais aussi comment les commerçants de rue s´affrontent au pouvoir local en particulier à la municipalité de Rio de Janeiro. Enfin, dans le deuxième article[14], nous avons souhaité contribuer à une réflexion sur les commerçants et leurs clients dans deux lieux de la métropole le centre et la plage de Copacabana, carte postale de la ville. Qui sont ces clients ? Comment les vendeurs s'investissent-ils dans leur activité, comment sont-ils « en affaire » ? De quelle manière, à quelle fréquence et selon quelle implication les clients fréquentent-ils ces lieux ? Quels types de contacts établissent-ils, au quotidien, avec les vendeurs ? Comment, au travers de cette pratique commerciale, se complètent, se confrontent ou se contredisent les représentations de ce monde marchand de la plage, du coin de la rue ou du marché ? Comment les mobilités désirées ou subies des clients et des vendeurs viennent-elles reconfigurer les territoires urbains ? La collaboration

[14] Les données utilisées dans cet article sont issues du travail de terrain en 2005 ainsi que d'une enquête menée auprès de 111 clients du Camelódromo de la rue Uruguaiana (janvier 2007), et d'une ethnographie des consommateurs sur le littoral de Copacabana. Outre les informations de première main collectées au moyen d'entretiens semi-directifs et de questionnaires, l'analyse s'appuie sur l'observation systématique des situations commerciales dans ces lieux.

de notre collègue géographe nous a permis de mettre l´accent sur des territoires de l´informel dans la métropole carioca en essayant de montrer les lieux de travail comme autant de lieux de résistance des groupes de vendeurs menacés à la fois par la municipalité et par des phénomènes plus globaux. Repartant des considérations d´Appadurai, selon lesquelles la mondialisation permet des déploiements inédits de l´imagination collective et stimule souvent, la fabrication d´identités inventives, nous nous sommes intéressés à ce que signifient ces territoires informels pour les vendeurs et leurs clients sur des territoires urbains ancrés dans le local. Par exemple des immigrés installés de longue date comme ces commerçants syro libanais du centre, immigrés plus récents, comme les Chinois et Coréens, les populations des différents quartiers de la métropole, cariocas de souche ou issues des populations venues d´autres Etats du Brésil, enfin les touristes nationaux et internationaux, les retraités et résidents temporaires qui deviennent clients fidélisés ou occasionnels des vendeurs et redéfinissent les lieux du commerces dans la métropole. Il existe toujours une tension et un jeu entre l´appartenance au local (l´espace marchand du Centro et la plage de Copacabana en sont des symboles) et une dimension cosmopolite liée à la création de nouveaux espaces commerciaux (comme le Camelódromo, marché populaire rassemblant les camelots dans le Centro) ou encore à la plage urbaine comme lieu de destination favorite de touristes venant du monde entier afin de profiter du réveillon de fin d´année ou du Carnaval. Notre intérêt pour le client a fait apparaître la figure du consommateur et ses comportements en relation aux produits auxquels il a accès *via* les vendeurs ambulants. Les travaux de l´anthropologue, García Canclini (1997) nous ont étés d´une grande utilité pour montrer comment les transformations des modes de consommer dans la période actuelle modifient et conditionnent les formes d'être citadin et citoyen de la ville Elles tendent aussi à modifier son rapport à la société urbaine en ce qu'elles conduisent à élargir ses pratiques spatiales dans la ville et ses possibilités de socialisation et d'appropriation matérielle. Les comportements de consommation ne se restreignent pas, en effet, à une seule pratique commerciale individuelle, mais constituent de nouveaux modes de communication et de socialisation qui définissent un détournement d'usage des messages de la publicité commerciale et un élargissement de la pratique mercantile.

Si dans les villes brésiliennes les droits et l'accès à la consommation sont plus qu'ailleurs inégaux, ils témoignent néanmoins de la volonté d'une part importante de la population de contourner les cadres normatifs de l'économie pour générer de nouvelles formes de distribution et de consommation. Ces formes résultent, de la part des vendeurs, de stratégies plus ou moins élaborées d'accès au monde du travail ; de la part des clients, la consommation ambulante peut être considérée comme une certaine émancipation vis-à-vis d'un modèle de consommation normé, tant dans les lieux d'accès aux produits et services que dans les modes relationnels qu'implique la relation commerciale (par exemple pouvoir négocier le prix, choisir « son vendeur »).

Ces regards croisés sociologue, anthropologue et géographe impliquent de voir comment différentes logiques d´articulation du local et du global opèrent et dans ce contexte de la métropole, nous avons posé la question de la restitution[15] de nos travaux en conclusion de l´article : *la reconnaissance de ces pratiques et de leur caractère éminemment « invisible »[16] suffit-elle pour aller à l'encontre d'un mouvement répressif conduisant à la négation de la diversité et à la normalisation des pratiques économiques ? Loin de pouvoir contrecarrer les effets induits par des politiques dépassant le cadre de la métropole de Rio de Janeiro pour concerner l'ensemble des espaces urbains du monde, l'intérêt scientifique pour ces pratiques alternatives s'apparente alors à un défi : celui d'articuler la recherche et l'action de manière à renforcer l'action collective de ces acteurs incontournables du commerce en ville, non en vue de leur régularisation systématique, mais afin de dégager, de la spécificité de leurs pratiques, de nouveaux modes de penser l'économie urbaine et la ville.*

Mais ce qui a surtout été débattu dans la construction de notre article à partir des différents matériels empiriques dont nous disposions, c´est le rôle -dans le temps et dans l´espace et dans leurs formes d´expression -des mobilités et des stratégies habitantes pour comprendre les villes amazoniennes et la métropole de Rio de Janeiro. Les terrains d´enquêtes menées à Rio mais aussi, pour ma part, les éléments collectés dans les villes amazoniennes ont servi de fil conducteur pour aborder cette thématique de recherche.

[15] J´aborderais plus en détail ce thème de la restitution dans le tome II

[16] Par référence à "La France invisible", Beaud S., Confraveux J., Lingaard J., Paris, ed. La Découverte, 2006.

2.5. Les mobilités et stratégies habitantes dans les villes guyanaises et brésiliennes

2.5.1. Sur le Plateau des Guyanes : des lieux et des liens

Le concept de stratégies résidentielles associé à différents niveaux de mobilité (migration, changement de résidence et mobilité au quotidien) renvoie de manière précise à une façon de regarder les habitants de la ville, à savoir non pas comme des agents passifs qui occupent des espaces qui leur sont alloués, mais comme des sujets actifs qui prennent des décisions et poursuivent un certain nombre d´objectifs (Dansereau et Navez Bouchanine, 2002). Cependant, il convient de faire la part des choses entre stratégies réussies et stratégies seulement inspiratrices. Elles restent toutefois intéressantes du point de vue de l´impact sur l´espace et sur les modes d´accès au logement et à l´activité économique. Les stratégies de déplacement sont apparues comme des ressources : des villages du fleuve Maroni, à l'habitat spontané à St Laurent du Maroni jusqu'au relogement dans un habitat planifié sur St Laurent ou jusqu'à Kourou, les populations s'organisent à travers leurs réseaux relationnels et développent une micro activité économique. Dans une démarche qui emprunte tant à l´anthropologie urbaine qu´à la sociologie économique, j´ai observé les pratiques des populations dans un quartier de St Laurent du Maroni, ce qui m´a conduit, par le truchement des mobilités et des réseaux, à d´autres lieux de cette région et à la ville de Kourou. Ma participation à un colloque à Montréal, organisé par Francine Dansereau et Françoise Navez Bouchanine, me fournira l'occasion de publier un chapitre dans un ouvrage portant sur la gestion du développement urbain et les stratégies résidentielles des habitants (Reginensi, 2002, **doc.14**).

En étudiant les stratégies résidentielles des populations[17] de l´ouest guyanais, j´ai finalement rencontré les businessmen, les colporteuses, le wakaman,); ces vendeurs ambulants transfrontaliers en mouvement, « innombrables fourmis traversant plusieurs mondes sociaux » pour paraphraser Alain Tarrius (1989).

[17] J´ai, par le biais d´un réseau d´interconnaissance, travaillé auprès de populations Bushinengue ou Noirs Marrons (de l´espagnol *cimarron* c´est à dire fugitif). Ils sont d'origine africaine, anciens esclaves qui se sont enfuis des plantations de la Guyane hollandaise avant l'abolition de l'esclavage et se sont dispersés sur le territoire des Guyanes. Ils sont composés de plusieurs ethnies : les Bonis, les Djukas et les Paramaca qui parlent le taki-taki langue mixte (éléments de hollandais, anglais et portugais) dont la syntaxe est typiquement africaine ; les Saramaca, Matawai et Kwinti parlent le saramaca, langue créole à base lexicale portugaise. Notons que l'ensemble de la société guyanaise est née de la colonisation et qu'à l'exception des amérindiens, toutes les composantes de la population ont été importées.

Dans chacune des villes étudiées en Guyane française, et ensuite en Amazonie brésilienne, ou encore à Rio de Janeiro, j´ai traversé des fleuves en pirogue, j´ai marché, déambulé et utilisé toute sorte de transports urbains (taxis, mototaxis, bus, train, micro bus) ; j´ai observé des pratiques, surpris des conversations. Au bout du compte, la géographie des villes et de leurs régions morales[18] se sont formées. Mais les régions morales des villes sont édifiées sur des stéréotypes, des rumeurs qui conditionnent l´expérience des citadins. Michel Agier (2004. p. 27-28) ajoute que, dans les villes, «ce sont des marquages de l´espace, des limites immatérielles qui servent à penser la localité de la vie sociale(…) et la ville reste invisible comme totalité mais elle peut devenir le symbole partagé de tous ceux qui y vivent ». Je me suis alors rapprochée au maximum du regard que les individus observés ou interrogés ont sur eux-mêmes et sur les lieux où ils exercent leur activité.

C'est en questionnant les mobilités à différentes échelles que j'ai porté aussi une attention aux travaux de géographes que j'ai pu croiser sur mes terrains ou à l'occasion de colloques. Tout l'enjeu des mobilités, en Guyane, se situe, comme l'explicitera plus récemment Frédéric Piantoni (2009), dans un espace en marges. Celles-ci renvoient au peuplement ou à son absence mais aussi aux logiques d'appropriation des territoires ou encore comme l´indique Emmanuel Lézy (2000) à des formes de cloisonnements spatiaux des groupes sociaux.

Les expériences de pratiques d´échanges entre des populations aux origines diverses s'inscrivent dans un contexte spécifique, celui du plateau des Guyane. En effet, la Guyane française est un territoire pluriethnique (Chérubini, 1988) imbriqué entre le Surinam, à l´ouest, et le Brésil, à l´est. Cette position lui fait partager 520 kilomètres de frontières avec le Surinam et 650 kilomètres avec le Brésil. Le Guyana fait aussi partie intégrante du Plateau des Guyanes et est aussi un proche voisin. Enfin, il convient de mentionner l´instabilité politique de l´Etat insulaire d´Haïti qui depuis des décennies favorisent l´entrée de populations en Guyane. Le Plateau des Guyanes est celui des espaces constitués de «villes-frontières » sur des fleuves : le Maroni, à l'ouest et l'Oyapock, à l'est, jouent un rôle d'espace de transition et d'échanges de nature fort diverse et viennent abolir dans la réalité quotidienne la frontière instaurée par les Etats. Il faut un visa pour aller au Surinam et bien que l'obligation du visa ait été supprimée entre le Brésil et la France, elle est maintenue pour les Brésiliens se rendant de Macapá ou de Belém à Cayenne. Mais dans la réalité, la plupart

[18] La notion renvoie aux chercheurs de l´Ecole de Chicago voir Ezra Park R., «La communauté urbaine. Un modèle spatial et un ordre moral»(1926) in Grafmeyer Y. et Joseph I. (eds.), 1984. *L´école de Chicago : Naissance de l´écologie urbaine*, Paris, Aubier. Je souhaite ajouter pour une description sensible de l´espace urbain, les travaux de Georges Pérec [1974], 2000. *Espèces d´espaces,* Paris, Galilée, et pour une culture de la vie citadine au quotidien, les réflexions de Michel de Certeau ([1980], 1990. *L´invention du quotidien. 1. Manières de faire,* Paris, Gallimard

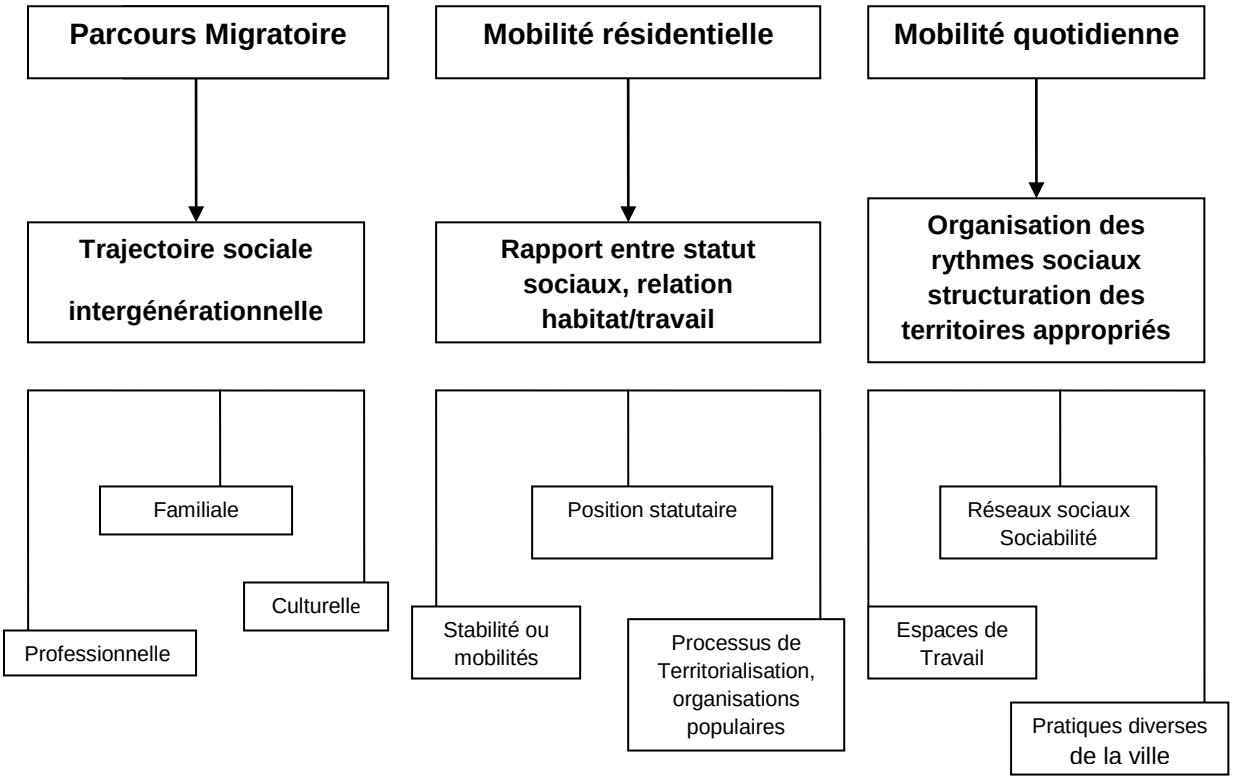
des Surinamiens et des Brésiliens se déplacent en pirogue, sans papier, d'une rive à l'autre du fleuve pour répondre aux exigences de leur quotidien.

La frontière n´est plus à considérer comme une séparation mais bien comme un lieu où se tissent des liens et où, par exemple, les vendeurs ambulants sont des acteurs, Dans cette perspective, la situation du vendeur est analysée dans une continuité spatio- temporelle, sur des territoires circulatoires (Tarrius, op.cit.). C´est en effet cette notion empruntée aux travaux d´Alain Tarrius que je vais mobiliser tout au long des recherches en Guyane Française et dans les villes d´Amazonie au Brésil car je voulais montrer comment des échanges qui avaient lieu dans une ville comme St Laurent du Maroni pouvaient avoir des liens avec Kourou en Guyane mais aussi avec Paramaribo au Surinam et trouvaient leur dynamique par la circulation des individus ou des familles, de part et d´autre, du fleuve Maron. Plus tard, étudiant les activités économiques des habitants d´un quartier spontané, appelé le Village brésilien à Rémire Montjoly (commune voisine de Cayenne), j´ai observé les habitants faisant le déplacement vers Macapá ou Belém au Brésil pour rendre visite aux membres de leur famille et pour s´approvisionner en produits pour confectionner des plats cuisinés ou revendre, dans la boutique improvisée dans leur lieu de résidence. J´ai pris de plus en plus conscience de l´importance d´une approche spatiale mais aussi et, afin de saisir les marquages sociaux des espaces, j´ai dû introduire la variable temporelle à mon approche de la ville par les mobilités.

Au fil des enquêtes urbaines et de rencontres aussi bien avec des chercheurs, des doctorants, qu´avec les groupes sociaux enquêtés[19], j'ai été amenée à proposer une lecture des mobilités (**Fig.2**) et des échanges en lien avec la frontière en tenant compte de trois rapports à l´espace/temps des commerçants de rue ou tenant boutique dans les habitats spontanés ou issus de programmes de relogement alors que, plus récemment dans le cas de Rio, je recentrerai l´analyse sur les mobilités du quotidien des vendeurs dans les rues, places ou à la plage.

[19] Rencontres et échanges avec Alain Tarrius et Emmanuel Ma Mung lors de journées d´études du Réseau socio économie de l´habitat à Paris qui m´auront permis ensuite en Guyane de rencontrer la sociologue Elkana Joseph (1993) et enfin le géographe Frédéric Piantoni (op.cit). Au Brésil, invitée par la sociologue Edna Castro, coordinatrice du NAEA, centre d´études Amazoniennes de l´Université Fédérale du Pará, je me lie d´amitié avec le sociologue Ronald Arouck qui étudie les trajectoires de mobilité des brésiliens à Cayenne. Ces échanges intellectuels viendront nourrir mes réflexions et me conduiront à faire le choix pendant plus d´un an, lors de mon installation en Guyane, à partager du temps, sur les bords des frontières, avec les businessmen, le wakaman, les colporteuses, et autres vendeurs ambulants à Macapá ou Belém. A Belém, les travaux et les rencontres avec Agnès Serre urbaniste me permettront d´introduire la notion de territorialisation et de prendre en compte les différentes formes d´organisations collectives dans les quartiers.

Fig.2 -La mobilité pour l´étude du rapport entre espace des vendeurs ambulants et dynamiques sociales



Ces trois niveaux de mobilité permettent de considérer l´activité du vendeur à la fois dans différents domaines de la vie sociale et en même temps comme un tout ; par ailleurs, l´articulation entre l´analyse spatiale des processus de socialisation et la compréhension des processus de changement social situe mieux la mobilité à l´interface de deux axes : le temps et l´espace.

L'ensemble de mes travaux en Guyane et dans les villes brésiliennes en Amazonie viendra construire un chapitre d'un ouvrage sur les liens et lieux de la mobilité (Reginensi, 2005, **doc15**) ainsi qu´ un chapitre d´un DVD sur la Guyane.

2.5.2. A Rio de Janeiro : Se déplacer dans la ville avec les camelots

L´expérience en Amazonie m´a permis aussi d´aborder la question des micros rythmes quotidiens[20] et d´un ensemble de temporalités (Meissonnier, 2006) en présence dans

[20] Même si dans le contexte de Rio de Janeiro, je me suis recentrée sur la mobilité du quotidien des vendeurs, dans le fil de leur discours sur leur activité, les espaces/ temps de la migration (des régions du Nordeste en particulier vers Rio de Janeiro en passant parfois par d´autres métropoles comme São Paulo) et de la résidence (changement de quartiers) sont fréquemment évoqués.

l´activité de commerce ambulant que je vais particulièrement analyser dans différents terrains à Rio de Janeiro.

Dans le cadre d´enquêtes de terrain en 2005, 2006, 2007, j´ai retravaillé la question des mobilités pour construire une approche du travail au quotidien des vendeurs ambulants dans la métropole carioca. Il est possible dans un court espace de temps de voir se dérouler des scènes diverses et variées notamment à la plage ou aux abords des marchés. Cependant, tout ne se déroule pas en même temps et malgré de nombreuses variantes, il est possible d´identifier et de caractériser certaines de ces temporalités (**Fig.3**)**:**

Fig. 3 Résumé des différentes temporalités sur les trois sites étudiés dans la métropole de Rio de Janeiro

TEMPORALITÈS	**Au Camelódromo URUGUAIANA (centre de la ville)**	**Camelódromo dans la favela de Rocinha**	**Copacabana/plage**
Quotidiennes	A partir de 9h dès l´ouverture des snacks, musique, appareils à sous et flippers mettent l´ambiance- Entre 12h et 15h forte activité commerciale	A partir de 8h le matin. Forte activité entre 11h et 14h et ensuite de 17h à 22h30	A partir de 9h ou 10h et plus tard suivant le temps
Hebdomadaires	Du jeudi au samedi intense activité.	Le lundi est un jour creux Mardi à dimanche	Vendredi Samedi et dimanche activité intense
Saisonnières	Noël, Réveillon de fin d´année et Carnaval + fêtes de saints (ST Georges patron du Brésil) et rentrée scolaire (début août et janvier)	Noël, Réveillon de fin d´année et Carnaval + fêtes religieuses	Noël, Réveillon de fin d´année et Carnaval + jours fériés
Aléatoires ou événementielles	« Happy Hour » en fin de journée	Début de soirée les fins de semaine- ou lors de manifestations – marche pour la paix après la mort d´habitants lors d´affrontements police/trafiquants	Evénements et spectacles sur la plage surtout l´été

A ces temporalités, il convient d´ajouter la capacité de nombreux vendeurs à se déplacer dans toute la ville en utilisant les moyens de transport le moins coûteux et en particulier les micros bus (appelés *vans* ou *Kombis*) et à s´adapter aux horaires et lieux de déplacements quotidiens de leurs clients. Mon intérêt avec mes collègues s'est porté sur les micros mobilités locales qui constituent le quotidien des vendeurs et de leurs clients. Logiques de consommation et commerciales s'entrecroisent, contribuant à identifier des pratiques économiques qui tendent à produire de nouveaux itinéraires commerciaux au sein de l'espace urbain et à renouveler les centralités urbaines (Monnet, 2000).

Ces mouvements d'appropriation spatiale et ces mobilités commerciales sont néanmoins très largement relatives, susceptibles de laisser place, pour les besoins de l'activité, à une implantation temporaire. Comme le note très justement Bordreuil (2000), les lieux d'arrêt sont souvent des lieux où l'on s'immobilise pour mieux s'exposer à la mobilité des autres. C´est le cas de nombreux camelots qui vendent autour des marchés populaires (*Camelódromo* du Centre et de Rocinha) ou de la plage et, en particulier, de ceux qui vendent à la sauvette et donc interdits sur le trottoir de la plage de Copacabana. Ils s´arrêtent parfois quelques minutes parfois plus d´une heure de temps pour satisfaire le client de passage. Par ailleurs, durant l´espace d´une seule journée, clients et vendeurs peuvent faire l'expérience de la mobilité avec plus ou moins d´intensité, en étant plus ou moins contraints en terme de temps de trajet et de type de transport.

2.5.3. Voyager, se déplacer dans la métropole carioca avec des entrepreneurs de la mobilité, les taxis et mototaxis

Lors d´un congé pour études et recherche (fin 2006 et début 2007), je vais avoir l'opportunité de partager du temps avec un personnage que je vais appeler « l'entrepreneur de la mobilité », le mototaxi. Cette rencontre me permettra de présenter un travail, en collaboration avec une étudiante en architecture, dans un colloque International sur le rôle des taxis dans les villes (Lisbonne, septembre 2007) et, en 2008, de coordonner un Groupe de travail sur la production de l´espace dans la métropole- II Congrès Latino-Américain d´Anthropologie à San José, Costa Rica, 28-31 juillet (**doc 16 et 17**).

Le taxi est un des moyens de transport que le voyageur emprunte à son arrivée à l´aéroport de Rio de Janeiro. Mes premières expériences et celles de Sarah, étudiante en

échange[21] qui va m´accompagner dans ces déplacements dans la ville, vont servir de fil conducteur à notre propos pour mieux connaître le chauffeur de taxi et ses clients.

Approcher les taxis et les mototaxis

Nous avons choisi d´inscrire notre méthodologie dans une démarche ethnographique construite sur l´observation flottante (Pétonnet, 1982). Nous sommes donc restées disponibles et avons fait des repérages dans la ville. En réfléchissant à nos premières arrivées, à l´aéroport, le taxi s´est imposé et nous avons exploré quelques pistes en suivant les trajets de chauffeurs de taxis de l´aéroport du Galeão au nord de la ville jusqu´à mon lieu de résidence à Copacabana. La lecture d´un roman policier, mettant en scène une jeune femme, chauffeur de taxi dans le quartier de Copacabana (Garcia Roza, 2005) nous a permis de mieux comprendre la routine journalière de ces chauffeurs de taxi, certains organisés en coopérative, d´autres totalement dans l´informel, travaillant la journée de 5h du matin à 13h, d´autres la nuit. Ensuite, nous avons exploré d´autres quartiers, notamment à Santa Teresa qui est considéré comme un pôle touristique, culturel et gastronomique de la métropole. Le quartier bénéficie d´une situation privilégiée, au centre de la ville et possède un patrimoine architectural, datant de l´époque coloniale et ressemble par certains aspects (rues en pente et maisons blanches ou colorées) à Lisbonne. Depuis plus de 15 ans, Santa Teresa rassemble des artistes et des intellectuels qui l´ont investi et y habitent. La proximité de grandes favelas n´est pas toujours sans poser des problèmes mais le quartier de Santa Teresa reste un des plus fréquentés dans la ville par les touristes et demeure une visite incontournable pour qui vient pour la première fois à Rio. Pour s´y rendre, il existe un vieux tram en bois « o bonde » qui offre au visiteur une expérience inoubliable. Mais aussi des minis bus et des mototaxis. C´est ainsi que dans la partie basse, dans le quartier de Gloria, nous avons rencontré João, le « baiano » (originaire de Salvador de Bahia) qui a fait le choix de devenir moto taxi et de travailler à son compte. Il va définir son travail comme un service pour les habitants du quartier et pas seulement comme un transport possible. En effet, il va décrire les différentes courses où il livre le pain pour les personnes âgées. Pour cet homme de 38 ans qui a une trajectoire professionnelle diversifiée - notamment plusieurs contrats de travail déclarés- ouvrir une station de mototaxis est un choix de vie.

Nous avons aussi observé des éco –- taxis dans le contexte de Paquetá, une île, à une heure de bateau de Rio de Janeiro qui est aussi un quartier atypique de la métropole où

[21] Echange entre l´Ecole Nationale Supérieure d´Architecture de Toulouse et la Faculté d´Architecture et d´Urbanisme de l´Université Fédérale de Rio de Janeiro dont je suis responsable en tant qu´enseignante et qui permet à deux étudiants français de passer un an de Master à Rio et réciproquement á deux étudiants brésiliens de venir étudier un an à Toulouse

la voiture est remplacée par ces éco taxis qui sont des vélos. Un autre choix de transport est aussi proposé : la calèche !

Nous avons filmé et photographié nos parcours en mototaxis et attaché plus d´importance au cas des mototaxis dans la favela de Rocinha. Solution originale de transport urbain, est une véritable invention qui, en moins de dix ans d´existence, permet à des jeunes habitants des favelas de travailler. L´expérience des mototaxis de Rocinha est exemplaire et, est souvent citée comme pionnière en la matière (Fonseca, 1999). Il existe 11 stations de mototaxis dans la favela qui offrent un emploi à environ 350 jeunes hommes entre 20 et 29 ans. Ce service émerge comme une alternative de transport[22] et comme une alternative d´emploi pour ces jeunes hommes, comme une « invention de marché » (Souto de Oliveira, in Fonseca, op.cit.). Cette sociologue utilise cette catégorie pour décrire les professions et les carrières de ces jeunes de Rocinha qui trouvent dans cette activité une manière de renforcer leur estime de soi et d´élargir leurs réseaux d´échanges.

L´enquête auprès des mototaxis de Rocinha

Notre choix s´est alors porté plus précisément sur Rocinha afin d´enquêter auprès de jeunes « motoqueiros » mais surtout de responsables de quelques stations de mototaxis[23]. Cela afin d´analyser leurs parcours professionnels et de traiter plus particulièrement des questions suivantes :

► De quoi sont témoins les mototaxis, dans l´espace de la favela et au- delà dans la ville et comment se déroule leur quotidien et leurs relations aux usagers ?

► Comment certains responsables de station de mototaxis, au statut informel, cherchent à atteindre un statut de micro entrepreneurs de la mobilité urbaine?

A travers ce questionnement et à travers la lecture stimulante du travail de recherche de l´anthropologue, Janice Caiafa (2002) relatant ses voyages en bus dans la métropole de Rio, nous avons pu explorer quelques thématiques.

Tout d´abord, celle de l´espace public et des transports collectifs dans le contexte de Rio de Janeiro. Il convient de souligner deux éléments importants : une quasi- inexistence de

[22] Les distances se comptent en temps et non en km dans la métropole carioca, par exemple, le trajet pour se rendre du quartier de Barra da Tijuca à Copacabana, en voiture, le matin ou en fin de journée peut prendre 40 minutes ou plus d´une heure ; en bus, il faut doubler le temps, en mototaxi on peut effectuer la distance en 30 minutes.

[23] Lors de notre enquête nous avons interviewé et suivi en les filmant les trajets de cinq jeunes mototaxis et de trois responsables de stations dont une jeune femme (Passarela, Boiadeiro et Speed Moto) dans le bas de la favela, à proximité du *Camelódromo, marché des camelots..*

la notion d´espace public voire de politique publique au Brésil[24] et une forte dépendance au véhicule personnel pour se déplacer dans les villes. Rio de Janeiro n´échappe pas à cette tendance, certains collègues m´ont dit, dès mon arrivée à Rio : « l´espace public, c´est l´espace de personne ». D´autres, ont ajouté des conseils de prudence en m´invitant à ne pas voyager en transports collectifs (bus, vans ou combis) mais à préférer le métro ou le taxi en ayant parfois le soin de me glisser les coordonnées d´un « chauffeur de confiance ». J´écoute mais décide dès le premier travail de recherche (Programme PUCA) de me familiariser avec les espaces de la métropole en utilisant tous les types de transports collectifs existants. Et je fais aussi l´expérience, selon moi beaucoup plus dangereuse, d´être un piéton. En effet, au cours des observations, nous avons, Sarah et moi, appris à négocier notre place entre les flux en présence ; piétons, voitures, bus, mototaxis, nous avons aussi tracé nos propres cheminements dans la ville et dans la favela, en circulant à pied. Les notions de jour et de nuit sont importantes à considérer pour éviter d´être témoins d´échanges illicites ou voire d´être agressées. Nous avons rapidement emprunté tel ou telle rue ou avenue de jour et d´autres à la tombée de la nuit. Personnellement, physiquement parlant, je passe incognito autrement dit je me fonds dans le décor, ce qui n´était pas le cas de Sarah, ce qui nous a souvent mises dans un rapport à l´autre allant de la curiosité à la suspicion.

Les observations, au coin de la rue ou en bas de la favela de Rocinha, ont permis de mieux comprendre le métier de taxi et de mototaxi dans la métropole avec ses règles, ses petits arrangements au quotidien. Nous avons aussi relevé des formes de professionnalisation qui s´expriment par l´utilisation de dispositifs matériels tels que la carte de visite ou encore des pancartes affichant le prix des courses (ce qui n´empêche pas de pouvoir négocier le prix du transport), une signalétique s´établit informellement dans les espaces publics rendant lisible ce mode de transport.

En accompagnant les trajets des mototaxis, nous avons vu se dessiner une architecture sinueuse et nomade de la ville. Le mototaxi devient une solution originale de transport urbain, adaptée à la topographie des lieux : rues qui montent, et serpentent, impasses et venelles, aucun espace ne résiste, le mototaxi se faufile, trouve toujours son chemin partout. Il doit cependant, pour garder sa réputation de rapidité, négocier avec les autres véhicules et souvent il va se frotter à une voiture ou à un bus, parfois aussi l´accident arrive. La dangerosité est la règle de base, d´ailleurs, la plupart du temps, les courses se font sans casque même si celui-ci est proposé il reste souvent attaché au guidon de la moto.

[24] Sur cette question voir les travaux de Daniel Cefaï et Dominique Pasquier (2003) ainsi que ceux de Mello et Vogel (2002)

© S.Wickenbourg C.Reginensi 09-2007

La composition graphique de Sarah a parfaitement su capter les flux et les parcours sinueux.

Les films rendent compte aussi de ces courbes et encore plus des dangers qui sont encourus par le « motoqueiro » et par ses clients. Mais, d´une manière unanime, les quelques clients interrogés ont souligné que les transports en commun ne sont pas performants et que le mototaxi reste le transport le plus rapide et le moins cher. Une anecdote incroyable nous a été rapportée : un homme a été blessé dans un accident de voiture occasionné par un bus et c´est un mototaxi qui a transporté le blessé jusqu´à l´hôpital le plus proche et a sauvé la vie du blessé !

En bas de la favela, les stations sont implantées dans de micro espaces, elles sont de construction précaire souvent un simple toit, en tôle voire une bâche en plastique pour se protéger de la pluie, reposant sur des poteaux en bois. Deux ou trois chaises en plastique ou des tabourets permettent au responsable et au client de s´installer comme dans un bureau. Les jeunes « motoqueiros » sont la plupart du temps à côté de leur moto ou dessus, en attente de la prochaine course.

Enfin, en parcourant l´espace de la favela, nous avons fait l´expérience des rythmes de travail et des formes de précarisation du travail en même temps que celles de possibilités d´activités économiques et de renforcement de l´empowerment de certains individus ou groupes. Les jeunes hommes ont tous le même profil : ils ont derrière eux 5 à 6 ans d´études primaires et le début du secondaire. Ils possèdent une moto et ils louent leur service 10 heures par jour. Ils paient en fait une sorte de taxe (7 ou 8 R$) au propriétaire de la station

pour exercer et travaillent 6 ou 7 jours par semaine. Ils perçoivent un salaire mensuel moyen de R$ 1000 (environ 300 euros en 2007). Les interviewés considèrent leur travail comme temporaire et dangereux. Cela est venu corroborer les données produites à partir d´une enquête auprès des mototaxis de Rocinha par la sociologue Fonseca. Mais en nous intéressant aux responsables nous avons mis en évidence des compétences ; celle de savoir s´adapter et surtout, pour les jeunes garçons, de résister aux pressions des trafiquants et de la police. Leur vie est résumée par cette phrase : *C´est vivre en permanence entre le trafic de drogue et la police* (G. 25 ans de la station Boiadeiro et S. 23 ans de la station Passarela).

Il convient de souligner que les trajectoires des individus de ces enquêtes sont très inégales. Leurs itinéraires supposent la mobilisation d´un capital d´expériences (connaissance de l´espace de la favela et de la ville, des opportunités de s´installer à tel endroit d´où souvent faire plusieurs expériences avant de trouver un lieu d´implantation), celle de ressources (financières et relationnelles) et de compétences (par exemple une bonne connaissance des réseaux de transport formels et informels). Relier mobilité et capital social des individus suppose de définir un cadre d´analyse des compétences requises pour être mobile (Kaufmann : 2001). Sous le vocable de « motilité », Vincent Kaufmann définit la potentialité à se mouvoir spatialement et les compétences à activer pour être mobile qui sont désormais multiples et peuvent être mises en pratiques de différentes manières. Dans l´enquête auprès des vendeurs ambulants, j´avais pu montrer qu´une large part de l'insertion urbaine et sociale de ces individus se réalise grâce à leur potentialité à se mouvoir dans les espaces de la métropole. La capacité à réaliser une mobilité (ou à la laisser en attente comme stratégie dans un système complexe) est un atout pour chaque acteur, un nouveau capital. C´est aussi le cas pour les mototaxis même si les conditions de travail sont dangereuses, la capacité à savoir négocier ou à tenir sa place est au cœur de l´activité. Dans le cas plus spécifique d´une responsable de station, une femme (mère célibataire), le savoir négocier passe par le réseau associatif. C´est en effet à travers une association d´habitants que Solange réussira à s´imposer dans la profession et à trouver un espace, la mairie de quartier lui donnera un accord verbal pour occuper l´espace public. Elle est aussi sponsorisée par une société de microcrédit qui lui permet de mettre en place les pancartes, les uniformes et les banderoles qui rendent visibles sa station dans l´espace de la Rocinha. Solange insistera pour dire qu´elle a vraiment un statut de chef d´entreprise et de chef de famille qui lui permet d´être reconnue comme habitante à part entière de Rocinha.

La mobilité est une manière d´être qui réorganise l´espace et le temps des habitants à Rocinha et dont personne ne peut avoir le monopole même si souvent les trafiquants et la police suspendent le temps et bloquent les rues pendant plusieurs jours. Les mototaxis sont souvent perçus comme des complices des trafiquants, mais rien non plus ne permet de généraliser ce fait qui vient indiquer une fois de plus la porosité entre les frontières du formel/informel, légal/illégal…

2.5.4. Au cœur des mobilités : les fournisseurs des camelots

Toujours pendant mon séjour à Rio de Janeiro, en 2006/2007, j´ai étudié la capacité entrepreneuriale de certains de ces camelots qui ont souligné le rôle des fournisseurs ainsi que celui des supports matériels comme la carte de visite, ou autres dispositifs physiques : le sac, la bâche, un simple tissu ou le corps même du vendeur dans la construction d´un parcours professionnel. Je présenterai cette recherche dans le Tome II de ce mémoire. Je vais ici présenter ce qui a été un travail exploratoire, une étude de cas qui s´inscrit aussi dans un échange de réflexions que j´ai mené avec des anthropologues de Rio du laboratoire Le Metro (Laboratório de Etnografia Metropolitana).[25] Ces chercheurs, issus de différents départements d´anthropologie et sociologie urbaine de l´université Fédérale mais aussi de l´université Fluminense ou de l´université Candido Mendes, développent des recherches ethnographiques sur la région métropolitaine de Rio, certains parmi eux, ayant pour objet d´études, les camelots dans les espaces publics de la métropole ou dans les transports en commun. Dès 2003, Marco Mello, coordinateur du laboratoire, organisant un réseau ayant pour thème Villes et Marchés, m´a offert un espace pour présenter mes travaux. Et en 2004, j´ai présenté une communication dans un groupe de travail coordonné par Marco Mello, sur l´espace public et les politiques publiques, en hommage à Isaac Joseph, dans le cadre du VIII Congrès Afro Luso Brasileiro de Sciences Sociales qui s´est tenu du 16 au 18 septembre à Coimbra (Portugal).

En 2006, je participe à plusieurs séminaires du Laboratoire Le Metro et par la suite je visite un lieu du commerce populaire carioca en compagnie de quelques-uns des chercheurs, effectuant une recherche auprès des commerçants d´origine syro libanaise et asiatique.

[25] http://lemetrolemetro.blogspot.com

Rencontre décisive et regard sur le bazar

C´est une rencontre, un dimanche matin, avec dona Vera, vendeuse sur un marché à Copacabana, qui va me décider à entreprendre un petit terrain ethnographique auprès des fournisseurs des camelots.

Cette vendeuse accepta de me servir de guide dans « son milieu » celui des camelots et de leurs fournisseurs. En sa compagnie, au cours d´une longue journée de travail (commencée à 8h du matin et qui se termina à 22h, **(Fig.4),** je vais redécouvrir ce lieu du commerce populaire du centre de la ville. En effet, en 2000, lors de ma première visite de Rio, une amie me proposa d´aller au SAHARA et je pensais immédiatement au souk, espace familier de mon enfance, étant née en Tunisie. Au cours de mes déambulations, un jeune garçon distribue une publicité et je prends conscience que le SAHARA n´est pas celui auquel je pensais et qu´il s´agissait du SAARA autrement dit A **S**ociedade dos **A**migos e das **A**djacências da **R**ua da **A**lfândega – l´association des amis (commerçants) des rues voisines de la rue Alfândega. ! Je me dis alors : « rien à voir avec le souk ! » Et pourtant je commençais à ressentir une sorte de confusion dans cet espace où la présence de magasins au nom de bazar des fleurs, bazar des amis s´imposait à moi et me faisait revenir à l´impression du souk. Pourtant les rues du SAARA[26] ne sont en rien comparables avec le labyrinthe des ruelles de la médina tunisienne et de ses souks, je ne me perdais pas car les rues, du centre de Rio, ont des noms, leur tracé est clair mais, en même temps, il règne une ambiance sonore et une frénésie intense de consommation qui renforçait l´idée du bazar. Je pouvais observer des marchandises très colorées qui s´amoncelaient sur des présentoirs, j´entendais des annonces diffusées par hauts parleurs qui invitaient les chalands à se rendre dans tel ou tel magasin.

Je vais revisiter les travaux de Clifford Geertz (op. cit.) sur le souk de Sefrou et l´économie du bazar. Pour cet auteur et pour son traducteur français, Daniel Cefaï, l´étude du souk vient renforcer cette interprétation, du bazar en tant que forme culturelle, sociale et économique. De plus, elle permet de mieux comprendre la société locale marocaine en considérant divers aspects tels que les systèmes religieux, les relations d´amitiés et de clans. En effet, Geertz décrit et cartographie les institutions- clefs qui organisent le souk, les liens contractuels et de protection ainsi que les systèmes d´arbitrage et de litiges qui ont

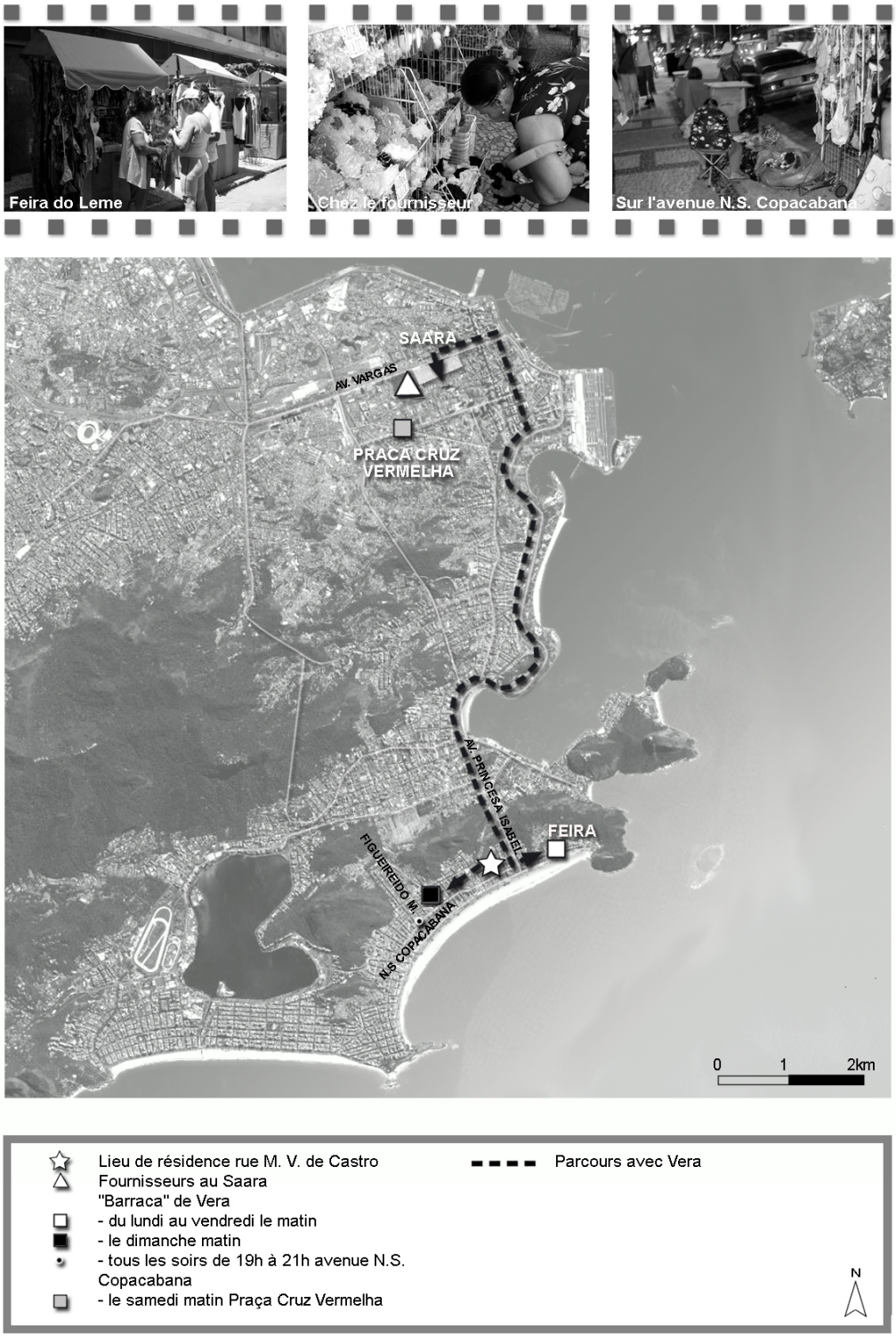
[26] Situé près du port, ce lieu a longtemps servi de refuge aux migrants syro libanais, juifs, grecs, espagnols et portugais qui arrivèrent à Rio à la fin du XIX ème siècle et au début du XXème siècle. Un grand nombre de ces migrants vont travailler comme colporteur en vendant de porte à porte ou dans les rues. Certains d´entre eux finirent pas « s´établir » en tenant boutique au rez -de - chaussée des petits immeubles de deux à trois étages, appelés *sobrados*, et en utilisant les étages comme résidence.

évolué avec le temps. Le SAARA carioca est considéré par un ensemble de chercheurs de Le Metro, comme un enchevêtrement de formes sociales et culturelles, comme une région morale (Park: 1926, in Grafmeyer & Joseph, op.cit, p.206) dans laquelle se rencontre une hétérogénéité de produits, de services, de négociations, de prix et où s´affirme l´existence d´un commerce de micro entreprises familiales et de liens stables entre clients et fournisseurs.

Suite à ma visite au SAARA avec dona Vera et en relisant mes notes et en sélectionnant mes images (recherche en 2005 avec les vendeurs de rue au Camelódromo, espace jouxtant le SAARA), j´ai fait le choix de recentrer mon approche sur deux thèmes : la construction de frontières entre des mondes marchands en coprésence, qui se côtoient, s´opposent et réinventent le bazar et les ressources de médiation pour se maintenir dans l´activité commerciale.

FIG.4 Une journée avec Dona Vera : à Leme, au SAARA et à Copacabana

© C. Reginensi, 12-2006



Un rapport privilégié avec la frontière

Les commerçants du Camelódromo et du SAARA et les vendeurs ambulants qui s´approvisionnent dans ces deux lieux, ont en commun un rapport privilégié avec la frontière et leurs origines (De Sousa Santos, 2001, pp. 347-356) :

►Ils marquent leurs espaces de commerce et dépassent en permanence les limites: les commerçants du SAARA -environ 1200 établissements commerciaux -installent une barrière physique qui délimitent les treize rues de leur bazar dont les trois principales sont Rua Alfândega, rua Senhor dos Passos et rua Buenos Aires, une pancarte très explicite indique que la Zone est interdite : aux voitures, vélos, tricycles, la rue est réservée aux piétons. De fait les vendeurs ambulants sont interdits dans ces rues mais ils apparaissent le 23 avril, jour de la St Georges, ils s´installent pour vendre au coin des rues, au milieu de celles-ci, les magasins du bazar sont fermées car cette date est un jour férié à Rio de Janeiro. Les commerçants du SAARA étalent leurs marchandises sur la rue et les limites entre rue et boutique sont brouillées en permanence. Du côté du Camelódromo, les frontières physiques ne sont pas aussi visibles. Elles se définissent entre « dedans et dehors », « in et off » diraient Michel Peraldi et Véronique Manry (2004), explorant le marché aux Puces à Marseille, entre « camelots da pista » (vendeurs à la sauvette autour du Camelódromo) et camelots du Camelódromo, ceux qui ont réussi à avoir un box dans ce marché populaire (Mafra, 2008), pour reprendre la terminologie carioca.

►Ils utilisent les origines (lieu de naissance de leurs parents ou grands-parents) et font un choix sélectif de celles-ci. Les deux marchés sont des lieux d´approvisionnement, ventes en gros, demi gros et au détail se mélangent mais aussi se démarquent, du moins au SAARA où deux prix sont systématiquement affichés sur les présentoirs. Les commerçants, dans les deux marchés, revendiquent des trajectoires passées de *mascate*, ou *sacoleiro* que l´on pourrait traduire par colporteurs et revendeurs *:*

Mes parents étaient dans la branche de la confection, alors j´ai hérité de cette culture de vendre des vêtements, nous sommes une tradition de vendeurs, qui a presque un siècle d´existence, mon grand-père était colporteur, il vendait de maison en maison dans toute la ville, il vendait à crédit, il notait tout sur un cahier….de nos jours même s´il y a internet, les revendeurs (sacoleiros) continuent d´exister (Entretien avec Kamal, février 2007).

Au SAARA, l´appellation joue sur les mots, pour affirmer ses origines alors même que le Sahara indique le désert dans le continent africain et ne se situe pas au Moyen Orient d´où sont originaires une majorité de ses commerçants. Par ailleurs, Kamal souligne la disparition progressive du commerce de gros dans cette zone de commerce populaire (la plupart des fils de commerçants ont fait des études et ne reprennent plus les affaires du père) et la venue de vendeurs aux origines asiatiques, en particuliers, les Coréens et les Chinois. Mais c´est cette référence aux origines de colporteurs et au commerce de gros qui est affichée en permanence dans les rues du SAARA (tee shirts des vendeurs, publicités, journal et radio locale, site internet) : *c´est la réputation du lieu, le SAARA c´est le lieu du commerce de gros et demi gros* (Entretien Kamal, février 2007)

Dans le Camelódromo, les vendeurs interrogés font aussi référence à leur propre trajectoire professionnelle comme ancien revendeur ou aux origines familiales, en lien avec un père ou un oncle qui, venant d´autres Etats du Brésil (Nordeste), a commencé à vendre dans toute la ville puis ensuite est venu s´installer dans cet espace, entre les rues Uruguaiana et Buenos Aires.

►Ils réinventent le bazar en négociant avec le pouvoir public.

Au SAARA, les commerçants sont adhérents à une association qui est considérée comme un modèle du genre (on la surnomme la Petite ONU). Avec ses 40 agents de sécurité, elle fait régner l´ordre et la propreté. Par le passé, ces commerçants ont lutté contre le gouvernement de l´Etat de Guanabara (quand Rio était la capitale du Brésil) ; celui -ci avait un projet de rénovation urbaine qui, à terme, devait faire disparaître le SAARA. Les commerçants ont su négocier en montrant que leur activité était une source de revenus pour l´Etat à travers le paiement d´une taxe sur les marchandises (ICMS). L´association des commerçants a son site[27], il existe un répertoire des magasins et à la lettre B figurent 30 boutiques dont plusieurs d´entre elles utilisent le mot bazar dans leur nom

Dans le Camelódromo plusieurs associations existent mais elles ne sont pas aussi structurée que celle du SAARA. Certains vendeurs ont rejoint le Mouvement Uni des Camelots, d´autres en sont partis. Une négociation et de nombreux conflits ont eu lieu entre camelots et la municipalité, pendant la phase de réaménagement des camelots, au sein d´un marché populaire d´Uruguaiana appelé le Camelódromo. Il s´agissait pour la Ville de faire accepter la taille des box (1mX1m) qui, selon les camelots était un espace trop petit comme surface de vente, ils ont réclamé le double de surface sans l´obtenir. Depuis l´inauguration du Camelódromo, les relations entre municipalité et vendeurs du Camelódromo sont de plus en plus tendues et conflictuelles (cfr **Docs 12 et 13**).

[27] www.saara.rj.com (consulté en octobre 2006)

Par ailleurs, dans les deux marchés, les pratiques commerciales se reconfigurent et s´adaptent à la modernité : l´utilisation de cartes de crédit et d´internet est de plus en plus fréquente. Kamal n´utilise pas internet mais il reconnaît qu´il devra s´y mettre, il convient de savoir s´adapter et savoir profiter des opportunités. Il travaille avec une quinzaine d´employés dont plus de la moitié sont des femmes, certaines sont en poste depuis plus de 10 ans et Kamal organise régulièrement des réunions pour tenir ses employés au courant de la vie de l´entreprise.

La mobilisation du fournisseur

Pour dona Vera, les fournisseurs du SAARA ou parfois du Camelódromo[28], font partie de son quotidien de camelot, elle se rend une fois par semaine dans cette zone commerciale. Mais la mobilisation du fournisseur représente une manière d´anticiper les incertitudes que son activité à la rue lui impose et elle ne considère pas son travail comme une forme de survie mais bien comme une micro entreprise. La mobilisation des relations familiales sont lointaines et les compétences de Dona Vera relèvent de son expérience longue dans les rues, dans ses voyages au Paraguay où, plus jeune, elle se rendait pour s´approvisionner. C´est elle qui a fait vivre sa famille, jeune veuve à l´âge de 34 ans, elle a organisé son travail et permis à ses quatre enfants l´accès à des études universitaires, ses trois filles occupent des positions sociales très différentes de la sienne. L´une d´elle vit en Italie et, est ingénieur, une autre habite à São Paulo est informaticienne dans la fonction publique, la troisième de ses filles habite Rio et vient de finir ses études d´ingénieur. Seul, son fils âgé de 21 ans n´a pas d´emploi mais a étudié jusqu´au lycée. En prenant de l´âge, elle aspire à consolider son « entreprise » en ayant des intermédiaires sûrs et fiables comme ce fournisseur ou encore un jeune homme qui lui indique de nouveaux endroits dans la ville, pour aller vendre. Son futur, elle ne le voit pas en commerçante établie mais en tenant un stand dans plusieurs foires à l´artisanat.

La réinvention de mondes commerciaux passe par ces interactions entre fournisseur et vendeur ambulant qui ont souvent en commun un goût pour la vente et le contact avec les clients et n´envisagent pas de prendre leur retraite. L´un et l´autre l´ont affirmé par ces mots : *Je pourrais me mettre à la retraite, j´ai cotisé mais ce n´est pas mon truc, je vais rester et mourir derrière le comptoir* !(Kamal)*. J´aime rencontrer des gens, Je ne veux plus m´arrêter de travailler et cela jusqu´à ma mort !* (Dona Vera).

[28] Elle dira préférer le SAARA considérant le lieu « plus authentique », elle y a ses habitudes, lors de la visite en sa compagnie j´ai effectivement perçu que le patron et des employés des magasins où elle se rendait, la connaissaient et l´appelaient par son prénom.

Suite à la visite du SAARA avec Dona Vera, je reviendrai à plusieurs reprises au SAARA et au Camelódromo pour observer les pratiques, les interactions et réaliser quelques entretiens. Ce travail de terrain a donné lieu à une communication au II Colloque International Villes et Commerces à São Paulo et publiée sous forme d´un article en ligne en 2010 (**doc. 18**)

III. ENTRE TOULOUSE ET RIO DE JANEIRO : DEPUIS 2003 UNE APPROCHE DU DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE. LA DIMENSION SOCIALE EN QUESTION

Cette approche s´est construite à partir de Toulouse, intégrant le laboratoire Laboratoire de Recherche en Architecture et m´associant au LISST-CIEU, et au FACI (ESS/UFRJ), je participe, avec ma collègue brésilienne Maria de Fatima Cabral Marques Gomes (effectuant un post doctorat de 3 mois), à une recherche exploratoire, dans le cadre du Programme Interdisciplinaire Développement Urbain Durable, intitulée *Sociétés et Espaces métropolitains face à l´injonction au développement durable : une approche international.* Ma collègue et moi nous nous inscrirons, en particulier au groupe de travail « Développement urbain durable et mobilisation des acteurs sociaux » qui a pour objectif une approche du développement durable comme un processus double : une forme d'injonction et une construction sociale. Ce projet va impulser aussi la mise en œuvre de coopérations autour de ces thématiques avec des collègues de l´Université de Montpellier (GESTER, EA 3766) et de l´IREMAM (UMR 6568) de l´université d´Aix en Provence. Comme le rappelle Alice Rouyer (2005) dans le rapport final de recherche, le projet a été guidé par « une conviction d´équipe, selon laquelle la notion de développement durable et à fortiori celle de développement urbain durable n´étaient pas à prendre comme des concepts stabilisés, mais plutôt comme le lieu et l´opportunité d´un processus de construction de sens, que nous avons fait le choix d´observer ». Les collègues français vont centrer le questionnement sur la comparaison des dynamiques de mobilisations locales, dans le cas de villes comme Berlin, Toulouse, Marrakech ou Dakar et qui vont se cristalliser autour d´un dispositif spécifique, les agendas 21 locaux. Dans le contexte de Rio de Janeiro, la participation à cette recherche collective a conduit ces dynamiques autour de la mise en

œuvre du Plan Stratégique de la ville, au dépend de la mise en place du Plan Directeur prévu par la Constitution[29].

Ce sera à partir d´un nouveau programme de recherche intitulé *La Petite fabrique locale du développement urbain durable* qu´une collaboration se mettra en place de manière plus forte entre le LRA et le FACI, collaboration qui prendra plusieurs formes : animation de groupes de travail, séminaires à Toulouse et à Rio et production d´articles. Une première opportunité me sera offerte, dès septembre 2005, en publiant -dans les actes du Colloque de l'Observatoire universitaire de la Ville et du Développement durable, 21-23 septembre 2005, Université de Lausanne *Développement urbain durable, gestion des ressources et gouvernance* , -les premiers éléments de la petite fabrique carioca du développement urbain durable (**doc 19**). Les collègues du LISST CIEU nous associeront ponctuellement à des échanges notamment lors des séminaires organisés à mi-parcours de leur recherche

Dans ce mémoire, je souhaite rendre visibles les réflexions qui nous ont guidés, de part et d´autre de l´Atlantique, et qui sont venues nourrir mes propres interrogations. Je soulignerai les différentes productions en termes de chapitre d´ouvrages et d´articles qui ont construit notre collaboration de recherche.

3.1. L´intervention dans les favelas et les espaces publics de la métropole

Les recherches menées conjointement au sein du FACI ont soulevé l'importance croissante de l'action publique orientée vers l'intervention dans des quartiers appelés favelas à Rio de Janeiro, taudis ou quartiers spontanés dans d'autres villes du monde, ou encore *slums* dans le contexte de l'Inde[30]. Pour analyser cette question, et depuis 2006, les

[29] A Rio de Janeiro, c'est à la municipalité que revient la fonction de définir son interprétation du «développement urbain durable » par l'intermédiaire de son nouveau plan stratégique, élaboré en 2002. C'est ainsi au nom de la « durabilité » que la ville vise à se conformer au standard des villes globales « flexibles » et « adaptables », tout en affirmant, conformément aux principes édictés dans la constitution brésilienne de 1988, la nécessité d'un dialogue avec ses administrés. C'est cependant à une autre échelle, celle du quartier, ou simplement du projet urbain opérationnel, que peuvent être identifiés un tissu d'acteurs disparates (associations, groupes de citoyens auto organisés, associations, syndicats, entrepreneurs- ambulants…) s'appropriant et interprétant à leur tour, autour d'enjeux ciblés, certains des impératifs édictés lors de la conférence de 1992.

[30] Mes collègues brésiliens s´investiront dans un projet ANR Exclusion sociale, territoires et politiques urbaines (S.E.T.U.P.) : Une comparaison entre l'Inde et le Brésil en 2006 et je participerais à deux séminaires un à São Paulo en août 2008 et un autre à Mumbai en février 2009.

différents chercheurs impliqués ont souhaité questionner la notion de « développement urbain durable », largement mobilisée par les institutions publiques et qui, semble-t-il, devait être analysée de manière plus approfondie. Il s´agissait d'interroger cette notion encore floue et de se centrer sur la dimension humaine et sociale du développement durable, à partir de l'étude des initiatives portées par les institutions publiques dans les favelas de Rio de Janeiro. Le développement humainement et socialement durable peut être défini comme la recherche d'un développement permettant l'amélioration du bien être humain, celui-ci étant déterminé par des caractéristiques personnelles (éducation, santé, libertés individuelles) ou collectives (cohésion sociale, niveau et répartition des richesses…). L'absence de certains facteurs à dimension sociale dans la perspective du développement durable a été soulignée (Sachs, 1999) ou encore, certains auteurs ont insisté pour dire que les aspects humains de la notion de développement durable sont souvent limités à la réduction de la pauvreté et des inégalités (Godard, 1994). Le triptyque généralement admis pour définir le développement durable (économique, environnemental et social) est en effet trop souvent réduit à la combinaison de deux éléments (l'économique et l'environnemental), voire à un seul (l'économique), attribuant ainsi une place secondaire à la dimension sociale (ou humaine), souvent délaissée à la fois dans les politiques publiques et dans une partie des études scientifiques. Notre réflexion a souhaité contribuer à mettre en lien ces trois piliers qui structurent l'approche en termes de développement durable, en mettant l'accent sur la dimension sociale. Pour cela, elle s'est appuyée sur le flou dans les définitions associées au concept et sur certaines insuffisances de la notion, en ce qu'elles « ne remettent pas véritablement en cause la pertinence d'ensemble et la capacité du développement durable à susciter des avancées dans l'analyse et la connaissance » (Boidin, 2004). En effet, les quartiers étudiés à Rio de Janeiro présentent, comme ailleurs, toutes les caractéristiques d'un développement qui semble aller à l'encontre de la durabilité : urbanisation non contrôlée bien souvent sur des territoires à risques, habitat précaire, implantation illégale des établissements humains (hors du cadre légal de la planification et de l'urbanisme). Néanmoins, ces espaces abritent des milliers de personnes qui œuvrent, dans leurs quartiers, à l'amélioration de leurs conditions de vie et d'insertion dans les dynamiques socio-économiques locales. Au travers de ces initiatives ou de ces investissements, dans le domaine de l'habitat ou dans celui du travail (installation de commerces informels par exemple), ces habitants développent souvent un fort attachement envers leurs lieux de vie. Si, avec le temps, ces quartiers, souvent considérés aux antipodes des ambitions du développement durable, ils sont peu à peu observés comme des espaces susceptibles d'abriter de nouvelles manières d'envisager la durabilité urbaine. En effet, contraints par leur durée dans l'espace urbain, tant en termes spatiaux que démographiques, et par le dynamisme économique ou les pratiques reconnues innovantes de certains de leurs

habitants, les pouvoirs publics ont peu à peu renoncé à les éradiquer de manière systématique, et s'engagent souvent dans leur réhabilitation in situ et dans un effort progressif pour les articuler ou les intégrer au reste de la ville. C'est ici tout le défi du programme municipal *Favela Bairro*, (Favela quartier), initié au début des années 1990 dans la métropole de Rio de Janeiro qui constitue un effort inédit d'investissement public en direction des favelas de la ville. Largement soutenu par des organismes internationaux (dans le cas de Rio la Banque interaméricaine de Développement), ce programme témoigne d'un changement de perspective en direction de ces espaces. Longtemps considérées comme provisoires et néfastes pour l'équilibre social urbain, les favelas deviennent peu à peu de nouveaux espaces avec lesquels la ville doit compter pour envisager un développement plus durable.

Se pose alors la question de savoir dans quelle mesure l'évolution de l'action publique en direction des quartiers de favelas traduit la reconnaissance d'autres formes de villes ou d'autres manières d'envisager l'espace urbain. L'injonction affichée par la Municipalité de Rio de Janeiro d'appartenir au groupe des « villes globales » (Sassen, 1991) conduirait-elle, aujourd'hui, à considérer d'autres manières d'envisager l'espace urbain, par la prise en compte de volets plus ordinaires de la ville ? (Robinson, 2006).

Au fil de nos enquêtes, nous avons surtout appris comment les habitants font la ville (Agier, 2009). C'est ce «faire ville», dans les interstices urbains (Bautes et Reginensi, 2008, **doc.20 et 21**), là où les individus et les groupes inventent leur existence, au jour le jour, voilà ce qui a guidé quelques-uns de nos travaux dans la perspective d'identifier, au travers de ces manières de faire, de nouvelles modalités de définition de la production durable de la ville.

Nous avons aussi retenu que nos deux axes thématiques -l'habitat des favelas et les espaces publics dans la métropole carioca- sont souvent à la rencontre entre le monde de l'aménagement et celui de la vie quotidienne des individus ou des groupes sociaux. Ils sont aussi au cœur de processus participatifs. Mais, selon comment on observe ces expériences, on ne voit pas les choses de la même manière. La littérature scientifique a abondamment rendu compte de ces effets d'optique, signalant que le renouveau participatif des années 1990 relevait davantage de logiques internationales et/ou gouvernementales *top down* alors que, de leur côté, les expériences des années 1970 s'inscrivaient prioritairement dans des logiques *bottom up*, notamment à travers la mobilisation de mouvements sociaux urbains à l'échelle des quartiers (Bacqué et al. 2005).

La participation peut prendre de multiples visages, ainsi la démocratie participative peut être une modalité de la démocratie locale et représentative (conception instrumentale) ;

la démocratie participative peut aussi être envisagée comme une alternative à la démocratie représentative (conception radicale), enfin, la démocratie participative est peut être envisagée comme complémentaire de la démocratie représentative (conception de la gouvernance). Quel que soit l'angle d'approche, la participation doit être perçue comme un processus aux temporalités longues et incertaines qui sont à articuler avec les modalités de production de durabilités urbaines.

Plusieurs séries de travaux ont été mobilisées pour construire notre réflexion. Dans la ville, le développement durable met à jour des contradictions, des enjeux ainsi que le positionnement de multiples acteurs. En cela, il doit s'inscrire dans une triple échelle (Brodagh, 2003) prenant en compte une dimension temporelle (le court et le long terme), une dimension spatiale (entre local et global) et une dimension systémique (complexité de problèmes et multiplicité d'acteurs se confrontent à la nécessité d'agir dans un cadre simple). Dans le contexte des villes brésiliennes et de Rio de Janeiro en particulier, ces dimensions se retrouvent et sont en permanence débattues (Acselrad et al. 2001 ; Veiga, 2005).

Comme l'indique Marcel Jollivet (2001), l'idée de développement durable est aussi une invitation pour tenter de passer de « l'utopie au concept » en soulignant la nécessaire interdisciplinarité qui doit s'instaurer pour prendre en charge la complexité de la notion et, par là même, la capacité réelle de la recherche à contribuer à la faire passer dans l'action. Par ailleurs, d'autres auteurs consultés lors de nos recherches (Mathieu et Guermont, 2005) ont montré la pertinence d'observer de manière attentive les pratiques et les analyses des chercheur « pour qui l'utopie de la ville durable introduit, du fait même de la difficulté de sa mise en œuvre, une discontinuité dans les systèmes de connaissance (...). Oser affronter la question 'Qu'est-ce que la ville durable ?' comme une question scientifique à instruire a-t-elle des conséquences épistémologiques ? S'agit-il d'un nouveau paradigme et, si la réponse est positive, entraîne-t-elle une rupture épistémologique ou un aménagement des connaissances antérieures ? » (Mathieu et Guermont, 2005 : 18). Nous avons essayé modestement de contribuer à une exploration de la notion à partir de nos expériences de recherches (comme sociologue, anthropologue, géographe, juriste et historien) et de nos interactions avec l'acteur «habitant-citoyen», en proposant une lecture de la métropole de Rio de Janeiro à l'épreuve du développement urbain durable. Pour ce faire, nous nous sommes intéressés à la fois aux dimensions économiques, environnementales, à la signification sociale mais aussi à l'inscription des acteurs dans des règles institutionnelles qui sont toujours présentes sur nos terrains d'études.

Nous avons cherché à explorer avec plus d'attention les processus à l'œuvre autour de la fabrique du développement urbain durable (DUD) dans l'univers de favelas situées dans des quartiers différents de la ville et dans l'aménagement urbain, notamment du bord

de mer de la plage de Copacabana (**doc22 et 23**). L'étude de la fabrique locale du DUD va fortement s'appuyer sur des projets municipaux qui engagent une série d'acteurs locaux ou supra-locaux (d'échelle fédérale ou internationale). Ces projets révèlent certes, de la part de leurs concepteurs, une même volonté publique de participer à la pérennisation d'une ville répondant à l'injonction du développement urbain durable mais redéfinissent aussi les enjeux de la participation citoyenne à habiter la ville et à s'approprier les espaces collectifs comme la plage ou la rue.

Trois lieux d´enquête pour débattre de la petite fabrique carioca du développement urbain durable

Dans la perspective d'étudier les processus à l'œuvre autour de la fabrique du développement urbain à Rio de Janeiro, l'équipe de recherche autour de Fatima Gomes a adopté une démarche associant une analyse critique du nouveau Plan Stratégique de la ville, élaboré par la municipalité de Rio en 2002, à l'étude de trois projets portés par la municipalité.

Au travers de l'identification des stratégies et des conflits d'acteurs qui se structurent autour de ces projets, il est ainsi possible d'appréhender la complexité inhérente à la production de la ville durable à la fois au niveau programmatique et à l'échelle des individus et des groupes, qu'ils soient entrepreneurs, visiteurs ou militants.

L'étude des fabriques locales du DUD s'appuie sur trois projets portés par la municipalité de Rio de Janeiro, engageant une série d'acteurs connexes sans cependant impliquer d'autres sphères du pouvoir local (principalement la Chambre municipale – *Câmara Municipal*). Eu égard à leurs domaines d'intervention, chacun de ces projets compte avec la participation d'entreprises privées dans le cadre de partenariats avec la municipalité (entreprise Orla Rio), d'organisations non gouvernementales (*Fundaçao Bento Rubiao*), ou Coopérative Orla Legal regroupant des tenanciers des Kiosques, accompagnant ou portant les projets, et/ou avec celle de représentants de la société civile, souvent positionnés en réaction face à ces initiatives.

En cela, l'analyse de leur mise en œuvre, de la nature des actions engagées et des stratégies que ces projets contribuent à structurer révèle les logiques à l'œuvre dans une arène publique locale (Cefaï et Trom, 2001) essentiellement orientée autour des objectifs définis par la municipalité dans le cadre du Plan Stratégique.

Les projets choisis pour l'étude concernent les espaces suivants :

►**LE FRONT DE MER DE COPACABANA**, récemment objet d'un projet de réhabilitation qui consiste, dans sa phase actuelle, à réaménager les kiosques de vente de nourriture et de boissons. Cette initiative met en évidence à la fois les enjeux économiques et symboliques de cet espace autour duquel convergent des flux de touristes et d'habitants, et les stratégies inhérentes à sa valorisation.

►**LA FAVELA ROCINHA**, qui dispose aujourd'hui du statut de Région Administrative de la ville, mais dont l´occupation du sol demeure pour la majeure partie illégale. Depuis quelques années, Rocinha est soumise à une réflexion d'envergure en vue de sa réhabilitation. Outre un projet qui engage un vaste projet urbanistique encore à venir, une entreprise engagée par l'Etat fédéral vise à régulariser le sol urbain, par l'intermédiaire de l'attribution de titres de propriétés à ses occupants. Ce processus de régularisation foncière est une étape déterminante pour envisager l'intégration de cet espace aux dynamiques de la ville dite « formelle ».

►**LA FAVELA *MORRO DA PROVIDENCIA***, objet d'un programme de réhabilitation, *Favela-Bairro*, terminé en 2000 et, depuis 2003, d'une initiative municipale visant à sa valorisation à des fins touristiques, structurée autour de la mise en place d'un « musée à ciel ouvert ». Matérialisé par un itinéraire marqué au sein de la favela, passant par plusieurs édifices protégés au titre du patrimoine national, ce projet marque un renouveau dans le traitement des favelas par les pouvoirs publics, mettant l'accent sur les potentialités économiques inhérentes à sa valorisation touristique et culturelle.

Personnellement, j´ai été responsable de l´enquête portant sur le projet du front de mer de Copacabana. A la suite de cette recherche menée en 2006, mon séjour s´étant prolongé, j´ai pu continuer des entretiens et des observations de cette scène urbaine en mouvement et en controverse que je relaterai dans le tome II du mémoire. Dans ce document de parcours de recherche, je tiens à souligner la manière dont l´ensemble des chercheurs du groupe Favela e Cidadania (FACI) a construit la méthodologie d´approche et un cadre de référence commun pour aborder le Développement urbain durable.

Les trois terrains choisis ont été étudiés entre avril et septembre 2006. Chaque site a fait l'objet d'une mission d´un mois d´enquête, avec la coordination de Fatima Gomes et la participation, pour la passation des questionnaires, de plusieurs étudiants du FACI.

Fig. 5 Synthèse Terrains et méthode d'enquête

Période	**Site et projet**	**Chercheur responsable**	**Questionnaires appliqués et Entretiens avec Acteurs**
15 avril/15 mai	Copacabana, projet Orla Rio : Réaménagement des Kiosques du front de mer	Caterine Reginensi	113 questionnaires. Selon 4 catégories d'acteurs : ceux qui tiennent les Kiosques, les vendeurs ambulants, les habitants du quartier, les touristes et ceux qui fréquentent occasionnellement les lieux Des entretiens auprès de l'entreprise Orla Rio concessionnaire du site, de la mairie (Plan stratégique et IPP) et de professionnels (architectes, avocat /militant d'une association « OrlaLegal » qui préparait un contre-projet
Août /septembre	Rocinha, projet de régularisation foncière	Rafael Soares Gonçalves	100 questionnaires auprès des habitants du quartier Barcellos, dans la Favela de Rocinha Entretiens : Fundação Bento Rubião en charge du projet de légalisation foncière, association des habitants, ITERJ.
Septembre	Morro da providência et Cidade do Samba - Programme et processus de revitalisation du centre	Nicolas Bautes	80 Questionnaires auprès des habitants Entretiens : Associations des habitants, Mairie, Coordinatrice du Forum démocratique d´accompagnement du Plan Directeur, Responsables d´associations culturelles, IPHAN

Nous avons considéré que dans l'urbain, le développement durable met en évidence des enjeux et des contradictions qui conduisent à des stratégies diverses émanant de

multiples acteurs.[31] Ainsi, les entretiens ont été organisés autour de plusieurs dimensions des projets et de leur mise en œuvre :

►Le contexte et la généalogie du projet et de ses acteurs,

►Les dimensions : politiques, institutionnelles, juridiques, économiques et financières et enfin, la question de la participation.

Pour chacun des projets étudiés, dans les questionnaires, ces dimensions se retrouvent centrées autour de l'individu, de son parcours professionnel et résidentiel.

L´analyse porte une attention spécifique sur les modalités selon lesquelles l'individu se représente son lieu de vie, de travail, et le projet face auquel il est confronté, dans son actualité et dans ses évolutions futures.

Les projets initiés dans chacun de ces espaces révèlent une même volonté publique de participer à la fabrique d'une ville répondant à l'injonction au développement urbain durable. Chacun d'eux engage des systèmes d'acteurs spécifiques et des modes d'intervention différents, participant à mettre en évidence les déterminants de la politique urbaine de Rio de Janeiro.

Une vision du DUD en partage

Mobiliser la notion de développement urbain durable à ces fins engage l'objectif d'identifier les potentiels mais aussi les limites des interventions urbaines dans la métropole carioca dans une analyse de la durabilité qui n'est plus une notion abstraite mais bien la condition complexe du développement territorial. Cela implique aussi de discuter de la mobilisation de ressources des acteurs en présence, considérant différentes échelles d'actions et la diversité des espaces en mutation dans la métropole, tout en considérant la spécificité de chaque lieu et la nature de chaque intervention publique. Ainsi, pour l'ensemble des chercheurs, la notion de développement urbain durable ne peut pas être assimilée à une connaissance ou une technique nouvelle à acquérir, cette notion, aux contours instables, doit plutôt être considérée comme une prise de conscience et un changement de paradigme **(docs 23**, **24 et 25**).

La vision du DUD que nous partageons et interrogeons, au fil de nos travaux, est celle d'un développement négocié et participatif. En ce sens, je me suis demandée, en revisitant nos recherches sur cette thématique :

[31] En cela nous avons suivi le protocole d´enquête proposé par l´équipe de recherche du programme PUCA sous la coordination d´Alice Rouyer-LISST-CIEU

► En quoi nos disciplines respectives apportent une pierre à l'édifice de la fabrique de ce développement *(in)soutenable* qui se construit et dont nous sommes partie prenante, et comment les croiser pour en faire une ressource pertinente pour un développement urbain plus durable ?

► Comment se construisent de nouvelles « arènes publiques » (Cefai & Trom, op.cit.) là où la métaphore de la barbarie persiste, quand danger et pollution sont mis en avant dans des espaces vécus par des populations considérées souvent comme des citoyens de deuxième zone[32] ?

► Comment se négocient les identités - y compris les nôtres - dans un élargissement des notions de citoyenneté – citadinité, sachant que pour nos collègues brésiliens, les deux mots ne font qu'un (*cidadania équivaut à citoyenneté et citadinité)* ?

► Quels sont les risques et les situations de vulnérabilité que les acteurs au quotidien affrontent dans les favelas ou les espaces publics, mais aussi comment de multiples stratégies viennent interroger, perturber les cadres normatifs ?

► Comment des programmes de recherches sur des questions autour de la dialectique formel-informel dans les métropoles et autour du DUD - abordées comme des constructions et des catégories sociales -, peuvent être aussi des référentiels pour des politiques publiques plus inclusives ?

► Informalité et durabilité sont-elles si incompatibles ? Jusqu'où y a-t-il une intégration de l'informel dans et par l'espace urbain formel ?

► Enfin, de quel processus sommes-nous les témoins dans les favelas, dans les espaces publics de Rio de Janeiro : un processus d'absorption, d'assimilation, d'imposition ?

Je ne prétends pas apporter des réponses à tout cet ensemble de questions, elles ont été cependant abordées au cours de bientôt dix ans de collaboration de recherche.

[32] Voir à propos de la favela carioca les travaux de Licia Valladares (2005) sur la question de favela et de l´environnement l´article de Rafael Soares et Bruno Alves França (2010) et sur l´accessibilité de l´espace public souvent nié aux plus pauvres dans les métropoles d´Amérique Latine, une communication présentée en novembre 2010 (**doc 26**)

3.2. La métropole de Rio revisitée : une ethnographie des pratiques de commerces et services. Diverses expressions du formel et informel

C´est aussi à la suite de ce travail sur le développement urbain durable et sa petite fabrique locale que j´ai pu mener un travail d´ethnographie urbaine en vue de préparer cette habilitation. Tout d´abord, fin 2006, début 2007, j´ai mené une enquête auprès de camelots entrepreneurs que j´avais rencontrés lors de la recherche en 2005, afin de mieux comprendre les ressources mobilisées par ces individus ou groupes dans l´économie urbaine et celle de la plage en particulier. Je vais mettre en place une grille d´analyse des espaces et des situations dans les trois lieux explorés en 2005 de manière à cartographier les lieux du *camelotagem* (activités des camelots) dans des séquences d´espace-temps. Dans le tome II de ce mémoire, je présenterai des scènes urbaines en mouvement comme introduction à l´enquête ethnographique qui s´est ensuite poursuivie avec les camelots et leurs fournisseurs tout en accordant leur place à des non humains (Latour, 2006) à savoir les dispositifs matériels et les cartes de visite utilisés par les camelots.

Enfin, suite à ce projet, une opportunité de passer un an comme chercheure invitée m´a été offerte.

L´objectif de ce nouveau projet et sa réalisation entre novembre 2009 et octobre 2010 s'inscrit dans le prolongement de recherches réalisées par le Groupe de Recherche « Favela e Cidadania » et, par le LRA/ENSAT et, il se situe dans la perspective de donner plus de visibilité à un travail sur les pratiques, entre formel et informel, d´acteurs commerçants ou prestataires de services, dans la métropole de Rio de Janeiro, recherche commencée depuis 2005.

Par ailleurs, ce nouveau projet souhaitait approfondir la compréhension des pratiques et des stratégies d'acteurs, notamment des prestataires de services sur la plage de Copacabana, dans le contexte de la métropole de Rio de Janeiro. Notre préoccupation était de mieux contextualiser les relations sociales et économiques des sujets impliqués dans ce type d'économie. Pour ce faire, la dimension économique a été interprétée à partir d´espaces différenciés de la métropole carioca et selon une lecture approfondie des trajectoires de vie des individus. Ainsi, le contenu des activités et le parcours des acteurs entre activités formelles et informelles, ont été analysés en se référant à des espaces locaux et plus globaux. En outre, il convient de souligner que ces activités se caractérisent par des formes de gestion qui légitiment un débat plus large : autour des dynamiques produites par ces

activités de commerce et services dans la future ville olympique (2016) et autour de la participation de ces acteurs urbains pour un développement « soutenable » de la ville.

Dans ce nouveau projet de recherche, j´ai insisté sur trois points principaux :

1. Considérer l'activité de commerce de rue et de la plage comme une activité de travail productrice de revenus non négligeables ; ce qui implique d´analyser le développement de cette économie urbaine en lien avec la question des inégalités sociales observées dans la métropole ;

2. Continuer la recherche anthropologique basée sur l´observation participante de situations, entre formel et informel, vécues par les individus et groupes. Ce qui signifie considérer l´informalité comme une des principales forces organisatrices du social, qui régit des comportements et des formes différenciées de sociabilité, autrement dit l´informalité fait partie de **l'expérience d´habiter, travailler et vivre dans la métropole étudiée**.

3. Restituer la recherche ce qui m´a mise en situation de donner sa place à la problématisation des interactions culturelles et politiques qui sont en jeu dans le rapport chercheur/interviewé et à inventer des dispositifs de restitution. Par ailleurs, j´ai fait le choix de m´intéresser à des contradictions, à des éléments du contexte souvent inexpliqués, sans perdre de vue la métropole comme un tout mais sans chercher à l´aborder dans sa totalité.

Cette réflexion et mon expérience de recherches précédentes m´ont conduite à formuler trois questions principales qui ont guidé cette nouvelle recherche et d´envisager aussi d´effectuer un va et vient entre la plage, terrain déjà exploré et un lieu dans la forêt de Tijuca où des habitants organisent un projet socio-économique, soucieux de l´environnement et qui vient apporter une vision plus nuancée de la question sur l´informalité

►Ces activités de commerce et de services peuvent-elles être considérées comme une ressource qui permet de compenser le manque de bénéfices matériels conduisant au processus d´inclusion/exclusion ?

►Ces formes de travail peuvent – elles assurer l'avenir « soutenable » de générations, en rendant possible aussi bien la formation que le développement d´activités et au-delà une insertion au marché du travail ?

►Dans quelle mesure ces activités développées, entre formel et informel, peuvent-elles être considérées comme innovantes ?

L´objectif de la deuxième partie de ce mémoire est de faire connaître les éléments d´analyse de ces deux recherches inédites, en France[33].

L´arène locale, comme la plage ou la forêt de Tijuca à Rio, servira de lieu d´observation des interactions et des controverses dans la fabrication de la métropole de Rio de Janeiro. Enfin, en conclusion, il s´agira de dégager des perspectives concrètes de recherches en mettant l´accent sur une approche du social et du sensible dans la ville, en lien avec ma toute récente participation à un programme de recherche et à mon implication future dans l´Institut de la ville à Toulouse[34].

[33] La recherche réalisée en tant que chercheure invitée a fait l´objet d´un rapport en portugais, remis en octobre à la FAPERJ et d´un article présenté dans le cadre du XI Congrès Afro Luso brasileiro de Sciences sociales, Salvador de Bahia, 8 au 10 août 2011, Groupe de travail 30 **Renovação urbana e grandes eventos: mobilizações coletivas, políticas públicas e práticas informais na concepção, produção e gestão da cidade** (Rénovation urbaine et grands évènements : mobilisations collectives, politiques publiques et pratiques informelles dans la conception, la production et la gestion de la ville) coordonné par Rafael Soares et Nicolas Bautes

[34] Projet de recherche du LRA financé par La Région Midi Pyrénées *Transformation d´une image de ville par concertation et médiation artistique. Le cas de Graulhet.*
Communication *Ethnographie urbaine des pratiques formelles informelles dans la métropole de Rio de Janeiro* au Séminaire de l´Institut de la ville, 1 avril 2011

Liste des travaux présentés

Doc 1 *Vouloir la ville : du business à la citoyenneté en Guyane française*, Montpellier, Editions de l'Espérou, Ecole d'architecture, 1996, 150 p.

Doc 2 « Rythmes de vie et loisirs des jeunes en Guyane », communication dans les Acte du Colloque Revoir la ville, juin 1999, p.273-293

Doc 3 « Evolutions et enjeux des relations inter-ethniques dans la ville de St Laurent du Maroni, Guyane Française », in Boumaza, N.et al. *Relations interethniques dans l´habitat et dans la ville. Agir contre la discrimination, promouvoir les cultures résidentielles*. Paris, L´Harmattan, 2003, pp. 235-254

Doc 4 « Habitação, participação e sustentabilidade :abordagem comparativa Guiana Francesa/Brasil". In : Cabral Marques Gomes F. Carvalho Pelegrino A.I. *Política de habitação popular e trabalho social*. Rio deJaneiro, Editions DP&A Coleção espaços do desenvolvimento. pp. 129-150

Doc 5 Qu'est-ce que la ville pour les habitants d'Amazonie française et brésilienne ? : Les services commerciaux informels ou le défi du vendeur ambulant, communication présentée le 10 Mai 2001 Réseau PRISMA, Toulouse, publiée sous la forme d´un article remanié en espagnol ; Revista *Virajes,* n° 4 « Ciudades » Universidad de Manizales, Departamento de antropologia, sociologia, Colombia,2002

DOC 6 Rapport de recherche Rio de Janeiro et ses espaces résidentiels : entre homogénéisation et hétérogénéisation, Programme PUCA *Habiter quelle ville? Situations d'homogénéisation résidentielle et (re)définition de l'urbain et de l'urbanité dans les Amériques,* 2002, 60 p.

Doc 7 "Rio de Janeiro: dois mundo num só lugar. Abordagem da violência a través da mobilidade cotidiana." *Scripta Nova. Revista electrónica de geografía y ciencias sociales*. Barcelona: Universidad de Barcelona, 1 de agosto, vol. VII, núm. 146(132). http://www.ub.es/geocrit/sn/sn-146(132).htm

Doc 8 et Doc 9 Pratiques citadines : entre îlots et réseaux et Frontières et remise en cause de l´urbanité in Capron, G (dir) *Quand la ville se ferme. Quartiers résidentiels et sécurisés.* **Chapitres 5 et 6,** pp.113-185. Paris : Editions Bréal. Collection d´autre , 2006

Doc 10 *Desigualdades e exclusão nas metrópoles brasileiras : alternativas para seu enfrentamento nas favelas do Rio de Janeiro.(*Inégalités et exclusion dans les métropoles brésiliennes : alternatives pour leur affrontement dans les favelas de Rio de Janeiro) Rio de Janeiro : Editora da Arco Íris. 144p.avec Maria de Fatima Cabral Marques Gomes, Ana Izabel de Carvalho Pelegrino et Lenise Lima Fernandes

Doc 11 « Novo olhar no mundo da globalização: experiências urbanas de vendedores ambulantes no Rio de Janeiro(Brasil) e em Marselha (França) e construção de um quadro de pesquisa comparativa". In Gomes, Maria de Fatima Cabral Marques (org.) *Cidade, transformações no mundo do trabalho e políticas públicas. A questão do comércio ambulante em tempos de globalização*. Rio de Janeiro,Editora DPA. Chapitre 12, pp.200-217, 2006

Doc 12 « Vendeurs ambulants à Rio de Janeiro : expériences citadines et défis des pratiques urbaines »,30p. *Cybergéo,* n 368, avec Maria de Fatima Cabral Marques Gomes, mis en ligne le 19 mars 2007, modifié le 23 avril 2008. URL : http://cybergeo.revues.org/4870

Doc 13 « Les commerçants et leurs clients à Rio de Janeiro » *Espaces et Sociétés,* n° 135, décembre 2008 p.79-98, avec Maria de Fatima Cabral Marques Gomes et Nicolas Bautès

Doc 14 « Evolutions et enjeux des stratégies résidentielles en Guyane française : l'exemple de l'habitat spontané comme lieux ressource », in DANSEREAU F., NAVEZ-BOUCHANINE F., *Gestion du développement urbain et stratégies résidentielles des habitants*, Paris, L'Harmattan, Coll. Villes et entreprises, 2003 chapitre 12, pp. 271-309

Doc 15 « Une figure du territoire en mouvement : le vendeur ambulant transfrontalier en Amazonie » in Capron, G. Cortès, G., Guétat-Bernard H. *Lieux et liens de la mobilité : ces autres territoires. 2005,* Chapitre 16. pp.291-310, Editions Belin, collection Mappemonde

Doc 16 « Entrepreneurs de la mobilité : taxis et motos -taxis à Rio de Janeiro », communication, Colloque International Festival Taxi, La réponse spontanée, Institut de la ville en Mouvement, Lisbonne Fondation Calouste Gubelkian, 21 et 21 septembre 2007 avec Sarah Wickenburg, http://www.ville-en-mouvement.com/taxi/telechargements/PReginensi-Wickenburg.pdf, consulté le 19 juin 2011

Doc 17 "Empreendedores da mobilidade: Táxis e mototáxis no Rio de Janeiro (Brasil)**"** Simpósio Coordinatrice du groupe de travail "Produção do espaço nas grandes metrópoles: processos, trajectórias e construção de identidades" II Congreso Latinoamericano de Antropologia - 28 - 31 Juillet 2008, San Jose de Costa Rica.Cdrom

Doc 18 "Fronteiras numa área de comércio popular do Rio de Janeiro: SAARA e Camelódromo, fornecedores de camelôs III Colóquio Internacional sobre comércio e Cidade: uma relação de origem, Sessão Temática: Olhares sobre a troca, São Paulo, 8 - 10 Septembre 2010 editora FAU –USP Cdrom ISBN 978-085088126-89-3

Doc 19 « Le Développement urbain durable à l'épreuve des pratiques et des politiques urbaines à Rio de Janeiro (Brésil) » Communication au Colloque de l'Observatoire universitaire de la Ville et du Développement durable Université de

Lausanne *Développement urbain durable, gestion des ressources et gouvernance* cdrom, 21-23 septembre 2005

Doc 20 « La marge dans la métropole de Rio de Janeiro : de l'expression du désordre à la mobilisation de ressources »**,** Revue *Autrepart,* n°47, pp.149-168, 2008 avec Nicolas Bautès

Doc 21 Olhares cruzados antropologia e geografia. Atores, espaços e sustentabilidade nos territórios urbanos. *Diez años de cambios en el mundo, en la Geografía y en las Ciencias Sociales, 1999-2008. Actas del X Coloquio Internacional de Geocrítica*, Universidad de Barcelona, 26-30 Mai 2008. http://www.ub.es/geocrit/-xcol/73.htm, avec Nicolas Bautès

Doc 22 "Rio de Janeiro, cidade espetáculo -O projeto Orla Rio: que sustentabilidade é essa?"In, Cabral, M.F.M.G, Lima Fernandes, L., Maia, R. (orgs). *Interlocuções urbanas, cenários, enredos e atores*. Rio de Janeiro: Editora Arco Iris, pp.141-160, 2008

Doc 23 « Práticais formais e informais na cidade(in)sustentável" In Cabral, M.F.M.G, Barbosa, M.J.de Souza, Cidade e sustentabilidade: Mecanismos de controle e resistência, Rio de Janeiro, Terra Vermelha editora, 2010, pp.125-140

Doc 24 "Desenvolvimento (In)sustentável na Orla de Copacabana (Rio de Janeiro): atores, recursos e processo participativo" *Colloque Internationa l: Développements de/contre la pauvreté- Médiations théoriques, techniques et politiques* **-**Montes Claros, MG, Brasil, 21 - 23 août 2008 ISSN 1984-4328, www.unimontes.br/coloquiointernacional/arquivos2.php .

Doc 25 "Práticas (in) formais e mobilização coletiva na Orla de Copacabana e na floresta da Tijuca, Rio de Janeiro" –Brasil Communication au XI Congresso Afro Luso Brasileiro de Ciências sociais, Salvador de Bahia, 8 -10 Août, GT 30 **Renovação urbana e grandes eventos: mobilizações coletivas, políticas públicas e práticas informais na concepção, produção e gestão da cidade** http://www.xiconlab.eventos.dype.com.br.

Doc 26 « Espaces publics en reconfiguration, une approche par les pratiques socio spatiales » communication au colloque *Citoyenneté et espaces urbains dans les Amériques et en Europe*, Toulouse, 18 et 19 novembre 2010, publié http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00544214/fr/ 8 décembre 2010.

Caterine Odile Reginensi

CURRICULUM VITÆ

Septembre 2011

1. DONNÉES PERSONNELLES ET PROFESSIONNELLES

Position actuelle : Maître Assistant des Ecoles d'Architecture en Sciences Humaines et Sociales, chercheur au LRA, Laboratoire de Recherche en Architecture LRA Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Toulouse. Associée au FACI (Favela e Cidadania) Ecole de Service Social/Université Fédérale de Rio de Janeiro-ESS/UFRJ et au LISST /CIEU-Université de Toulouse Le Mirail

Habilitation à diriger la Recherche en cours de finalisation, soutenance prévue en 2012

Date de Naissance : 10 décembre 1951

Lieu de Naissance : Sousse, Tunisie.

Adresse professionnelle :

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Toulouse

LRA 83, rue Aristide Maillol

B.P. 10629- 31106 Toulouse Cedex

Téléphone : +33 (0)5 62 11 49 04

Fax : +33 (0)5 62 11 50 49

E-mail : creginensi@gmail.com

Adresse personnelle : 46, Allées Charles de Fitte 31300 Toulouse

Portable : +33 (0)6 18 878471

1.1.Formation

Doctorat Thèse de Doctorat en Sociologie -Université de Paris VIII, 1986

« La « mémoire » des femmes en Catalogne Nord : aspects passés et présents du travail féminin ». Directeur Paul De Gaudemar.

DESS Urbanisme et Aménagement, Institut d'Urbanisme de Grenoble, 1978

Qualifiée en sociologie sur les listes de Maîtres de Conférences des Universités (1998)
Rapporteur : Yves Grafmeyer

1.2 Histoire professionnelle

Novembre 2009 à octobre 2010 Chercheure invitée, boursière de la Fondation Chagas (FAPERJ) Etat de Rio de Janeiro, Groupe de Recherche Favela e Cidadania Université Fédérale de Rio de Janeiro

Depuis 2003 : Maître Assistant des Ecoles d'Architecture en Sciences Humaines et sociales pour l'Architecture à l'école Nationale Supérieure d'Architecture de Toulouse

Chercheure au Laboratoire de Recherche en Architecture – Chercheur associée au FACI ESS /UFRJ, Rio de Janeiro Brésil et au LISST /CIEU Centre Interdisciplinaire d'Etudes Urbaines UMR 5053 du CNR

- 1996 à 2003 Maître Assistant des Ecoles d'Architecture en Sciences Humaines et sociales à l'école d'Architecture Languedoc Roussillon (Montpellier).
- 2000 à 2003 Chercheur au GRAL (Groupe de Recherche sur l'Amérique Latine, UMR 5135) Université Le Mirail, Toulouse
- 1997-1999 Chargée de cours en sociologie, DEUG Administration Economique et Sociales Université Antilles Guyane, Cayenne
- 1993 à 1996 Enseignant vacataire, École d'Architecture de Montpellier
- Depuis 1996 Consultante en anthropologie du développement :

Mission de consultante pour le BIT (Bureau International du Travail) Genève, Programme STEP « Stratégies et Techniques contre l'exclusion sociale et la pauvreté »:

- Elaboration d'un *Working Paper* sur les territoires de l'exclusion et les inégalités dans les villes brésiliennes en collaboration avec Fatima Gomes, Ecole de Travail Social, Université Fédérale de Rio de Janeiro (2004-2005)
- Formatrice dans le cadre du programme « Percurso lúsofono » destiné aux acteurs locaux BIT/STEP Lisbonne septembre 2006
- Formatrice dans le cadre d´un programme d´appui au Ministère de l´habitat marocain, Séminaire et visites de sites à Rio de Janeiro, octobre 2008

- 1991-1995 Chef de projet Développement Social Urbain dans l'Hérault pour la commune de Pézenas
- 1979-1990 Chargée d'études à Grenoble, Perpignan dans différents bureaux d'études en urbanisme

2. RECHERCHE

2.1 Thèmes de recherche développés

- Mobilités, réseaux et compétences dans le processus d'accès à l'urbain des populations de Guyane et du Brésil, les commerçants ambulants transfrontaliers, les camelots et prestataires de services et artistes à Rio de Janeiro
- Approche du processus d'exclusion et redéfinition de l'urbanité : le cas des favelas de Rio de Janeiro.
- Politiques urbaines et dimension sociale du développement durable. Relations mobilisées dans la création d'une activité économique : les vendeurs ambulants, entre survie et conflit pour l'usage de l'espace à Rio de Janeiro

2.2. Participation à des Programmes internationaux de coopération et à des missions de recherches

2000- 2003 : Rattachement au Groupe de Recherche sur l´Amérique Latine (GRAL, UMR CNRS5135 Université de Toulouse Le Mirail, participe au Réseau PRISMA coordonné par Jérôme Monnet et se rattache au Groupe de Recherche Favela e Cidadania (FACI) de l´Ecole de Service social Université Fédérale de Rio de Janeiro,

2002 : Participe au programme de Recherche *Habiter quelle ville ? Situations d´homogénéisation résidentielle et re -définition de l´urbain et de l´urbanité*, PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture) rattachée à l´équipe FACI de Rio de Janeiro

2003-2008

Ma mutation à l'Ecole d'Architecture de Toulouse en septembre 2003 a été suivie de mon rattachement au Laboratoire de Recherche en Architecture- LRA anciennement Groupe de Recherche Environnement Conception Architecturale et Urbaine (GRECAU). Mon intégration au laboratoire a pour but de mieux définir une stratégie de recherche portant sur le développement urbain durable et traiter plus particulièrement de la dimension sociale de ce développement. J'ai également rejoint en 2003 l'équipe de recherche du LISST /CIEU (Centre Interdisciplinaire de Recherche Urbaine) sur un programme du CNRS « Sociétés et espaces métropolitains face à l'injonction au développement durable: une approche internationale ». Ce programme a servi à consolider les liens entre les deux laboratoires (GRECAU/CIEU) d'une part et, d'autre part à établir des bases de collaborations avec la FAU/UFRJ (Faculté d'Architecture et l'Ecole de Travail Social. Nous avons les uns et les

autres participer à une réflexion visant à :

- Situer la notion de Développement urbain Durable (DUD) dans son contexte d'émergence et expliciter son contenu;
- Donner une place centrale à la dimension humaine et sociale du DUD et affirmer la légitimité des populations à aspirer à un développement économique et social
- Considérer que le DUD est l'expression d'une problématique qui tente de concilier des intérêts divergents
- Mettre à jour des contradictions et rendre visibles un système complexe d'acteurs et de multiples échelles
- Faire le choix de la comparaison : pays du nord /pays du sud mais aussi contribuer à la mise en place d'un cadre comparatif de recherche.

En 2005: coordination d'une proposition de recherche dans le cadre d'une Action Concertée Incitative « Sociétés et cultures dans le développement durable ». Un projet de recherche comparative Commerçants ambulants dans les espaces publics à Marseille (France) et Rio de Janeiro (Brésil) : expériences et ambiances urbaines confrontées au développement urbain durable.

Avril 2005 et Avril 2006 Participation à l'action de recherche PUCA « Politiques territoriales et développement durable », un projet de recherche comparative « La petite fabrique du développement locale du DUD (développement urbain durable) » et a associée par convention l'équipe de Maria de Fatima Cabral Marques Gomes.

Fin 2006, j´ai, au cours d´un projet de recherche, complété des données de terrain sur l´espace public de la plage de Copacabana pour préparer une habilitation à diriger la Recherche.

2009-2010 ***Recherche Ethnographie urbaine des pratiques de commerce et services, entre formel et informel, à Rio de Janeiro*** Financement bourse de recherche chercheure invitée : Fondation Chagas Estado do Rio de Janeiro

Laboratoire d'accueil : Favela e Cidadania Ecole de Service Social Université Fédérale de Rio

Résumé:

La recherche est un prolongement de travaux visant à explorer les frontières ténues entre formel et informel dans la métropole de Rio de Janeiro. L´ethnographie des pratiques, entre formel et informel, observées sur deux lieux de la métropole carioca : l´espace public de la

plage de Copacabana et la favela du Vale Encantado, dans la forêt de Tijuca, aux abords du Parc National de Tijuca, aire de préservation, propose un autre regard sur des espaces hétérogènes et/ou opposés de la métropole de Rio et avec ceux qui animent ces lieux.

La recherche a mis en place une méthodologie interactive s'appuyant à la fois sur des enquêtes empiriques et sur des productions scientifiques autour de la problématique des territoires de l'informel ; elle a finalement permis de développer une question :

Comment exposer, mettre en images, construire et dé construire les histoires racontées par les acteurs de l´économie de la plage et par les habitants d´un bout de forêt dans la ville pour repenser la métropole ?

Organisation d'un séminaire de restitution de cette recherche les 18, 19 et 20 Août 2010: « Rio Autrement » à Rio de Janeiro avec la production de vidéos et de dispositifs adaptés (notamment une carte de la mémoire avec les habitants) pour restituer la recherche aux populations locales, laissent entrevoir des perspectives pour continuer cette recherche en rendant visibles des contenus scientifiques autour de registres divers ayant pour lieu la ville ; ses acteurs, ses défis pour un développement urbain durable.

2008 et début 2009 : participation comme expert à deux séminaires dans le cadre d´un programme ANR –SETUP Exclusion sociale, territoires et politiques urbaines : un à São Paulo(Brésil) en août 2008 et un à Mumbai (Inde) en février 2009. http://setup.csh-delhi.com

En Cours:

Participation au Programme de Recherche régionale (soutien Midi Pyrénées) **Transformation d´une image de ville par concertation et médiation artistique à Graulhet -Tarn:** organisation d´ateliers participatifs avec les habitants, et les artistes locaux : janvier à juin 2011

Recherche à Rio de Janeiro fin avril, début Mai 2011 sur le thème de l´expérience du sensible dans la métropole, création du réseau de chercheurs ***Sinuosité*** portant sur les problématiques urbaines contemporaines

Participe au Projet CAPES COFECUB d´échange bilatéral France Brésil ***Environnement construit et développement urbain durable*** (2010-2014) entre l´ENSAT, la FAU Université Fédérale de Rio de Janeiro et la Faculté d´Architecture et d´Urbanisme de Juiz de Fora (Brésil)

2.3 Implication dans la communauté scientifique : Organisation, participation à des colloques et à des réseaux de chercheurs

2011 Conférence à Juiz de Fora (Brésil) Faculté d´Architecture et d´urbanisme à l´Université Fédérale sur le thème des pratiques informelles dans les espaces urbains

2011 Communication dans le cadre du XI Congrès Afro Luso Brésilien à Salvador de Bahia du 7 au 10 Août, GT 30 Rénovation urbaine, mobilisation collective et pratiques informelles dans la conception et la gestion de la ville.

2010 Juin Conférence et cours à Belém Université Fédérale du Pará (UFPA), 3éme cycle Gestion urbaine

2010 Organisatrice d´un séminaire de restitution de recherche « Rio Autrement », dans le cadre du projet de recherche en tant que chercheure invitée, 18, 19 et 20 Août, Ecole de Service Social UFRJ/FACI avec le soutien financier du Ministère de la Culture de, l´ENSAToulouse et du Banco do Brasil

2010 septembre Conférence à l´Université de Buenos Aires (UBA), dans le colloque Ethnographie des espaces publics urbains et intervenante dans un workshop de Post grade - Université d´Architecture et Urbanisme de Santa Fé (Argentine) sur les villes contemporaines

2009, RAM (rencontre des anthropologues du Mercosul) à Buenos Aires du 29 septembre au 2 octobre ***: co-organisatrice*** -avec Marluci Menezes, anthropologue, Laboratoire d´ingénierie (LNEC- Lisbonne, Portugal) Laboratoire d´Ecologie sociale et avec Monica Lacarrieu, anthropologue, Université de Buenos Aires- d´un Groupe de travail thématique sur le thème : « Ethnographie des espaces publics urbains: entre pratiques de citoyenneté insurgées et expressions de médiations » http://www.ram2009.unsam.edu.ar

2009, Communication au RT-GT26 Réseaux sociaux du 3ème Congrès de l´Association, Française de Sociologie, Paris 14-17 avril « Relations et dispositifs mobilisés par les vendeurs ambulants à Rio de Janeiro »

2008, dans le cadre du II Congrès d´anthropologie d´Amérique Latine(ALA) au Costa Rica 28-31 juillet, Co organisatrice d´un groupe de travail thématique : « Production de l´espace dans les grandes métropoles : processus, trajectoires et construction d´identités ».

2006 Communication au 2ème Congrès de l'Association Française de Sociologie à Bordeaux du 5 au 8 septembre dans le groupe de Travail Réseaux sociaux

2006 3 mois chercheure invitée au FACI – UFRJ et au Prourb -UFRJ

2005, Intègre le réseau coordonné par Jérôme Monnet « Ambulantaje » et participation à plusieurs séminaires autour du thème du commerce ambulant

- *Commerce et mobilités urbaines à l'ère de la métropolisation*, México, Centre Etudes Mexicaines, 11-13 juillet
- Communication « Le développement urbain durable à l'épreuve des pratiques et des politiques urbaine à Rio »Colloque de l'Observatoire universitaire de la Ville et du Développement durable Lausanne 21-23 septembre
- Seminário *Comércio, Cultura e Políticas Públicas em Tempos de Globalização* Rio de Janeiro 22-25 Novembre, Communication présentée: « Un nouveau regard sur la mondialisation: expériences urbaines des vendeurs ambulants à Rio de Janeiro (Brésil) et à Marseille (France), construction d'un cadre comparatif de recherche. »

2001 Participe au Réseau PRISMA Programme de Recherche International et interdisciplinaire sur le processus d´identification socio-spatiale dans les métropoles des Amériques coordonné par Jérôme Monnet.

1998 -1999 Coorganisatrice de deux séminaires de réflexion sur la ville en Guyane *Revoir la ville : aménagement, développement économique et implication des populations. Guyane, Brésil, Surinam : similitudes et dissemblances,* Cayenne, juin 1998 et mars 1999.

- Mission de recherche-action en, en Guyane pour la Direction de jeunesse et Sports
- Mission d'appui au développement local Gouvernement de l'Etat d'Amapá (Brésil) 1999-2000

3. ENSEIGNEMENTS

3.1. Enseignements développés, depuis 2003 à l'Ecole d'Architecture de Toulouse

Titre du cours	Objectifs /Contenu
Anthropologie et sociologie urbaine -Licence	**Objectifs pédagogiques :** -permettre aux étudiants d'acquérir des connaissances pour dépasser des réponses fractionnées et être en mesure d'exercer un esprit critique -préparer les étudiants en architecture à un dialogue avec d'autres disciplines -préparer les étudiants au projet urbain et architectural auteurs, concepts et méthodes **Contenu : Aborder les auteurs et les thèmes de l'anthropologie urbaine** Trois thématiques sont plus particulièrement développées sur le semestre 1. Manières d'habiter et de voir la ville : les différentes échelles, les usages, les interactions, le contrôle social, les représentations de la ville 2. Un concept clé : la ségrégation. 3. Approche de l'espace public comme enjeu du phénomène urbain 4. Processus participatif dans les projets urbains
TD Etudes sociales appliquées au projet urbain-Licence	Favoriser l'appropriation par les étudiants d'une méthode : **l'observation** à travers des exercices sur le terrain : montrer l'intérêt de l'observation à côté d'autres méthodes comme l'entretien ou le questionnaire. Comment regarder et noter ? Comment trouver sa place dans un milieu familier, dans un milieu différent ? Comment réaliser une

	observation participante ? Comment organiser ses observations ?que faire des notes, des croquis, des photos ? Comment réaliser un compte rendu final ? seront les questions développées
Sociologie et anthropologie des pratiques spatiales 1.- Licence	Thématiques développées : définition de l'espace public, aménagement de l'espace public, pratiques et usages, ambiances et animation, histoire et mémoire du lieu (Un ensemble de textes sont distribués en début de semestre) Exercices d'observation d'espaces publics dans la ville de Toulouse (rues marchandes, commerces de proximité, centres commerciaux ou de marchés)
Sociologie et anthropologie des pratiques spatiales 2- Licence	Ce TD doit permettre d'expliciter la notion d'habiter en s'arrêtant sur la signification qu'ont donné à ce mot philosophes, sociologues, anthropologues et architectes. Mais surtout il s'agit de comprendre comment les sociétés et les groupes sociaux constituent leurs modes d'habiter. Les enseignements comportent un apport de connaissances et une observation pratique.
Séminaire Paysage, **Environnement, Architecture- Cours**« A la rencontre des usagers dans les espaces urbains » et TD : Méthodologie de la recherche et suivi de mémoires . **Séminaire Image de Ville cours** en atelier méthodologique et	Ce séminaire thématique est axé sur l'in dissociabilité des préoccupations paysagères et environnementales dans la pratique de la conception architecturale. Il propose d'approfondir des problématiques telles qu'elles se posent aujourd'hui à l'architecture, notamment : - L'approche du paysage comme totalité construite, procédant à la fois d'une délimitation et d'une mise en ordre symbolique, par conséquent d'une représentation, et d'une exploitation, d'une consommation du milieu naturel qui devrait aspirer à un développement durable ; le paysage étant ici considéré comme résultant d'un processus dynamique ; - L'analyse de la demande sociale en matière de paysage et de qualité environnementale, de la commande, des normes et des règlements pour permettre à des futurs architectes de se positionner professionnellement et/ou accéder à des formations de recherche. Ce séminaire explore la fabrication des représentations du point de vue de la conception de l'œuvre, en regardant différents niveaux d'interactions (acteurs, réel/imaginaire, réel/vécu) à chaque phase

en atelier de projet « Cracker la ville »**,** suivi de mémoires étudiants en échange Erasmus	d'élaboration (conception, construction, occupation). Le séminaire comporte plusieurs enseignements : des cours (contenus généraux et spécifiques), un atelier méthodologique et un intensif de terrain européen. Il est également organisé pour encadrer les étudiants Erasmus sortants et des étudiants en échange avec la Faculté d´Architecture et d´urbanisme de l´Université Fédérale de Rio de Janeiro
Parcours Recherche Cours de méthodologie	Exploration de recherche, question de départ, problématique, enquête de terrain, écriture d'un article
Perspective en 2011-2012	Cours à l´Ecole Doctorale TESC sur le thème la fabrication de l´espace architectural et social

3.2 Encadrement Mémoires de Master en rapport avec mes thématiques de recherche et co - encadrement de thèse de Doctorat

19/02/2008 Thèse de Doctorat en Architecture de Letícia Maria de Araújo Zambrano

FAU/UFRJ. Proarq –Programa de Pós –Graduação em Arquitetura

Titre : Intégration des principes de durabilité au projet d´architecture

Prof. Leopoldo Eurico Gonçalves Bastos e Pierre Fernandez- GRECAU/ENSAT

Encadrement de mémoires Master Paysage

Juin 2006

Marseille-off: ambiances sur le Cours Belsunce et au Marché aux Puces Mémoire de Sarah Wickenburg

A l´écoute de la Gare Matabiau Mémoire de Mélaine Passemar

Juin 2008

Appropriation d´un interstice, dimanches lisboètes La feira do relógio Lisboa –Portugal Mémoire d´amandine Hernandez

Larcomar à Lima (Pérou): la dynamique d´un paysage urbain. Mémoire de Irma Cahuana Mendoza

Le parc Orla Fundão. Analyse d´un paysage comme problématique urbaine dans le contexte carioca Mémoire de Michel Maurel

Responsabilités diverses

2000 à 2002 Responsable d'un échange de coopération avec l'Université Fédérale du Pernambuco (Recife –Brésil) sur le thème de l'habitat populaire et le développement durable. Encadrements de Mémoires

Depuis 2006

Responsable des échanges Licence /Master avec la Faculté d'Architecture et D'urbanisme Université Fédérale de Rio de Janeiro

Représente l'Ecole d'Architecture dans le Bureau de l'Axe Territoires, Villes Mobilités, Environnement de la Maison des Sciences de l'Homme de l'Université du Mirail

Depuis 2007 Responsable des échanges avec la Faculté d´Urbanisme et d´Architecture de l´Université Technique de Lisbonne Portugal

Membre de la Commission des Relations Internationales de l'ENSAT

4. ACTIVITES EXTRA PROFESSIONNELLES

Séparée, trois enfants.

Voyages : Europe, Amérique du Sud, Antilles, Guyane, Surinam, Inde

Activités sportives : gymnastique aquatique, marche

Activités artistiques : Photographie

Anglais lu.

Espagnol parlé, lu

Portugais du Brésil parlé, lu et écrit